

Document de
La Banque Mondiale

FILE COPY

A N'UTILISER QU'A DES FINS OFFICIELLES

Rapport No. 3150-GUI

REPUBLIQUE POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE DE GUINEE

MEMORANDUM ECONOMIQUE

20 juillet 1981

Department des Programmes
Afrique de l'Ouest

TRADUCTION NON-OFFICIELLE A TITRE D'INFORMATION

Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte, et ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Sa teneur ne peut être autrement divulguée sans l'autorisation de la Banque Mondiale.

TAUX DE CONVERSION

Unité monétaire = Syli (GS)
SEU 1 = Syli 19
GSI = SEU 0.05

MESURES

Systeme métrique

ABBREVIATIONS

BAP	Brigade Attelée de Production
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BGCE	Banque Guinéenne du Commerce Extérieur
BMP	Brigade Mécanisée de Production
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BNSE	Banque Nationale des Services Extérieurs
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
CNCIH	Crédit National pour le Commerce, l'Industrie et l'Habitat
COFICOM	Coordination Financière du Commerce
CTS	Complexe Textile de Sanoya
DEG	Distribution d'Eau de Guinée
ECQMA	Entreprise Commerciale d'Arrondissement
ENTA	Entreprise Nationale de Tabacs et Allumettes
ERC	Entreprise Régionale de Commerce
FAC	Ferme Agricole Communale
FAPA	Ferme Agro-Pastorale d'Arrondissement
OBK	Office des Bauxites de Kindia
OCOFI	Office de Coordination Financière de l'Industrie
ONP	Office National de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
PDG	Parti Démocratique de Guinée
PRL	Pouvoir Révolutionnaire Local
RPRG	République Populaire Révolutionnaire de Guinée
SNE	Société Nationale d'Electricité
SOAGRI	Société Agro-Industrielle de Guinée
UDA	Usine d'Oxygène et d'Acétylène

EXERCISE FINANCIER

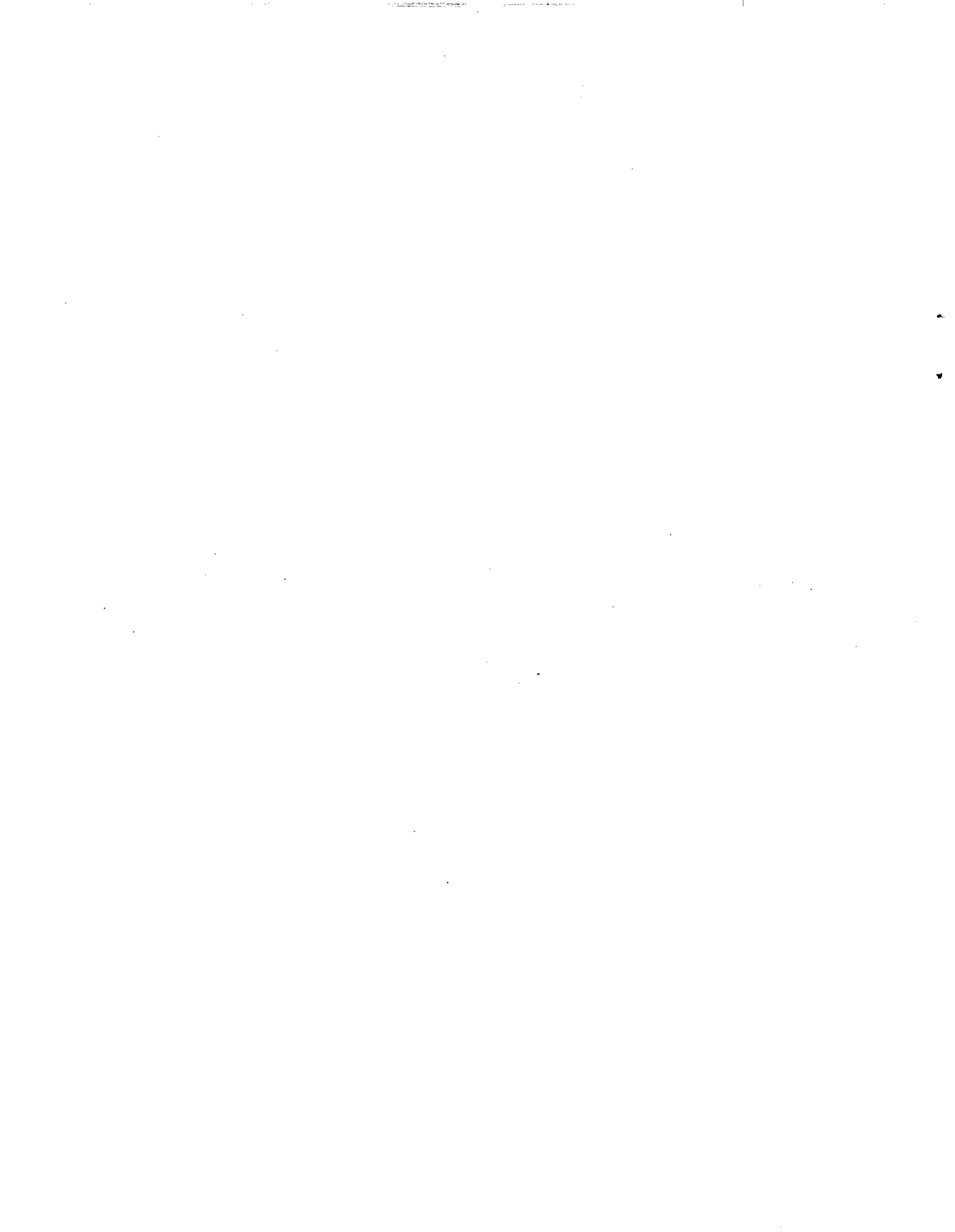
1er janvier - 31 décembre

Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte. Il ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles et sa teneur ne peut être divulguée sans l'autorisation de la Banque Mondiale.

Table des Matières

	<u>Page</u>
Préface	
Données sur le pays	
Carte	
Liste des Tableaux du Texte	
Résumé et Conclusions	i - vi
I. INTRODUCTION	1
A. Ressources naturelles	1
B. Evolution de la situation jusqu'en 1973	2
II. EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE (1973-79)	4
A. Croissance, Investissement et Epargne	4
B. Planification du Développement	9
C. Le Secteur public	13
D. Balance des Paiements	19
E. Dette extérieure	26
F. Monnaie et Crédit	31
G. Prix	34
III. EVOLUTION DES PRINCIPAUX SECTEURS	35
A. Enseignement et emploi	35
B. Le Secteur Rural	39
C. Le Secteur Minier	44
D. Industrie	46
E. Energie et Adduction d'eau	49
F. Transports	52
G. Commerce	54
IV. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT ET PROBLEMES DE POLITIQUE GENERALE	56
A. Aperçu	56
B. Principales tendances	57
C. Principaux Obstacles au Développement	62
D. Problèmes de Politique Générale	64
E. Conclusions	69
Annexe Statistique	71

Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte, et ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Sa teneur ne peut être autrement divulguée sans l'autorisation de la Banque Mondiale.



Liste des Tableaux du Texte

	<u>Page</u>
1. Croissance économique globale 1973-1979	5
2. Répartition sectorielle du produit intérieur brut en prix courants du marché en 1973-1979	6
3. Dépenses d'investissement et leur financement au cours de la période 1973-1979	8
4. Dépenses sur le produit intérieur brut 1973-1979	9
5. Plans de développement	10
6. Dépenses en capital du gouvernement central dans le cadre du troisième plan de développement 1973-1979	11
7. Quatrième plan de développement 1981-1985	12
8. Opérations consolidées des organisations non financières du secteur public 1975/76-1979	14
9. Opérations budgétaires 1975/76-1979	16
10. Transactions financières des entreprises publiques avec le gouvernement 1975/76-1979	18
11. Estimation de la balance des paiements 1972/73-1979	20
12. Termes de l'échange du commerce extérieur	21
13. Exportations de marchandises, 1957-1979	23
14. Importations de marchandises, 1972/73-1979	24
15. Dette extérieure et agrégats macroéconomiques 1973-1979	27
16. Dette extérieure publique	29
17. Transactions extérieures des entreprises d'économie mixte	30
18. Monnaie et crédit	33
19. Effectifs de l'enseignement de 1958-1978	36
20. Salariés officiellement déclarés en 1979	38
21. Indices choisis de l'activité des entreprises industrielles d'Etat en 1979	48
22. Consommation d'énergie primaire en 1978	49
23. Chiffre d'affaires et bénéfices des commerces d'Etat 1975/76-1979	55
24. Principaux éléments et hypothèses du scénario de base	58
25. Projection de la croissance des investissements et de l'épargne	59
26. Projections de la balance des paiements	61



Préface

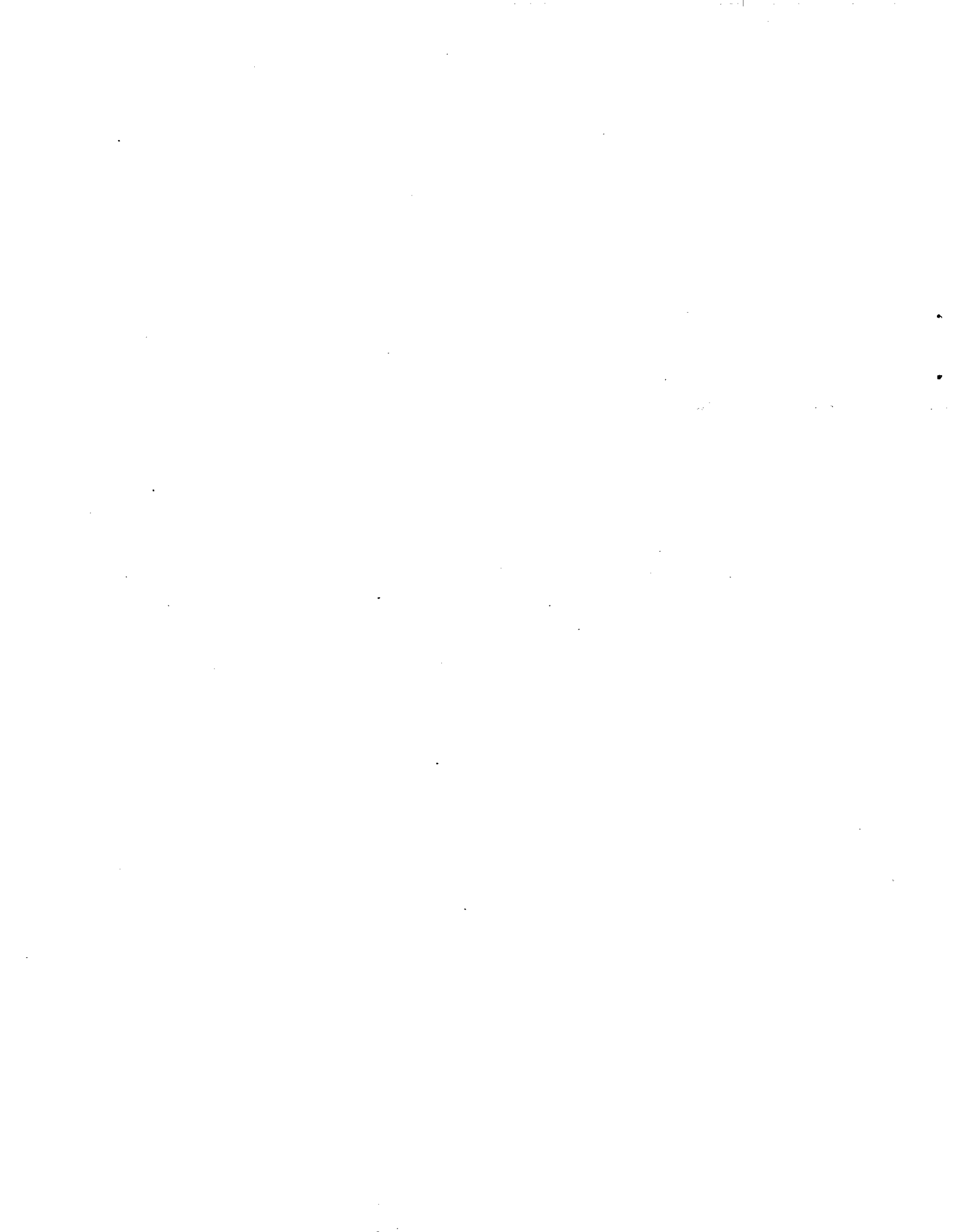
Le dernier rapport économique (couverture grise) sur la Guinée date de 1967 (Rapport No AF-636). Plusieurs missions économiques ont eu lieu depuis lors pour poursuivre notre dialogue avec les autorités et permettre au Groupe de la Banque de disposer d'une base pour ses opérations de prêt. En l'absence de tout rapport officiel récent, les auteurs du présent mémorandum l'ont voulu descriptif et assez détaillé. On a estimé qu'au stade actuel, il était impossible d'établir un rapport économique de base, en raison du nombre limité de données économiques et de leur caractère parfois peu fiable, de l'état de la planification du développement et de la programmation des investissements, et de la connaissance superficielle de certains secteurs, et parce que le dialogue avec le Gouvernement sur certaines questions de politique et certaines options en matière de développement n'en était encore qu'à ses débuts.

Le présent mémorandum économique constitue une évaluation de la situation économique et financière de la Guinée et des questions politiques qui dominent ses perspectives de développement à court et à moyen terme. Le mémorandum examine surtout les principaux goulots d'étranglement qui font obstacle au développement de la Guinée, dans le souci d'établir la base d'un programme viable de croissance économique. Les éléments clés de ce programme sont le renouveau du secteur rural et l'accroissement de la production et des exportations agricoles, (surtout grâce à l'encouragement de la petite exploitation paysanne), la mise en oeuvre de grands projets générateurs de recettes dans les domaines de l'extraction minière, du traitement des minerais, de la production d'énergie hydro-électrique et de l'agriculture, et un accroissement de l'efficacité des organismes publics (entreprises d'Etat et administration) et de leur contribution au développement économique national.

Le mémorandum est fondé sur les conclusions d'une mission économique qui a eu lieu en février-mars 1980 et qui était composée de MM. Eugène Scanteie (auteur principal), Joseph Eory, Samud Chhim, et de Mme Myrna Alexander (consultante); il tient également compte des résultats d'une mission économique qui, en décembre 1979, s'est entretenue de problèmes politiques en suspens avec le Gouvernement. La mise à jour des renseignements économiques types a été complétée par une étude spéciale du secteur des entreprises publiques (Rapport No 3046-GUI, juin 1980) et une révision des comptes nationaux estimatifs et de la méthodologie employée.

A la demande du Gouvernement, une mission de la Banque Mondiale s'est rendue en Guinée en juin 1981 afin de discuter le projet de rapport final. Les commentaires du Gouvernement se trouvent incorporés dans le présent rapport.

Le mémorandum a été édité par Michaela Eglin.



DONNEES RELATIVES A LA GUINEE

<u>SUPERFICIE</u>	<u>POPULATION</u>	<u>DENSITE</u> (1978)
245.900 de km ²	5,1 million (mi-1978) Taux de croissance: 2,9% (1970-78)	20,9 au km ²

CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES^{1/}

Taux de natalité brut (par 1.000 habitants)	46,0
Taux de mortalité brut (par 1.000 habitants)	21,0

SANTE^{1/}

Nombre d'habitants par médecin	16.629
Nombre d'habitants par lit d'hôpital	616

REPARTITION DE REVENU

% du revenu national, % de la population à revenu le plus élevé	n.d.
-----------------------------------------------------------------	------

% du revenu national, % de la population à revenu le plus faible	n.d.
------------------------------------------------------------------	------

REPARTITION DE LA PROPRIETE FONCIEREACCES A L'ADDITION D'EAU

Logements occupés	branchements (%)	88,0
-------------------	------------------	------

ACCES A L'ELECTRICITE

% de la population - totale	5,0
- rurale	2,6

NUTRITION^{1/}

Ration calorique en % des besoins	84,0
Consommation de protéines par habitant (grammes par jour)	42,7

EDUCATION

Taux d'alphabétisation chez les adultes (%)	20,0 ^{2/}
Scolarisation primaire (%)	34,0

PNB PAR HABITANT EN 1978:262,1 dollarsPRODUIT NATIONAL BRUT EN 1978

	En millions de dollars	
		%
PNB aux prix du marché	1.373	100,0
Investissement intérieur brut	190	13,9
Épargne nationale brute	114	8,3
Solde du compte courant	- 76	- 5,5
Exportations de biens, services non facteurs	328	23,9
Importations de biens, services non facteurs	350	25,5

TAUX ANNUEL DE CROISSANCE (% à prix constants 1973)

	1973-79	1979
	3,5	0,4
	0,9	8,4
	207,1	6,9
	15,6 ^{3/}	- 7,1 ^{3/}
	-2,0	- 8,0

PRODUCTION, MAIN-D'OEUVRE ET PRODUCTIVITE EN 1978

	Valeur ajoutée		Main d'oeuvre		Valeur ajoutée par travailleur	
	En millions de dollars	%	Milliers	%	Dollars EU	%
Agriculture	635	43,5	1.875	82,0	339	53,1
Industrie	370	25,3	252	11,0	1.468	230,1
Services	454	31,2	160	7,0	2.838	444,8
Total/Moyenne	1.459	100,0	2.287	100,0	638	100,0

FINANCES PUBLIQUES

	En millions de dollars en 1978	
		%
Recettes courantes	417,6	28,6
Dépenses courantes	239,6	16,4
Excédents courants	178,0	12,2
Dépenses en capital	84,4	5,8

DONNEES RELATIVES A LA GUINEE

MONNAIE, CREDIT ET PRIX

	Sept. 1974	1975	1976	1977	1978	Prelim. 1979
	en millions de dollars E.U. en fin d'année					
Monnaie et quasi monnaie	515,1	528,8	492,6	481,9	480,1	532,9
Créances sur le secteur public ^{4/}	497,6	553,6	592,1	595,7	619,8	866,6
Créances sur le secteur privé	49,9	51,1	44,8	53,4	56,7	36,9

(pourcentages ou indices)

Monnaie et quasi monnaie en % du PIS ^{5/}	50,3	48,6	39,4	36,7	31,6	33,9
Indice général des prix (1973 = 100) ^{5/}	104,2	109,2	115,8	119,9	122,4	125,2
Pourcentage annuel des fluctuations des éléments suivants:						
Indice général des prix	4,2	4,8	6,0	3,5	2,1	2,3
Créances sur le secteur public	.	11,3	7,0	0,6	4,0	39,8
Créances sur le secteur privé	.	2,4	-12,3	19,2	6,2	-34,9

BALANCE DES PAIEMENTS

	1976	1977	1978
	en millions de dollars		
Exportations de biens, services non facteurs	252,6	293,2	327,9
Importations de biens, services non facteurs	287,3	261,9	350,1
Déficit en ressources (déficit = -)	-34,7	31,3	-22,2
Paiements des intérêts (nets) ^{6/}	-40,0	-38,9	-43,8
Autre revenu des services facteurs (net)	-13,1	-34,4	-42,8
Transferts courants	7,9	15,7	32,8
Balance courante	-79,9	-26,3	-76,0
Investissement direct	n.d.	n.d.	n.d.
Subventions publiques en capital	n.d.	n.d.	n.d.
Emprunts nets à moyen et long termes ^{7/}			
Décaissements	70,0	56,1	113,1
Amortissements ^{6/}	91,0	122,3	119,2
Total partiel	-21,0	-66,2	-6,1
Autres encaissements (nets)	-0,1	1,7	-3,8
Augmentation des réserves officielles	11,0	-2,7	-21,3
Réserves de change (bruttes)	53,2	50,5	29,2

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES (MOYENNE 1976-78)

	en millions de dollars	
		%
Bauxite	204,3	70,2
Alumine	77,5	26,6
Autres	9,4	3,2
Total	291,2	100,0

DETTE EXTERNE, 31 décembre 1979

en millions de dollars	
Dettes publiques y compris dettes garanties	990
Dettes privées non-garanties	208
Total dettes en cours déboursées	1.198

COEFFICIENT DU SERVICE DE LA DETTE POUR 1978

	%
Dettes publiques y compris la dette garantie	35,7
Dettes privées non garanties	14,0
Paiement total sur capital étranger	49,7

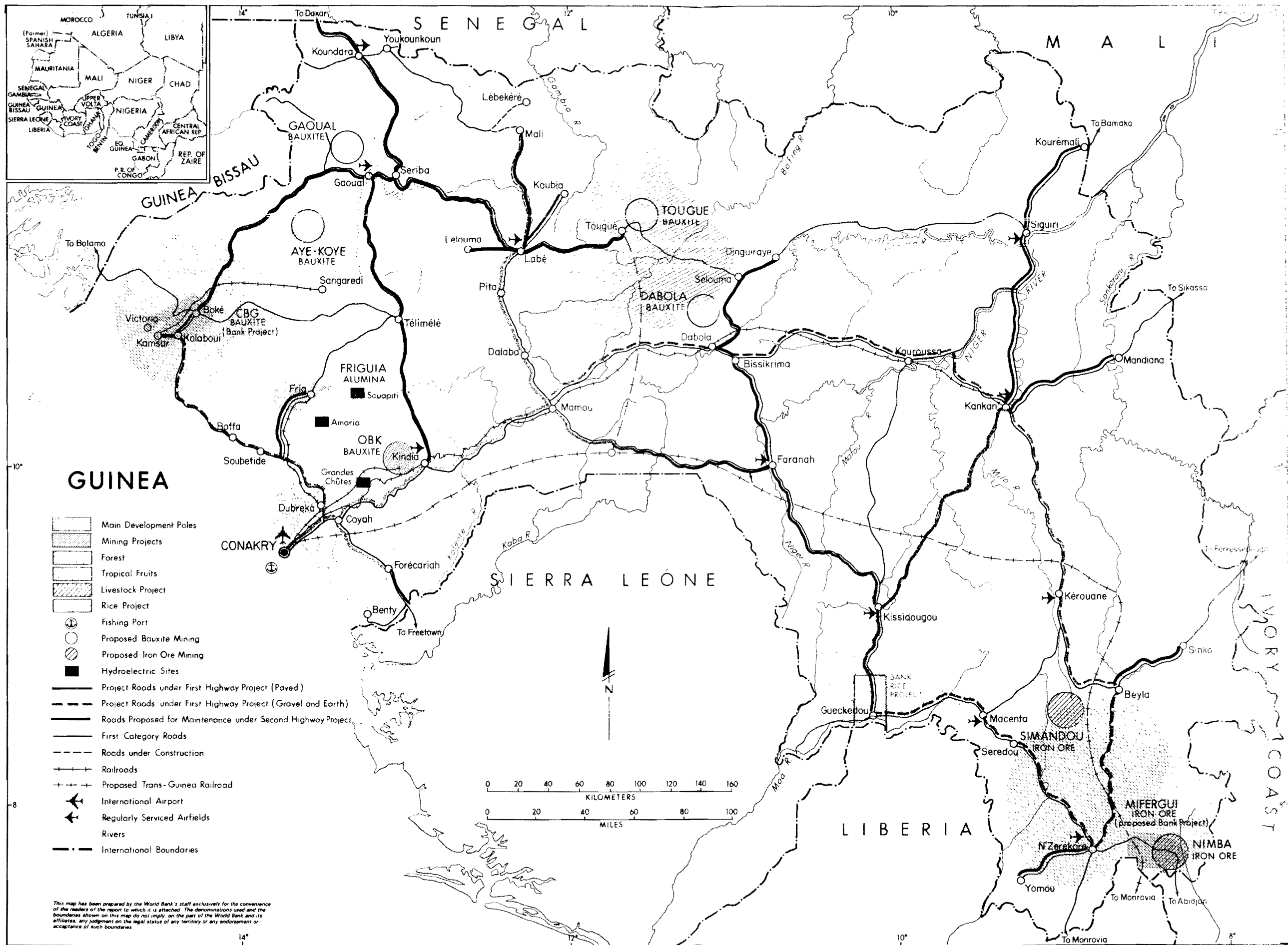
TAUX DE CHANGE

	Moyennes annuelles				
	1975	1976	1977	1978	1979
1 dollar E.U. = sylvils	20,3	21,4	21,1	19,7	19,1

PRETS IBRD/IDA (31 mars 1980) millions de dollars

	IBRD	IDA
Encours et montants décaissés	58,3	24,3
Montants non décaissés	-	41,7
Encours, y compris montants non décaissés	58,3	66,0

- 1/ estimations 1974-78
 2/ estimation Banque Mondiale (Mémoire sur le secteur de l'éducation, 1980)
 3/ ajustées pour évolution des termes de l'échange
 4/ moins dépôts du Gouvernement
 5/ déflateur implicite du PIB
 6/ paiements prévus
 7/ y comprise la dette privée des entreprises minières



This map has been prepared by the World Bank's staff exclusively for the convenience of the readers of the report to which it is attached. The denominations used and the boundaries shown on this map do not imply, on the part of the World Bank and its affiliates, any judgment on the legal status of any territory or any endorsement or acceptance of such boundaries.

RESUME ET CONCLUSIONS

1. Avec une population de 5,3 millions d'habitants, et un PNB par tête d'environ 274 dollars EU en 1979, la Guinée appartient à la catégorie des pays les moins développés. L'espérance de vie à la naissance est de 43 ans (l'un des taux les plus bas du monde), la mortalité infantile est encore très élevée (30% des enfants de 1 à 4 ans) et l'alimentation insuffisante (84% des quantités de calories nécessaires). Environ 80% de la population n'a pas accès à une source d'eau non contaminée. La majorité de la population, notamment en zone rurale vit aux frontières de la pauvreté.

2. La Guinée est un petit pays dont l'économie comprend d'une part un secteur rural qui fait vivre plus des quatre cinquièmes de la population, et dont la production principalement orientée vers l'autoconsommation, représente près de la moitié du PIB, d'autre part un secteur moderne qui lui-même comprend à la fois quelques entreprises minières fonctionnant comme des enclaves, mais qui produisent la quasi totalité des recettes d'exportation du pays (la Guinée est le premier exportateur de bauxite du monde), et une série d'entreprises d'Etat du secteur industriel et d'autres secteurs, qui utilisent la plus grande partie des investissements publics, du crédit intérieur, des emprunts étrangers et des importations.

3. En Guinée, comme dans d'autres pays ayant récemment accédé à l'indépendance, il s'est révélé difficile de diriger le processus de développement. Parmi les problèmes rencontrés on peut citer : le revenu plus élevé des citadins ^{1/}, le développement d'un vaste secteur d'entreprises publiques souvent inefficaces, une capacité insuffisante de planification et de gestion de l'économie, des difficultés de balance des paiements dues à la surévaluation de la monnaie, ainsi que la difficulté de concilier les objectifs économiques et sociaux. Les choix de la Guinée ont été influencés par les circonstances dans lesquelles elle a accédé à l'indépendance. Le brusque départ des Français a privé le pays d'un appui financier et technique vital, a confirmé le parti au pouvoir (Parti démocratique de Guinée ou PDG) dans sa philosophie socialiste du développement, fondée sur la recherche de l'autonomie, et a incité les pouvoirs publics à se tourner vers les pays à économie planifiée pour l'assistance au développement. Cela explique la politique gouvernementale qui depuis l'indépendance a constamment visé à remplacer une économie essentiellement agricole reposant sur l'initiative privée et le jeu des mécanismes du marché par une économie dirigée dans laquelle l'Etat détient les moyens de production, encourage les exploitations collectives aux dépens de l'entreprise privée et répartit les ressources en fonction de décisions centralisées et non par des mécanismes du marché. Jusqu'en 1973, les investissements massifs qui avaient été entrepris pour développer le secteur public avaient été principalement financés par l'expansion du crédit intérieur, entraînant l'accélération de l'inflation et la détérioration de la balance des paiements. La pénurie

^{1/} La disparité des revenus entre le milieu urbain et le milieu rural est moins évidente en Guinée que dans d'autres pays en voie de développement. Le Gouvernement a l'intention de réduire davantage cette disparité grâce au développement agricole et à la modernisation du secteur rural.

croissante des biens de consommation et le maintien de prix à la production artificiellement bas ont forcé les paysans à réduire leur production et à revenir à l'autoconsommation; ce phénomène a probablement entraîné une chute des revenus par tête en milieu rural et une augmentation des importations de produits alimentaires.

4. La stratégie mise en oeuvre par le Gouvernement sous l'impulsion du PDG qui visait à assurer l'indépendance économique du pays s'est heurtée à de nombreuses difficultés. Les investissements réalisés pour créer l'infrastructure économique et sociale nécessaire et les institutions nationales capables de remplacer les entreprises étrangères n'ont pas réussi à augmenter la production et la productivité, ni à produire les ressources permettant de financer le service des emprunts contractés pour réaliser ces investissements. En outre, le fonctionnement d'une grande partie de ces projets a entraîné une augmentation du volume des importations. C'est ainsi qu'une politique ambitieuse dans le domaine de l'enseignement et la main d'oeuvre a gonflé l'emploi dans le secteur moderne, a entraîné une consommation publique excessive qui à son tour a augmenté la demande d'importation de biens et services. Les mesures prises pour défendre le pays contre l'inflation internationale et maintenir une direction centralisée de l'économie ont entraîné des distorsions de prix, une surévaluation de la monnaie et le développement d'un marché parallèle très actif. Dans le domaine des opérations enclaves du secteur minier, les recettes en devises d'une de ces entreprises (la mine de Débélé) ont été hypothéquées pour permettre à la Guinée de faire face à ses obligations dans le cadre d'accords bilatéraux de clearing, formule qui ne permettait guère au gouvernement de fixer les termes de l'échange, ni d'ajuster le volume des importations en fonction des besoins définis par les organes centraux de planification. Quant aux autres opérations enclaves, leur contribution à l'amélioration de la balance des paiements a été inférieure aux prévisions; en effet le service de la dette et la rémunération des facteurs de production ont rapidement augmenté et la demande s'est gonflée de façon excessive. La Guinée ne peut pas assurer le service de sa dette extérieure, bien que le gouvernement ait accepté une dégradation du patrimoine national.

5. La mise en exploitation de deux grandes mines de bauxite en 1973 a établi les bases productives et financières d'une économie plus dynamique. De 1973 à 1979, l'activité économique a augmenté de 21% en termes réels, soit un taux de croissance moyen de 3,2% par an. L'expansion rapide du secteur minier--20% par an en termes réels--a porté sa part du PIB de 4,2% en 1973 à 18,5% en 1979. Des investissements considérables ont également été réalisés pour mécaniser l'agriculture. Mais la production du secteur rural a stagné et sa part du PIB est tombée de 58% en 1973 à 41% en 1979, du fait de l'insuffisance des incitations économiques accordées aux producteurs, d'une mauvaise orientation des efforts de mécanisation, ainsi que de la sécheresse et autres fléaux naturels qui ont sévi certaines années. L'augmentation des exportations de bauxite et l'évolution favorable des prix mondiaux de la bauxite et de l'alumine ont augmenté les recettes de l'Etat.

6. Ces dernières années, le gouvernement a pu contenir la croissance des dépenses de fonctionnement à un taux modeste et les ressources nouvelles de l'Etat ont été affectées à l'amortissement de sa dette au système bancaire

et à la création d'un Fonds de Réserve important. Mais ce fonds a principalement servi à financer le fonds de roulement des entreprises publiques. L'amélioration de la situation financière de l'Etat a partiellement compensé l'expansion du crédit aux entreprises publiques et la masse monétaire a diminué par rapport au PIB; ce facteur explique en partie la chute des prix sur le marché parallèle--d'environ 50% au cours des trois dernières années--et l'amélioration du pouvoir d'achat de la plupart des catégories sociales les plus pauvres. Cependant le régime de faveur dont bénéficient les entreprises commerciales d'Etat dans la répartition des ressources en devises du pays leur permet d'importer des biens qu'elles revendent surtout aux habitants des villes. Les marges commerciales sont substantielles et les bénéfices correspondants sont reversés au budget d'investissement de l'Etat; mais les prix pratiqués ne reflètent pas la valeur réelle des devises étrangères et par conséquent aboutissent à un transfert de revenus du secteur minier et agricole vers les habitants des villes. Les résultats obtenus par les entreprises d'Etat dans l'industrie, les transports et les autres secteurs sont médiocres. Le gouvernement a décidé d'étudier de près la justification des entreprises publiques existantes, de fermer quelques unes des entreprises les moins efficaces, de réorganiser certaines autres, voire de s'associer à des investisseurs privés pour la création de sociétés mixtes.

7. Au cours des dernières années, le niveau d'investissement a été relativement bas du fait notamment de l'insuffisance des entrées de capitaux étrangers. Une grande partie du montant considérable de la dette extérieure a été contractée pendant les 15 années qui ont suivi l'indépendance (1958-73). En outre une forte proportion des nouveaux emprunts (24% pendant la période 1975-79) a été destinée à financer le déficit de la balance des paiements, les importations courantes, etc. plutôt qu'à des investissements. L'épargne publique est positive depuis 1973 et permet à la Guinée de financer une part substantielle de ses investissements publics; en sens inverse, la Guinée n'a pas pu empêcher une accumulation d'impayés importants au titre du service de la dette extérieure. Malgré de nombreux aménagements de la dette guinéenne, les impayés atteignaient 200 millions de dollars EU à fin 1979; au cours des trois dernières années, ces impayés ont en fait financé près de la moitié du déficit global de la balance des paiements (plus de 100 millions de dollars EU par an). Les réserves brutes de devises représentent à peine un mois d'importations et au cours des dernières années le service de la dette--y compris les emprunts privés--dépassait 50% des exportations totales. Pendant les quatre dernières années, les paiements effectifs au titre du service de la dette ont représenté 36% des exportations totales.

8. Depuis 1976, la production minière ayant atteint le plein emploi des installations existantes, le PIB a à peine augmenté. Pour contrôler l'excès de la demande intérieure et augmenter la production le gouvernement s'est peu à peu engagé dans la voie de la décentralisation et de la libéralisation de l'économie et a fait quelques progrès dans les domaines de la monnaie, des entreprises publiques, de la planification des investissements, de la gestion des ressources en devises étrangères et de la politique des prix. La masse monétaire a été réduite tant en valeur absolue qu'en pourcentage du PIB, ce qui a abaissé les prix et les taux de change sur le marché parallèle. L'examen annuel des résultats obtenus par les entreprises publiques, une politique

tendant à remettre en état les entreprises existantes avant d'entreprendre de nouvelles constructions et un contrôle accru de l'expansion du crédit améliorent progressivement les perspectives dans ce secteur. Les autorités se rendent de mieux en mieux compte de la nécessité de planifier, de programmer les investissements et de préparer des projets et, depuis peu, acceptent l'assistance technique du système des Nations Unies et l'aide du Groupe de la Banque et d'autres donateurs dans le cadre de projets spécifiques. L'amélioration de la gestion de la dette extérieure et le renforcement de la planification des réserves en devises permettent maintenant de mieux contrôler et gérer la balance des paiements. Les pouvoirs publics sont devenus conscients de la nécessité de fixer des prix rentables pour les ressources (électricité, eau, etc.) et les produits, notamment les produits agricoles, de façon à encourager les petits exploitants à accroître leur production. Le commerce privé a été officialisé en 1979; le Code d'Investissement a été récemment révisé en vue de promouvoir les entreprises privées; en 1980 un Office national de promotion des petites et moyennes entreprises (ONP) a été créé; l'Office dispose maintenant de personnel et a commencé ses premières opérations. En 1981 cet office a été transformé en Ministère. Celui-ci cherche activement des financements extérieurs et a entrepris de préparer un premier projet dans ce secteur. Des financements privés étrangers sont recherchés pour des investissements dans le secteur minier, le traitement des minerais, l'industrie, la production hydroélectrique et les plantations industrielles, etc.

9. Malgré les progrès réalisés, la Guinée subit aujourd'hui à la fois les conséquences néfastes de la stagnation et de la dégradation de la balance des paiements. L'économie ne peut pas produire les devises nécessaires pour satisfaire la demande intérieure de biens de consommation, financer le service de la dette extérieure ainsi que les dépenses courantes et d'investissement des projets anciens et nouveaux; mais elle n'est pas non plus capable d'attirer les capitaux étrangers nécessaires pour couvrir le déficit des paiements courants et l'amortissement de la dette extérieure. Malgré les succès récents de la politique monétaire, la monnaie reste fortement surévaluée; de ce fait la structure des prix comporte de graves distorsions, l'environnement n'est pas favorable à l'expansion de la production, ce qui ne manque pas de freiner la croissance économique et le développement des exportations. Avec la stagnation de l'économie, l'offre des services économiques essentiels est restreinte et les impayés au titre de la dette extérieure s'accumulent. Les principaux secteurs, agriculture et élevage, produisent surtout pour la consommation des familles paysannes du fait de l'insuffisance des stimulants économiques, des facteurs de production, des services de vulgarisation, des infrastructures et des services de commercialisation. Le rythme du développement économique de la Guinée ne permet ni d'accroître le niveau de vie de la population, ni de produire l'épargne intérieure nécessaire pour stimuler la croissance et le développement.

10. Pourtant la Guinée a un potentiel important, notamment dans l'agriculture et les mines, qui est à peine utilisé. Comme 80% de la population dépend du secteur rural, toute stratégie de développement doit donner la priorité à l'augmentation de la production agricole. Des analyses simplifiées de simulation révèlent deux principaux problèmes pour la présente décennie; il y a tout d'abord la difficulté d'accroître les niveaux de consommation

privée, notamment dans le secteur rural, du fait de l'augmentation de la consommation publique et de l'investissement nécessaire au développement; le deuxième problème est lié à la persistance des problèmes de balance des paiements. La balance des paiements guinéenne se caractérise par le rôle primordial que les exportations jouent dans la création de recettes courantes. Les opérations des mines qui fonctionnent comme des enclaves sont à l'origine de la grosse majorité des exportations, mais supposent également des importations massives de fournitures et services, des remboursements élevés au titre de la dette privée non garantie, des envois de fonds dans leur pays d'origine par les travailleurs étrangers et d'autres versements à l'étranger. D'une façon générale, les amortissements élevés font que les transactions de capitaux contribuent peu à améliorer la balance des paiements. Les emprunts publics sont généralement contractés sous la pression des circonstances, à des conditions peu favorables, et à des fins qui ne correspondent ni à des priorités sectorielles ni à la nécessité d'accroître la production et les exportations. Les emprunteurs privés et les investisseurs directs sont lents à saisir les occasions qui s'offrent, à cause du climat économique et des incertitudes auxquelles sont soumis les projets. Les projets miniers sont indispensables pour produire le complément de ressources en devises dont les autres secteurs ont besoin, notamment l'agriculture; cependant les opérations minières ne suffiront pas à assurer la reprise économique. L'exécution de grands projets peut avoir une influence favorable sur la situation de la balance des paiements pendant la deuxième moitié de la présente décennie; mais elle peut aussi aggraver les problèmes de capacité d'absorption du pays.

11. Pour encourager les petits exploitants agricoles à augmenter leur production, il sera nécessaire, du fait de la limitation des ressources dont le pays dispose, de transférer au secteur rural une partie du pouvoir d'achat du secteur urbain et notamment du secteur public. Les mesures visant à limiter la consommation privée en zone urbaine devront être accompagnées d'un contrôle plus strict des dépenses publiques--tant les dépenses courantes de l'Etat (notamment traitements et salaires) et des entreprises publiques que les dépenses d'investissement public--en vue d'employer les moyens disponibles d'une façon plus productive. Les ressources ainsi libérées pourront être transférées aux petits exploitants agricoles au moyen d'une adaptation de la structure des prix, d'une optimisation de la répartition des investissements, et d'une amélioration de la collecte et de la commercialisation des produits agricoles et du système de distribution. Enfin, des réformes institutionnelles et l'amélioration des ressources humaines permettront d'achever la modernisation de l'agriculture traditionnelle et d'accroître sa productivité.

12. A cet égard, l'augmentation des ressources nécessaires pour stimuler la production agricole proviendra du secteur moderne et notamment des investissements dans les projets miniers, dans le traitement des minerais et dans d'autres industries exportatrices (y compris les plantations industrielles), ainsi que de la remise en état des installations industrielles, des infrastructures et des services publics, enfin de l'augmentation de la qualité de l'enseignement.

13. Il est particulièrement important d'améliorer la gestion de l'économie. La planification et l'administration du système économique et financier ont de nombreux défauts: insuffisance des données et de leur analyse, mauvaise coordination de la planification financière et physique des investissements, faiblesse des moyens de préparation et de supervision des projets, enfin incertitudes de l'aide extérieure pour le financement des investissements. Il est très difficile en Guinée d'évaluer de façon précise les changements intervenus dans les ressources et leur emploi, dans la mesure où une part importante de l'activité économique échappe aux circuits officiels et où les échanges du secteur officiel reposent principalement sur des accords de troc.

14. Les perspectives de développement de la Guinée dépendent surtout de la possibilité d'adapter la politique économique aux ressources limitées dont le pays dispose, puis d'un emploi efficace des ressources que produiront éventuellement les nouveaux projets d'exportation. Les délais nécessaires à la reprise de l'activité agricole, au lancement et à la réalisation des grands projets et à la mise en oeuvre de nouvelles politiques économiques signifient que la plus grande partie de la présente décennie sera pour la Guinée une difficile période de transition. L'augmentation de l'aide étrangère, principalement à des conditions privilégiées, permettrait d'atténuer les problèmes de balance des paiements des prochaines années et faciliterait l'exploitation progressive du potentiel de développement considérable dont dispose la Guinée.

I. INTRODUCTION

1.01 Le territoire guinéen a une superficie de 246.000 km². Le pays dispose d'importantes ressources naturelles: abondance des terres cultivables, des richesses minières et du potentiel hydroélectrique. La Guinée est le premier exportateur de bauxite dans le monde. La diversité des conditions écologiques régionales, ainsi que des conditions climatiques favorables permettent le développement de cultures pluviales très variées, en sus de l'élevage, de la pêche et de l'exploitation forestière. La Guinée a environ 5,3 millions d'habitants 1/ et le PIB par tête était estimé à 274 dollars EU en 1979. Depuis l'indépendance du pays en 1958, un système politique et économique fortement centralisé a été mis en place sous le contrôle du Parti Démocratique de Guinée dirigé par le Président Ahmed Sékou Touré. La philosophie de développement de la Guinée encourage une transition directe de la production rurale de type traditionnel à une économie socialiste moderne qui met l'accent sur la propriété collective des moyens de production, et l'auto-suffisance économique. Le Gouvernement reconnaît la nécessité de stimuler l'activité économique et d'élever le niveau de vie des habitants, tout en accordant une haute priorité à l'indépendance politique et économique du pays et à la justice sociale.

A. Ressources naturelles

1.02 Les principales régions naturelles de la Guinée sont les suivantes:

- (a) La Basse Guinée (ou Guinée maritime): les basses terres situées le long de la côte couvrent 18% du territoire. Le régime des pluies varie de 2200 à 4400 mm par an. Du fait de l'abondance des marais et des terres de mangrove, la Basse Guinée est la principale zone de culture de la banane et de l'ananas. Les conditions écologiques sont également assez favorables à la culture des céréales, des tubercules, des légumes, des fruits et du cocotier.
- (b) La Moyenne Guinée comprend le Plateau du Fouta Djallon et, plus au nord, les plaines de la région de Gaoual/Koundara. La Moyenne Guinée occupe 20% de la superficie du pays. Le climat est plus frais et plus sec que celui de la Guinée Maritime et le régime des pluies varie de 1500 à 2000 mm par an. La Moyenne Guinée est importante pour ses cultures vivrières et pour son élevage (la race N'Dama qui a l'avantage d'être résistante à la trypanosomiase).
- (c) La Haute Guinée, qui occupe 40% de la superficie du pays, est une région plate ou légèrement vallonnée; zone de forêt clairsemée ou de savane boisée, elle reçoit 1200 à 1700 mm de pluies par an. La région a un potentiel hydroagricole considérable le long du fleuve Niger et de ses affluents.

1/ Un recensement administratif fait en 1977 évaluait la population guinéenne à 4,5 millions d'habitants.

- (d) La Région Forestière, située dans le Sud-Est, occupe 22% de la superficie du pays. Son climate est de type équatorial et le régime des pluies varie de 1700 mm au nord à 3000 mm au sud. Les conditions écologiques sont très favorables à la plupart des cultures vivrières, ainsi qu'à des cultures d'exportation telles que le café, le cacao, le caoutchouc et le palmier à huile. La région produit la plus grande partie du café guinéen.

1.03 L'agriculture guinéenne produit des céréales (riz, maïs, sorgho, mil, digitaria ou fonio), des tubercules (manioc, igname et patates douces), des fruits (agrumes, bananes, ananas, mangues, avocat), des légumes, du coprah, de l'huile de palme, du café, du cacao, du caoutchouc et des produits forestiers. La surface des terres cultivées est estimée à 1,4 millions d'hectares, dont 1,2 millions d'hectares cultivés par les petits fermiers et 200.000 hectares par les brigades de production. L'élevage (1.250.000 bovins, 250.000 ovins et 300.000 caprins) joue un rôle important dans l'économie rurale. La Guinée est l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest où l'intégration de l'élevage dans l'exploitation agricole est largement répandue: le bétail fournit la traction et le fumier, tandis que les résidus des récoltes et les sous-produits de l'exploitation agricole complètent l'alimentation du bétail.

1.04 Dans le domaine minier, les réserves de bauxite étaient estimées en 1979 à 6,5 milliards de tonnes, soit 28,6% des réserves mondiales connues. D'importants gisements de minerai de fer à haute teneur (l'estimation des réserves varie de 1,3 à 1,8 milliard de tonnes) ont été identifiés, ainsi que des gisements d'or, de diamant, de calcaire et de granit. Sur le plan géologique les perspectives d'une découverte de gisements d'uranium et de champs pétrolifères off-shore sont bonnes. Les nombreux fleuves et rivières donnent à la Guinée un potentiel hydroélectrique considérable, estimé à 6.000 MW dont 1.200 correspondent à des projets déjà identifiés.

1.05 Le dernier recensement démographique, qui date de 1972, estimait que la population comprenait 4,2 millions de résidents et 0,9 millions de Guinéens vivant à l'étranger. En 1979, le nombre de résidents était estimé à 5,3 millions, dont 18% environ vivent en zone urbaine. Le prochain recensement est prévu pour 1981. Comme dans la plupart des pays africains, la population guinéenne est jeune: 44% des habitants ont moins de 14 ans. La croissance démographique estimée à 2,9% par an de 1970 à 1978 et projetée à 2,6% par an de 1978 à 1990 est très élevée. Ces chiffres devraient quand même être interprétés avec prudence, en vue du manque de statistiques démographiques. Les villes les plus importantes sont Conakry (5 à 600.000 habitants) et Kankan (plus de 80.000 habitants). La croissance de la population urbaine est estimée à 6,4% par an.

B. Evolution de la situation jusqu'en 1973

1.06 En 1958, quand la Guinée a voté contre l'Union Française et est devenue indépendante, l'agriculture et l'élevage traditionnels (et en particulier la culture du riz, du manioc et du maïs et l'élevage du bétail)

occupaient la majorité de la population. La production nationale pouvait satisfaire la plupart des besoins du pays en produits vivriers et les importations alimentaires atteignaient environ 23.000 tonnes. Un certain nombre de plantations (principalement pour la culture de la banane) et l'extraction de la bauxite, du minerai de fer et du diamant employaient moins de 10% de la population active, mais fournissaient une grande partie des recettes d'exportation et des revenus de l'Etat. L'industrie de transformation était pratiquement inexistante. La Guinée exportait son minerai de bauxite et la construction de l'usine d'alumine de Fria n'était pas encore terminée.

1.07 Un programme de développement ambitieux, basé sur l'industrie de transformation et l'infrastructure des transports, a été lancé après l'indépendance. Des entreprises publiques ont pris la place des sociétés privées dans le secteur commercial et bancaire, les transports, les mines et les services publics (eau, électricité etc...). De nouvelles industries ont été créées après l'indépendance et les entreprises privées existantes ont été nationalisées à partir de 1967. Le total des dépenses publiques correspondant à ce programme d'investissement public massif, ainsi qu'aux besoins en fonds de roulement et aux déficits courants des entreprises publiques, a très vite dépassé l'épargne budgétaire et les entrées de capitaux. Le déficit correspondant a entraîné l'expansion du crédit qui a gonflé la masse monétaire. L'excédent global des dépenses a eu pour conséquence le développement de pressions inflationnistes incontrôlables, la chute de la valeur de la monnaie et l'expansion rapide du déficit de la balance des paiements. En 1973, si l'on excepte la production d'alumine, le niveau d'activité des secteurs travaillant pour l'exportation (bauxite, minerai de fer, diamant, plantations de bananes etc...) était très inférieur à celui de la période précédant l'indépendance. La production et les exportations d'alumine n'ont pas souffert durant cette période, du fait que le gouvernement a maintenu les dispositions en vigueur concernant l'exploitation de l'usine de Fria par les partenaires étrangers.

1.08 Les graves problèmes de balance des paiements ont rendu nécessaire une réduction du programme général d'importations. La pénurie de biens de consommation, le maintien des prix officiels à la production à des niveaux de plus en plus artificiels, la chute rapide du pouvoir d'achat de la monnaie nationale et l'inefficacité du système de commercialisation et de distribution ont découragé les paysans de produire au delà des besoins de la consommation familiale. Comme les circuits commerciaux officiels étaient de moins en moins capables de satisfaire la demande de produits alimentaires et de biens de consommation, un marché parallèle s'est développé. Dans une certaine mesure, le rationnement des produits de première nécessité a permis aux salariés des villes de s'approvisionner aux prix officiels; mais en zone rurale et dans les petits centres urbains la demande ne pouvait être satisfaite qu'à des prix très supérieurs aux prix officiels. La stagnation de la production agricole a également affecté l'approvisionnement en matières premières des industries agricoles, les exportations agricoles et la production vivrière pour les centres urbains, rendant ainsi nécessaire une augmentation des importations alimentaires. Du fait de la pénurie de devises, ce facteur a encore réduit l'offre de biens de consommation en zone rurale.

1.09 Pour redresser la situation, le gouvernement a fait des expériences de socialisation de l'agriculture conformes à l'idéologie du pays. Mais mal conçues et réalisées sans l'appoint du matériel approprié, ces expériences n'ont pas donné les résultats escomptés tant sur le plan de la production que dans le domaine financier. Comme les entreprises publiques du secteur industriel avaient les plus grandes difficultés à s'approvisionner en matières premières locales aux prix officiels, elles ont dû fortement réduire leurs activités. La pénurie de devises pour l'achat de pièces de rechanges et autres facteurs de production courants, ainsi que pour le renouvellement des équipements et installations, a entraîné une chute de la capacité de production au dessous des capacités initiales.

1.10 En valeur réelle, le Produit Intérieur Brut (PIB) semble n'avoir augmenté que de 2% par an de 1960 à 1973; comme ce taux de croissance est inférieur à celui de la croissance démographique, il est probable que le revenu par tête a en fait diminué. En 1972/73, le déficit des paiements courants dépassait 170 millions de dollars EU, soit 18% du PIB; le déficit des ressources s'élevait à 100 millions de dollars EU et les recettes d'exportation couvraient à peine le tiers des dépenses d'importation. En Septembre 1973, la masse monétaire représentait 44% du PIB, contre 20 à 25% dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, la dette publique extérieure atteignait 75% du PIB et les obligations au titre du service de la dette publique représentaient 72% des exportations. Les impayés au titre du service de la dette avaient commencé à s'accumuler et la chute des réserves en devises étrangères du pays s'était accélérée.

II. EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE (1973-79)

A. Croissance, Investissement et Epargne

2.01 Malgré l'ouverture des mines de bauxite de Boké et de Dèbélé en 1973, la balance des paiements et les finances publiques de la Guinée restent en difficulté. Les nouvelles opérations minières et l'introduction, à la fin de 1974, d'une taxe spéciale à l'exportation de la bauxite et de l'alumine ont contribué à une croissance rapide des revenus d'exportation et des recettes budgétaires. Les ressources supplémentaires ont néanmoins été gaspillées en raison du faible niveau de productivité des entreprises publiques, et des dépenses plus lourdes pour l'importation des produits alimentaires et pétrolières, le service des facteurs à l'extérieur, et pour un programme d'investissement insuffisamment préparé. La chute rapide des exportations agricoles et la flambée des importations de produits alimentaires ont été accélérées par le manque de mesures d'incitations pour les petits producteurs et par le faible rendement des brigades de production. La demande de produits d'importation a été gonflée par la croissance rapide de l'emploi dans le secteur moderne de l'économie, à la suite du nombre excessif de diplômés universitaires. Malgré le succès relatif des strictes politiques déflationnistes, la monnaie nationale reste fortement surévaluée, tandis que les distorsions du système des prix ne permettent pas une répartition adéquate des ressources et cachent les faibles résultats du secteur public.

2.02 Depuis 1973 les bases d'un système de production plus dynamique et d'une situation financière plus saine ont été mises en place. L'exploitation de deux grandes entreprises minières--la Compagnie des Bauxites de Guinée à Boké (CBG) et l'Office des Bauxites de Kindia (OBK) à Débélé, ont stimulé la production et les exportations; en outre, l'application d'une politique plus restrictive dans le domaine du crédit et du contrôle des importations a permis à la Guinée d'améliorer sa balance commerciale, de contenir le taux d'inflation et de réduire la masse monétaire (en proportion du PIB). Le Produit National Brut (PNB) a augmenté de 3,4% par an en termes réels de 1973 à 1979 (Tableau 1). 1/

Tableau 1: CROISSANCE ECONOMIQUE GLOBALE 1973-1979

	<u>1973</u>	<u>1975</u>	<u>1977</u>	<u>1979</u>	Taux moyen de croissance 1973-1979
	<u>En milliards de Syllis et en prix de 1973</u>				<u>En pourcentages</u>
PIB	19,4	21,0	22,3	23,5	3,2
PIB (sans le secteur minier)	18,6	19,3	20,1	21,1	2,1
PNB	18,4	20,3	21,3	22,6	3,4
	<u>En dollars EU sur la base des prix et taux de change de 1973</u>				
PIB par tête	210,7	215,7	215,4	215,4	0,4
PNB par tête	199,9	207,5	206,3	207,0	0,6

Le secteur rural représentait 41% de la valeur ajoutée totale en 1979, contre 58% en 1973. Depuis 1977 la production du secteur minier atteint presque la pleine capacité des installations existantes. La part de ce secteur dans le PIB a plus que quadruplé au cours des six dernières années, passant de 4,2% à 18,5% du total (Tableau 2).

1/ Les comptes nationaux ont été établis à titre préliminaire. La mission économique de 1980 a révisé la méthodologie et les renseignements de base et a produit une nouvelle série de comptes nationaux qui sont utilisés dans le présent rapport.

Tableau 2: REPARTITION SECTORIELLE DU PRODUIT INTERIEUR
BRUT EN PRIX COURANTS DU MARCHE EN 1973-1979
(en pourcentages)

	<u>1973</u>	<u>1975</u>	<u>1977</u>	<u>1979</u>
PIB en prix courants du marché	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>
Secteur rural <u>1/</u>	58,1	52,5	46,1	40,6
Secteur minier et alumine <u>2/</u>	4,2	11,7	17,3	18,5
Secteur industriel	4,8	4,5	4,4	4,8
Services publics	0,9	0,8	0,7	0,8
Bâtiment et construction	3,4	3,1	2,6	2,4
Transports et communications	2,9	2,7	2,1	2,2
Commerce	14,4	13,4	15,0	17,7
Banques et assurances	1,4	1,3	1,5	1,9
Administration	10,0	10,1	10,3	11,3

1/ Y compris l'élevage, la pêche et les forêts.

2/ La contribution du secteur minier au produit intérieur brut a augmenté plus vite que la production du secteur, du fait de l'augmentation rapide des prix à l'exportation de la bauxite et de l'alumine.

2.03 La croissance en termes réels de la plupart des secteurs a été soit inférieure à la croissance démographique, soit même négative; parmi les exceptions citons le secteur minier, le secteur commercial, les banques et l'administration.

<u>Secteur</u>	Moyenne annuelle des <u>Taux de croissance de 1973 à 1979</u> (en prix du marché de 1973)
Secteur rural	-0,7
Secteur minier et alumine	20,0
Secteur industriel	0,8
Services publics	5,0
Bâtiment et construction	-5,0
Transports et communications	-0,8
Commerce	7,2
Banques et assurances	9,3
Administration	<u>9,3</u>
PIB Global	3,2

Ce faible taux de croissance s'explique principalement par la faiblesse du taux de formation du capital fixe et par la mauvaise répartition des investissements publics; cette répartition donne la priorité à la mécanisation du secteur rural, qui jusqu'à présent a donné des résultats médiocres, à l'infrastructure des transports et à des projets industriels, dont les bénéfices ne se sont pas encore matérialisés. La production du secteur rural a été

gravement affectée par des facteurs très divers: non seulement l'insuffisance des incitations offertes aux producteurs, les problèmes d'infrastructure et le manque d'attention aux petites exploitations paysannes, mais encore la sécheresse en 1977-78 et divers fléaux agricoles en 1979. La chute de la valeur ajoutée dans des secteurs comme les transports s'explique principalement par l'augmentation des coûts d'entretien du matériel usagé et par la hausse du coût des facteurs de production (importations de produits pétroliers et autres facteurs). La production de ces secteurs est entravée par le manque de devises pour les investissements, l'entretien et les opérations courantes des entreprises.

2.04 Par rapport à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, le taux d'investissement de la Guinée a été relativement faible au cours des six dernières années: 15,2% du PIB en moyenne (14,5% en prix constants de 1973). 1/ Quant aux investissements du secteur public et parapublic leur part du PIB a été en moyenne de 10,1% (8,9% en prix constants de 1973); les investissements privés sont pratiquement limités au logement. 2/ Les investissements dans le secteur minier ont été limités à l'achèvement des opérations CBG et OBK (voir Ch III. C) et ont représenté près de 10% du total des investissements publics pendant la période 1973-78.

2.05 On estime la formation de capital fixe au cours de la période 1973-1979 à 25,7 milliards de sylis, dont 17,1 milliards pour le secteur public et parapublic (Tableau 3). En outre, 9,7 milliards de sylis ont été mis à la disposition des entreprises publiques pour accroître leurs fonds de roulement; 65% des investissements totaux, mais seulement 39% des investissements publics, ont été financés par des ressources intérieures; celles-ci ont financé 32% du Plan d'Investissement exécuté par le gouvernement central de 1973 à 1978; Les 68% restants ont été financés par des emprunts extérieurs. Le coefficient marginal de capital (ICOR) est estimé à 4,6 en moyenne de 1973 à 1979.

2.06 La structure des dépenses intérieures montre que de 1973 à 1979 la consommation a probablement augmenté plus lentement que la production, permettant une augmentation de l'épargne (Tableau 4). La consommation globale a augmenté de 1,9% par an en termes réels de 1973 à 1979, alors que le taux de croissance du PIB a atteint 3,2% par an. La consommation privée n'a augmenté que de 0,7% par an au cours de cette période, ce qui signifie une diminution du niveau de vie moyen de la population. La consommation de l'Etat a augmenté de 7,7% par an, ce taux de croissance correspondant à l'augmentation des dépenses courantes au titre notamment des traitements et des salaires. La masse salariale a augmenté en moyenne de 9,3% par an, en raison de l'emploi

1/ Au Sénégal le taux d'investissement a atteint environ 17% du PIB; en Côte d'Ivoire il est allé jusqu'à 25% du PIB.

2/ Quelques données préliminaires sur l'investissement privé et l'investissement des administrations locales ont été produites par la mission économique de 1980. Nous n'avons pas de renseignements sur les investissements des entreprises privées dans l'industrie, le commerce et les transports.

Tableau 3 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT ET LEUR FINANCEMENT
au cours de la période 1973-1979
(en millions de syllis, en prix courants)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	Total 1973-1979
Investissement total	3.105	3.588	4.074	4.017	2.819	3.751	4.379	25.733
Secteur public et parapublic	1.961	2.413	2.867	2.777	1.549	2.451	3.039	17.057
- Investissements du Plan	1.400 ^e	1.784	2.413	2.305	1.075	1.899	3.500 ^{1/}	13.376
- Inv. régionaux et locaux	284 ^e	289 ^e	294 ^e	297 ^e	309 ^e	309 ^e	309 ^e	2.091
- Entreprises publiques	40 ^e	40 ^e	40 ^e	45	15	66	30	276
- Entreprises mixtes	237	300	120	130	150	177	200 ^e	1.314
- Investissements privés ^{2/}	1.444	1.175	1.207	1.240	1.270	1.300	1.340	8.676
Financement total	3.105	3.588	4.074	4.017	2.819	3.751	4.379	25.733
Emprunts extérieurs publics (bruts) ^{3/}	1.325	1.316	1.425	1.185	757	1.678	1.408	9.094
Financements par l'Etat ^{4/}	359	757	1.282	1.417	627	530	1.401 ^e	6.373
Autofinancement des entreprises publiques	40 ^e	40 ^e	40 ^e	45	15	66	30	276
Autofinancement des entreprises mixtes	237	300	120	130	150	177	200 ^e	1.314
Epargne du secteur privé	1.144	1.175	1.207	1.240	1.270	1.300	1.340	8.676
Pourcentage des emprunts extérieurs dans l'investissement du Plan	94,6	73,8	59,1	51,4	70,4	88,4	56,3	68,0

e: Estimation

^{1/} Chiffre du budget

^{2/} Investissements des ménages pour le logement, en particulier en zone rurale

^{3/} Non compris les emprunts pour le soutien de la balance des paiements et pour les importations courantes, l'aide alimentaire et l'aménagement de la dette

^{4/} Chiffre résiduel qui comprend le travail bénévole qui figure au budget sous la rubrique "investissements des administrations locales."

Note: Les chiffres ont été arrondis.

Tableau 4: DEPENSES SUR LE PRODUIT INTERIEUR BRUT
de 1973 à 1979 en prix courants du marché
(pourcentages)

	<u>1973</u>	<u>1975</u>	<u>1977</u>	<u>1979</u>
PIB	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>
Investissement	16,0	17,8	10,6	14,9
Consommation	96,0	87,0	86,9	86,5
publique	(14,2)	(14,2)	(14,3)	(16,4)
privé	(81,8)	(72,7)	(72,6)	(70,1)
Balance des ressources	-12,0	-4,7	2,5	-1,4
Epargne intérieure brute	4,0	13,0	13,1	13,5
Epargne nationale brute	0,1	9,5	8,5	9,3
Déficit de l'épargne nationale	-15,8	-8,3	-2,1	-5,6

Note: Les chiffres ont été arrondis.

par la fonction publique de bacheliers qui, du fait de la stagnation de l'économie, avaient du mal à trouver un poste, mais à qui l'Etat accorde la garantie d'emploi (voir Chapitre III, Section A).

2.07 L'épargne intérieure, négligeable avant la mise en service des mines de bauxite de Boké et de Débelé, a fortement augmenté depuis 1974 et représentait environ 13,5% du PIB en 1979. De la même façon, l'épargne nationale, très faible en 1973, atteignait 9,3% du PIB en 1979 (9,9% du PBN). Le déficit de l'épargne nationale (par rapport au volume de l'investissement) qui représentait 15,8% du PIB en 1973 est tombé à 5,6% en 1979.

B. Planification du développement

2.08 Depuis son indépendance, la Guinée a entrepris trois exercices de planification: un Plan Triennal (1960-1963), un Plan Septennal (1964-1971) et un Plan Quinquennal (1973-1978). 1/ Le dernier de ces trois plans était une synthèse de plans élaborés par le gouvernement central, les autorités locales (régions et PRL) et les entreprises, le but étant de décentraliser le processus de planification en associant la base à sa formulation. L'objectif principal était d'établir les bases matérielles de l'indépendance et de la prospérité du peuple guinéen, ce qui signifie en pratique:

- (a) qu'une haute priorité serait accordée au développement rural pour assurer l'autosuffisance alimentaire de la Guinée et pour produire dans toute la mesure du possible, les matières premières nécessaires aux industries agricoles;

1/ Un quatrième plan pour la période 1981-85 est en cours de préparation.

- (b) que le développement de nouvelles entreprises minières serait basé sur la collaboration de l'Etat et des investisseurs étrangers;
- (c) que le pays continuerait d'accorder une grande importance aux infrastructures nécessaires dans le domaine des transports, des communications et des services administratifs.

2.09 Le gouvernement central est l'administrateur du plan d'investissement. Le dernier plan de développement n'a pas été conçu sur la base d'une analyse croissance et sur des objectifs de développement. Aucun lien n'était établi entre les investissements proposés et des prévisions relatives à l'épargne publique intérieure. Les efforts nécessaires pour réaliser certains des investissements envisagés, en particulier dans le domaine rural, étaient nettement sousestimés, notamment du fait des insuffisances de la préparation des projets. Le fait que les investissements publics et parapublics dépendaient d'apports de capitaux étrangers qui n'étaient par fermement assurés a eu pour conséquence un faible taux d'exécution du plan et risque de provoquer une mauvaise répartition sectorielle des investissements réalisés. Les dépenses réelles d'investissement ont été en fait très inférieures aux prévisions initiales et aux objectifs révisés.

Tableau 5: PLANS DE DEVELOPPEMENT 1960-1978
(estimation des dépenses réelles en millions de sylis en prix courants)

	Plan Triennal Juil. 1960 à Juil. 1963		Plan Septennal Mai 1964 à Sept. 1971		Plan Quinquennal Oct. 1973 à Déc. 1978	
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
<u>Total des dépenses d'investissement</u>	3.725,5	100,0	8.760,0	100,0	9.865,8	100,0
Développement rural	480,0	12,9	590,0	6,7	2.646,2	26,8
Industrie et énergie	632,3	17,0	4.200,0	47,9	3.903,3	39,6
Travaux publics et transports	1.261,9	33,9	2.900,0	33,1	1.516,5	15,4
Autres secteurs	1.351,3	36,3	1.070,0	12,2	1.799,8	18,2

2.10 Le Plan Quinquennal prévoyait 59,4 milliards de sylis d'investissement (2,9 milliards de dollars EU ou 45,3% du PIB pendant l'ensemble de la période), dont 38,4 milliards de sylis (1,8 milliards de dollars EU, soit 64,6% du total) sous la forme d'opérations conjointes avec des investisseurs étrangers, presque exclusivement dans le secteur minier et hydroélectrique. Le volume des investissements publics et parapublics de la période 1973-1978 ont ensuite été réduits de 39% à un total de 36,1 milliards de sylis (27.5%

du PIB de la période) du fait du report de nombreuses opérations minières semi-publiques, telles que les projets de minerai de fer de Mifergui-Nimba et de Simandou et les projets de bauxite de Dabola et de Tougué.

2.11 Les dépenses pour le financement de nouveaux investissements dans le cadre du Plan 1973-1978 ont atteint 9,9 milliards de sylis, dont les deux tiers dans les secteurs de l'industrie, des mines et du développement rural (Tableau 6).

Tableau 6: DEPENSES EN CAPITAL DU GOUVERNEMENT CENTRAL DANS LE CADRE DU TROISIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT 1973-1978

	Montant <u>1/</u>	Pourcentages	Principaux projets
<u>Investissements</u>	<u>9.866</u>	<u>73,8</u>	<u>100,0</u>
Développement rural	2.646		26,8
			Acquisition de tracteurs et autre matériel agricole pour les brigades mécanisées (BMP).
Industrie et mines	3.903		39,6
			Achèvement du projet de mine de bauxite d'OBK. Projets de réhabilitation industrielle.
Travaux publics et habitat	940		9,5
			Remise en état du réseau routier.
Transports et communications	576		5,8
			Acquisition de matériel de transport routier.
Education, information et tourisme	612		6,2
Commerce, banques et assurances	121		1,2
Investissements sociaux	194		2,0
Equipement administratif	874		8,9
<u>Subventions d'investissement aux entreprises publiques</u>	<u>3.504</u>	<u>26,2</u>	
			Fonds de roulement des entreprises publiques, surtout commerciales.
Dépenses totales	<u>13.370</u>	<u>100,0</u>	

1/ En millions de sylis et en prix courants

Note: Les chiffres ont été arrondis.

La forte concentration des investissements dans l'agriculture et la remise en état des installations des entreprises publiques n'a pas eu pour effet d'accroître la production de façon sensible, ni d'améliorer la situation des finances publiques ou les recettes d'exportation. Dans le secteur rural, notamment, les dépenses massives pour la mécanisation de la préparation du sol n'étaient pas

soutenues par des mesures permettant d'atteindre les objectifs de production ou d'assurer la viabilité à long terme de l'opération. Bien que plus du quart du total des dépenses d'investissement ait été consacré au développement rural (Tableau 5), la Guinée continue de dépendre d'importations massives de produits alimentaires et reste handicapée par une pénurie de matières premières. De façon générale, le processus de planification a été entravé par la soumission de projets dont la préparation était insuffisante, ou pour lesquelles il n'y avait pas d'étude de factibilité sur laquelle baser de saines décisions d'investissement.

2.12 Le volume d'investissements envisagés par le quatrième plan de développement (1981-1985) atteindrait 32 milliards de sylis (1,6 milliards de dollars EU). Le taux de croissance du PIB escompté serait de 5% par an pendant la période du Plan (3% dans le secteur agricole et 8% dans l'industrie). Le Quatrième Plan veut favoriser l'agriculture (Tableau 7), mais donne moins la priorité aux petites exploitations paysannes qu'aux coopératives et aux fermes d'Etat (les fermes agro-pastorales d'arrondissement, dites FAPA; voir aussi la Section B du Chapitre III). Le plan se donne pour objectif l'autosuffisance alimentaire, notamment pour les céréales. Dans le secteur minier, le but immédiat paraît être d'accroître la capacité des projets existants et de préparer des projets permettant la transformation locale des minerais. Les projets de Mifergui-Nimba et du Konkouré ne sont pas mentionnés et les besoins de financement correspondants ne sont pas suffisamment documentés. Il convient surtout de noter que les provisions pour l'amortissement de la dette ne sont pas suffisantes pour couvrir le remboursement du principal

Tableau 7: QUATRIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT 1981-1985

	En milliards de sylis en prix 1980	En pourcentage de l'investisse- ment total	En pourcentage de la dépense totale
Investissement total	32,0	100,0	79,8
Agriculture, eaux et forêts	8,4	26,2	20,9
Elevage, pêche	1,5	4,8	3,8
Industrie	4,6	14,3	11,4
Mines	3,0	9,5	7,6
Energie	2,7	8,3	6,7
Travaux Publics	2,7	8,3	6,7
Transports, communications	1,5	4,8	3,8
Développement urbain	1,5	4,8	3,8
Banques et commerce	0,8	2,4	1,9
Enseignement	2,3	7,1	5,7
Infrastructures administratives	2,3	7,1	5,7
Dveloppement social	0,8	2,4	1,9
Amortissement de la dette publique	6,0		15,2
Réserves	2,0		5,0

de la dette en cours au 31 décembre 1979, même sans tenir compte des impayés et des nouveaux engagements. Nous prévoyons que l'amortissement de la dette en cours atteindra 525 millions de dollars EU au cours de la période 1981-1985 (soit plus de 10 milliards de sylis), auxquels doivent être ajoutés 171 millions de dollars EU d'impayés au titre des dettes déjà échues (3,3 milliards de sylis).

C. Le Secteur Public

2.13 Le secteur public guinéen comprend le gouvernement central, 33 régions administratives, 312 arrondissements et 2409 Pouvoirs révolutionnaires locaux (PRL), ainsi que 180 entreprises publiques qui contrôlent la totalité du secteur des banques et des assurances et la quasi totalité de l'industrie, du commerce, des transports et des autres services. Les seules grandes entreprises qui ne relèvent pas du secteur public sont les sociétés minières CBG et FRIGUIA, dont l'Etat détient cependant 49% du capital. Le secteur public utilise la totalité du crédit intérieur et la plus grande partie des emprunts extérieurs; il assure la quasi totalité des importations officielles et des exportations officielles de produits agricoles et une grande partie des exportations de bauxite.

2.14 Le budget du gouvernement central comprend les opérations du système de sécurité sociale, ainsi que les dépenses d'investissement et les emprunts extérieurs du gouvernement pour le compte des entreprises publiques. Les transactions officielles des organismes publics sont centralisées par les Ministères des Banques, des Finances, du Plan et du Contrôle d'Etat. L'analyse de la situation des finances publiques est basée sur le budget, les informations monétaires et certaines données relatives à l'investissement et à la situation financière.

Situation consolidée des finances publiques

2.15 Un essai de consolidation des opérations financières du secteur public au cours de la période 1975/76-1979 (Tableau 8) montre que les fluctuations des recettes et des dépenses du secteur public proviennent principalement de l'inclusion de recettes exceptionnelles, telles que le produit de la liquidation de la Caisse de Stabilisation et d'autres revenus exceptionnels en 1975/786, comme d'ailleurs de dépenses exceptionnelles, telles que des transferts en capital au profit d'entreprises publiques. Malgré le niveau relativement modeste de l'investissement, la croissance modérée des dépenses courantes et la forte expansion des recettes, des statistiques monétaires et de la dette extérieure font apparaître un déficit cumulé du secteur public de 8,3 milliards de sylis (en moyenne 7,5% du PIB) au cours de la période 1975/76-1979. Ce déficit s'explique par l'importance des interventions financières en faveur des entreprises publiques et par l'augmentation de la charge du service de la dette extérieure.

**Tableau 8: OPERATIONS CONSOLIDEES DES ORGANISATIONS
NON FINANCIERES DU SECTEUR PUBLIC 1975/76-1979**
(en millions de sylis et en prix courants)

	<u>1975/76</u> <u>1/</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>
<u>Gouvernement central</u>	<u>-1721</u>	<u>-2852</u>	<u>-2605</u>	<u>-4040</u>
Recettes avant taxes et transferts en provenance des entreprises publiques non financières	5493	1841	3578	3217
Dépenses avant subventions et transferts aux administrations régionales et aux entreprises publiques non financières	7214	4693	6183	7257
Dépenses courantes	4332	3618	4284	4757
Dépenses en capital	2882	1075	1899	2500
<u>Administrations régionales</u>	<u>95</u>	<u>90</u>	<u>-152</u>	<u>-144</u>
Recettes avant transferts en provenance du gouvernement central	699	635	392	337
Dépenses	604	545	544	481
Dépenses courantes	484	435	435	371
Dépenses en capital	120	110	109	110
<u>Entreprises publiques non financières</u>	<u>2120</u>	<u>3854</u>	<u>4232</u>	<u>-537</u>
Recettes avant dons et subventions	14.504	17.598	24.598	19.220
Dépenses avant taxes et transferts	12.384	13.744	20.366	19.757
Dépenses courantes	11.190	13.231	19.136	18.919
Dépenses en capital	1.194	513	1.230	838
<u>Excédents (+) ou Déficits (-) du secteur public</u>	<u>494</u>	<u>1.092</u>	<u>1.475</u>	<u>-4.721</u>
<u>Ajustements divers</u> <u>2/</u>	<u>-3.431</u>	<u>1.171</u>	<u>-3.425</u>	<u>-981</u>
<u>Financements disponibles</u>	<u>2.937</u>	<u>-2.263</u>	<u>1.950</u>	<u>5.702</u>
Financements extérieurs	1.383	94	1.378	1.389
Financements intérieurs <u>3/</u>	1.554	-2.357	572	4.313

1/ 15 mois.

2/ Comprend notamment les erreurs et omissions, les variations de stocks et les variations des créances à court terme des entreprises publiques non financières.

3/ Crédit intérieur du système bancaire (Tableau 18).

2.16 La situation globale des organisations non financières du secteur public ne correspond pas aux moyens de financement disponibles pour les raisons suivantes:

- (a) l'Etat enregistre les dépenses payées, alors que les entreprises publiques rapportent les engagements de dépenses;
- (b) les transactions entre entreprises publiques ne sont pas consolidées;
- (c) les données relatives aux variations de stocks ne sont pas disponibles;
- (d) la production par les entreprises publiques de biens qu'elles utilisent elles-mêmes est comptabilisée comme des ventes; il en est de même des variations dans leurs stocks de produits finis;
- (e) les états des entreprises publiques sous-estiment leurs dépenses de fonctionnement et leurs investissements;
- (f) les dons et subventions de l'Etat aux entreprises publiques ne sont pas comptabilisés de façon complète.

La situation financière du gouvernement central

2.17 De 1974/75 à 1979, les recettes courantes du gouvernement central ont triplé; les recettes fiscales ayant été multipliées par 2,3 et les autres par 5,8. Cette augmentation annuelle de 30% s'explique par la croissance de la production minière, soit directement (emploi élevé des capacités existantes, introduction de la taxe spéciale à l'exportation, évolution favorable des prix à l'exportation), soit indirectement (droits à l'importation et profits transférés au gouvernement par des entreprises publiques grâce à l'augmentation des importations financées par les recettes du secteur minier).

2.18 Les deux tiers des recettes courantes provenaient des droits à l'importation et de la taxe spéciale sur la production minière; les impôts sur le revenu et les bénéfices représentaient environ 14% des recettes courantes (Tableau 5.1 de l'Annexe statistique). La plus grande partie des recettes non fiscales provenaient des profits réalisés par les entreprises publiques commerciales sur la vente en Guinée de biens importés payés en devises étrangères sous-évaluées. Les recettes fiscales représenteraient 20,6% du PIB en 1979 si les bénéfices versés au budget par les entreprises publiques n'étaient pas pris en considération, ou 29,8% du PIB dans le cas contraire.

2.19 Les dépenses courantes ont augmenté au taux modéré de 12% par an, qui est le résultat de la politique d'emploi de la fonction publique, de l'augmentation des dépenses nécessaires à l'entretien du patrimoine de l'Etat, ainsi que des subventions aux administrations locales. Les dépenses en capital ont été relativement stables. Depuis 1975/76, le gouvernement a transféré près de 10 milliards de sylvil aux entreprises publiques pour financer leurs besoins de fonds de roulement et leur permettre de rembourser leurs dettes aux banques nationales. Le total des dépenses en capital, y compris les transferts, ont été multipliés par 3,6 de 1974/75 à 1979. L'ensemble des dépenses du gouvernement central ont été multipliées par 2,4 au cours de cette période (Tableau 9).

Tableau 9: OPERATIONS BUDGETAIRES 1975/76-1979
(en milliards de sylis et en prix courants)

	1975/76 <u>1/</u>	1977	1978	1979 Estimation Préliminaire
Recettes courants	8.01	7.65	8.23	9.16
Dépenses courantes	4.54	3.87	4.72	5.18
Epargne budgétaire	3.47	3.78	3.51	3.98
Dépenses en capital	4.62	2.23	1.66	8.32
Déficit (-) ou surplus (+)	<u>-1.15</u>	<u>1.55</u>	<u>1.85</u>	<u>-4.34</u>
Financement disponible	1.49	-1.70	-0.62	10.62
Dons et transferts	2.71	0.33	0.65	0.26
Emprunts intérieurs	-2.60	-2.12	-2.65	8.97 <u>3/</u>
Emprunts extérieurs <u>2/</u>	1.38	0.09	1.38	1.39
Erreurs et omissions	<u>0.34</u>	<u>-0.15</u>	<u>1.22</u>	<u>6.28</u> <u>3/</u>

1/ 15 mois.

2/ endettement à moyen et long termes (déboursements moins amortissements prévus).

3/ montants à reviser en fonction des statistiques monétaires pour l'année 1979 (Tableau 18).

2.20 L'excédent budgétaire global au cours des quatre dernières années a permis à l'Etat de rembourser sa dette intérieure et de faire d'importants dépôts au système bancaire pendant toute cette période. On prévoit que cet excédent sera annulé par la décision prise en février 1980 de transférer 6,2 milliards de sylis aux entreprises publiques avec effet rétroactif à fin 1979 (voir Section F: monnaie et crédit) et que le Gouvernement ne pourra plus contrecarrer les pressions inflationnistes dues à l'expansion du crédit aux entreprises d'Etat.

Situation financière des administrations régionales

2.21 Les budgets régionaux sont financés par des impôts régionaux, les recettes des services régionaux et, depuis 1978, des transferts du gouvernement central. Ces transferts, qui figurent au budget pour 226 millions de sylis en 1978 (37% des recettes totales des administrations régionales) et en 1979, remplacent l'impôt régional par tête aboli en 1977. Les recettes totales des budgets régionaux atteignent environ 600 millions de sylis (30 millions de dollars EU) par an, soit 6% des recettes du gouvernement central.

2.22 Quatre-vingts pour cent des dépenses des administrations régionales servent à financer des dépenses courantes, principalement pour les services agricoles et les services sociaux. Le reste correspond à des investissements dans les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de la pêche. Au cours des quatre dernières années, les dépenses des administrations régionales ont été inférieures aux recettes, l'excédent atteignant en moyenne 80 millions de sylis par an. Nous ne disposons pas d'informations sur les opérations financières des collectivités locales (PRL).

Situation financière des entreprises publiques

2.23 Il y a plus de 180 entreprises publiques en Guinée, qui sont gérées par 6 sociétés sectorielles. Les entreprises publiques emploient 100,000 personnes, soit 75% environ, de tous les salariés déclarés. Entre septembre 1973 et juin 1979, elles ont reçu pour 11,6 milliards de sylis de prolongations de crédits du système bancaire centralisé, pour 9,7 milliards de transferts de capitaux pour leur fonds de roulement, et des subventions et transferts courants d'importance marginale. L'Etat finance également l'essentiel des investissements de ces entreprises et assure le service de la dette extérieure contractée en leur nom. ^{1/} Leur contribution au PIB est estimée à 25%, compte non tenu des importantes activités minières et agricoles, qui ne font pas partie du secteur public. Le chiffre d'affaires des entreprises publiques (totaux non consolidés) a atteint environ 24,6 milliards de sylis en 1979, le bénéfice d'exploitation s'élevant à 4,5 milliards de sylis; ces résultats sont analogues à ceux des années précédentes. Les recettes que le budget tire des entreprises publiques atteignent en moyenne 4,2 milliards de sylis par an, dont 1,2 milliard d'impôts sur le revenu.

2.24 La contribution nette des entreprises publiques à l'Etat au cours de la période 1976-1979 est estimée à une moyenne de 12,2 milliards de sylis; elle a été positive tous les ans, sauf en 1979, quand les entreprises ont reçu une subvention exceptionnelle de 6,2 milliards de syis pour leur permettre de rembourser leur dette au système bancaire national (Tableau 10). Les bénéficiaires provenaient surtout des entreprises commerciales, notamment IMPORTEX qui assure la plus grande partie des importations et exportations guinéennes et dont les bénéficiaires représentent environ la moitié du bénéfice total du secteur des entreprises publiques. Ces chiffres comptables ne reflètent probablement pas l'expansion du crédit bancaire intérieur consenti aux entreprises publiques afin de financer les transferts au budget de l'Etat (voir aussi para 2.52).

2.25 L'importante contribution financière des entreprises publiques à l'Etat s'explique principalement par la priorité dont elles bénéficient dans la répartition des rares recettes en devises du pays qui leur permettent d'importer des produits qu'elles revendent surtout aux consommateurs urbains et d'appliquer des marges commerciales substantielles. Ceci équivaut en fait à un transfert de revenu des secteurs agricole et minier en faveur des consommateurs urbains. Une autre cause est le niveau modeste des dépenses d'entretien et de renouvellement des entreprises publiques, qui libère des fonds qui sont employés pour financer les dépenses de consommation de l'Etat. Ce

^{1/} Voir l'Etude du Secteur des Entreprises Publiques, Rapport No. 3046-GUI (juin 1980).

phénomène ne doit pas être interprété comme l'effet d'une politique systématique de désinvestissement dans le secteur des entreprises publiques, mais s'explique par la pénurie de devises étrangères.

Tableau 10: TRANSACTIONS FINANCIERES DES ENTREPRISES PUBLIQUES
AVEC LE GOUVERNEMENT 1975/76-1979 1/
(en millions de sylvil et en prix courants)

	<u>1975/76 2/</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	Résultats Préliminaires de 1979
Paievements au gouvernement par des entreprises publiques non financières				
Impôts indirects	432	650	327	344
Droits d'importation	1.175	1.106	1.364	1.894
Impôts sur le revenu	1.006	1.275	1.298	1.170
Transferts (substitut pour les dividendes)	3.301	2.836	3.099	2.837
TOTAL	<u>5.814</u>	<u>5.867</u>	<u>6.085</u>	<u>6.245</u>
Dons et subventions du gouvernement aux entreprises publiques non financières				
Subventions d'équilibre	64	274	898	1.056
Subventions de fonctionnement	10	10	723	6
Subventions en capital	2.362	1.447	612	6.399
TOTAL	<u>2.436</u>	<u>1.731</u>	<u>2.233</u>	<u>7.461</u>
Contribution nette des entreprises publiques non financières	3.378	4.136	3.855	-1.216
Contribution nette des entreprises publiques financières	462	563	473	591
CONTRIBUTION TOTALE NETTE A L'ETAT	<u>3.840</u>	<u>4.669</u>	<u>4.328</u>	<u>-625</u>

1/ Non compris les emprunts intérieurs auprès du système bancaire.

2/ 15 mois.

Source: Guinée: Etude du Secteur des Entreprises Publiques
Rapport No. 3046-GUI (juin 1980).

2.26 L'efficacité de la gestion des entreprises publiques est handicapée par de nombreux problèmes dont ces entreprises ne sont pas responsables:

- (a) les faiblesses de la planification des investissements et de la préparation des projets;
- (b) la pénurie et la mauvaise gestion des ressources en devises étrangères: mauvaise coordination des objectifs de production avec les objectifs financiers et la répartition des importations, insuffisante évaluation des importations de biens d'équipement et autres facteurs de production rendus nécessaires par les investissements neufs;
- (c) le plan comptable national devrait être mis à jour et comprendre une comptabilité analytique, un contrôle des stocks, une plus grande standardisation des méthodes comptables et une meilleure vérification des comptes; et
- (d) les politiques de prix, d'emploi et de salaires ne sont pas toujours compatibles avec les besoins et les objectifs de développement des entreprises publiques.

D. Balance des paiements 1/

2.27 Au cours de la période 1976-79, le déficit de la balance des paiements a atteint en moyenne 2,1 milliards de sylis par an (102 millions de dollars EU). Environ la moitié du déficit a été financée par l'accumulation d'impayés au titre de la dette publique extérieure, l'autre moitié étant financée par une dégradation de la situation nette des avoirs extérieurs du pays (Tableau 11). Du fait qu'en Guinée la gestion des ressources en devises du pays est assurée par des organismes centraux, une amélioration du contrôle et de la répartition principal est la disparité entre les prix pratiqués dans le pays et le coût d'opportunité des importations, des apports de capitaux (dans de nombreux secteurs) et de l'assistance technique, etc...

2.28 Le déficit de la balance des paiements courants est un problème sérieux étant donné qu'il est très difficile de trouver à emprunter à des conditions libérales à l'étranger; après avoir atteint le niveau très élevé de

1/ Les données relatives à la balance des paiements doivent être interprétées avec prudence; en effet les renseignements disponibles sont incomplets (absence de données sur les échanges commerciaux non officiels qui sont importants, ainsi que sur les mouvements de capitaux à court terme) et la qualité des sources d'information est très inégale. Le service de la dette à moyen et long termes représente les obligations prévues plutôt que les montants effectivement payés. La différence, qui est l'accroissement des impayés, figure sous le total de la balance des paiements globale, comme financement du déficit global de la balance des paiements.

Tableau 11 : ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
de 1972/73 à 1979

	1972/73	1973/74	1974/75	1976	1977	1978	1979 Estimations préliminaires
en millions de dollars E.U. et en prix courants							
Balance commerciale	-127	-48	-41	-11	61	25	26
Exportations	58	113	179	253	293	328	373
Importations	-185	-160	-220	-264	-233	-303	-347
Services et transferts (nets)	-44	-33	-53	-68	-87	-101	-130
Publics		-7	-20	-34	-35	-37	-58
Privés		-26	-33	-34	-52	-64	-72
<u>Balance des paiements courants</u>	<u>-171</u>	<u>-81</u>	<u>-94</u>	<u>-80</u>	<u>-26</u>	<u>-76</u>	<u>-104</u>
Mouvements de capitaux publics ^{1/}	52	65	40	4	-47	17	15
Mouvements de capitaux privés	70	49	27	-25	-17	-20	-14
<u>Balance des mouvements de capitaux</u>	<u>122</u>	<u>114</u>	<u>67</u>	<u>-21</u>	<u>-64</u>	<u>-3</u>	<u>1</u>
Erreurs et omissions	54	-71	-4	1	22	-33	-23
<u>Balance des paiements globale</u> ^{2/}	<u>5</u>	<u>-38</u>	<u>-31</u>	<u>-100</u>	<u>-69</u>	<u>-113</u>	<u>-126</u>
Financement	-5	38	31	100	69	113	126
Evolution des impayés	26	30	37	44	52	53	58
Evolution des avoirs extérieurs nets	-31	8	-6	56	18	60	68
en pourcentage du PIB							
Balance des paiements courants	-18,3	-7,8	-8,3	-6,4	-2,1	-5,2	-6,7
Exportations	6,2	10,9	15,9	20,4	23,2	22,5	24,2
Importations	19,7	15,5	19,5	21,3	18,4	20,8	22,5
Balance commerciale	-13,5	-4,6	-3,6	-0,9	4,8	1,7	1,7

^{1/} A moyen et à long terme.

^{2/} Egale au financement disponible.

Note: Les chiffres ont été arrondis.

171 millions de dollars EU (plus de 18% du PIB) en 1972/73, il est tombé à 71 millions de dollars EU (7,3% du PIB) au cours des années suivantes, mais dépassait 100 millions de dollars EU (environ 7% du PIB) en 1979. Malgré la chute brutale des exportations agricoles, la balance commerciale était excédentaire au cours des dernières années; en effet, tandis que les exploitations minières de la CBG et de l'OBK ont créé de nouvelles ressources d'exportation, le taux de croissance des importations est resté inférieur à celui des exportations et les termes de l'échange se sont améliorés d'environ 30% entre 1973 et 1978 grâce à l'évolution favorable des marchés internationaux de la bauxite et de l'alumine (Tableau 12). Le taux de croissance des exportations a atteint 34,5% par an au cours de la période 1973-1979; celui des importations n'a pas dépassé 10%; le déficit des échanges commerciaux officiels qui atteignait 2,6 milliards de sylvis (127 millions de dollars EU en 1972/73) est progressivement devenu un excédent qui de 1977 à 1979 atteignait une moyenne de 23 millions de dollars EU par an.

Table 12: TERMES DE L'ECHANGE DE 1973 à 1979
(Base 100 en 1973)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (estimations préliminaires)
Indice des prix des exportations <u>1/</u>	132,3	149,3	201,1	214,3	219,6	227,6
Indice des prix des importations <u>2/</u>	113,3	126,5	151,0	164,3	169,7	210,5
Indice des termes de l'échange	116,8	118,0	133,2	130,4	129,4	113,0

1/ Exportations de marchandises.

2/ Importations de marchandises et de services non-facteurs.

Source: Estimations des comptes de la nation (Annexe statistique).

2.29 Les exportations guinéennes comprennent des produits miniers (bauxite et alumine), des denrées agricoles (principalement café, ananas, palmistes, bananes, mangues, quinine, épices) et des produits agricoles transformés (jus de fruit et, jusqu'en 1974/75, du contreplaqué). Après plus de 10 ans de stagnation (1962-1972/73), les exportations ont rapidement augmenté passant d'une moyenne de 1,1 à 1,3 milliard de sylvis (50 à 60 millions de dollars EU) à 6,5 milliards de sylvis en 1978; on estime qu'en 1979, elles ont dépassé 7 milliards de sylvis (370 millions de dollars EU et 22,4% du PIB). La Guinée est le premier exportateur mondial de bauxite: 10,5 millions de tonnes en 1978, soit 29% du total mondial et plus de 90% du total des exportations africaines de bauxite. Environ 24% des exportations guinéennes de bauxite

proviennent de la mine de Débélé (OBK), qui a été mise en service avec l'aide de l'Union Soviétique et fait l'objet d'un accord bilatéral qui fixe le prix d'exportation et l'affectation des recettes d'exportation. Les autres exportations de bauxite proviennent de la mine de Boké (CBG) qui exporte vers l'Amérique du nord et l'Europe occidentale. Actuellement, le niveau de production des deux mines est proche du plein emploi de la capacité installée; aucune augmentation importante de la production n'est escomptée à brève échéance. Les exportations de bauxite s'élevaient à 4,6 milliards de sylis en 1978 (233 millions de dollars EU) et à 5 milliards en 1979 (260 millions de dollars EU), dont plus de 80% en devises convertibles. Pour l'Etat, le produit net en devises étrangères convertibles des exportations de bauxite dépasse 100 millions de dollars EU. Les exportations d'alumine (plus de 650.000 tonnes en 1979) ont rapporté 1,7 milliard de sylis, soit plus de 90 millions de dollars EU, dont environ 25 millions de dollars EU de recettes nettes en devises étrangères.

2.30 Les exportations agricoles ont fortement diminué depuis les années 60 en valeur relative et absolue; elles ne dépassent guère 11% du volume des exportations agricoles guinéennes avant l'Indépendance. Les plantations de banane, abandonnées par les exploitants étrangers, ont été partiellement converties en plantations d'ananas. Les exportations de banane qui atteignaient environ 100.000 tonnes avant l'Indépendance sont maintenant pratiquement nulles. Le projet de Daboya, financé par la Banque mondiale, exporte aujourd'hui plus de 500 tonnes d'ananas frais de haute qualité vers l'Europe occidentale; à pleine capacité, il pourra produire et exporter 7.000 tonnes d'ananas par an. Toutes les autres exportations agricoles ont souffert de l'insuffisance des facteurs de production (engrais, insecticides et fongicides), de la mauvaise gestion des services agricoles et surtout d'une politique des prix et d'un système de commercialisation inadéquats. En l'absence d'incitations appropriées, la plupart des paysans ont dû abandonner les cultures d'exportation ou pratiquer la contrebande. Les exportations de palmistes ont diminué de moitié, celles de café et de fruits tropicaux de plus de 90% de 1955 à 1978 (Tableau 13).

2.31 Les statistiques d'importations de la Guinée sont l'une des données économiques les plus incertaines. Les paragraphes suivants ne visent pas à mesurer les importations de façon précise, mais seulement à définir les principales tendances. Il semble que les importations soient passées de 3,8 milliards de sylis en 1972/73, à 6 milliards en 1978 et à environ 6,6 milliards en 1979 (22,5% du PIB), soit un taux de croissance annuelle d'environ 10% (Tableau 14). Les principaux facteurs ont été l'augmentation des devises affectées aux importations, l'augmentation des importations nécessaires aux entreprises minières, la croissance de la consommation publique et privée et l'inflation mondiale. Les importations de marchandises sont restées stables pendant la période 1973-79, les importations de pétrole et de carburants augmentant, mais celles nécessaires aux plans d'investissement et aux entreprises minières diminuant en valeur réelle.

Tableau 13 : EXPORTATIONS DE MARCHANDISES

(quelques années choisies au cours de la période 1957-1979)

	1957	1964/65	1972/73	1974/75	1976	1977	1978	1979 Estimations préliminaires
en milliers de tonnes métriques								
Minerais								
Bauxite	375	244	109e	6.512	8.513	9.941	10.456	10.612e
Alumine	-	480	605	617	569	560	610	653
Minéral de fer	1.090	716	-	-	-	-	-	-
Diamants (en milliers de carats)	80	53	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles	143	82	41	24	15	17	17	inconnu
Bananes	91	42	9	1	-	-	-	inconnu
Café	10	5	4	2	1	2	1	inconnu
Ananas	2	5	8	8	3	2	2	inconnu
Palmistes	22	25	16	9	7	10	13	inconnu
Divers	18e	5e	4e	4e	4e	3e	1e	inconnu
en millions de dollars E.U. en prix courants								
Minerais	6	36	41	169	247	278	321	360
Bauxite	2	1	-	98	175	205	233	260
Alumine	-	31	41	72	71	73	88	100
Divers	4	4	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles	15	14	16	10	6	15	7	13e
TOTAL	21	52	58	179	253	293	328	373
en pourcentage des exportations totales								
Minerais	29	69	71	94	98	95	98	97e
Produits agricoles	71	31	29	6	2	5	2	3e

e : Estimation.

Tableau 14: IMPORTATIONS DE MARCHANDISES DE 1972/73 à 1979
(en millions de sylis)

	1972/73	1973/74	1974/75	1976	1977	1978	Prévisions pour 1979
Importations CAF	3.823	3.291	4.474	5.641	4.916	5.976	6.634 e.
Importations générales	887	1.346	1.623	2.965	2.812	2.823	3.567 e. <u>1/</u>
dont produits pétroliers	60	64	194	280	378	513	688
Importations dans le cadre du Plan	1.038	900	1.250	1.185	757	1.678	1.410
Importations des entreprises minières	1.898	981	1.601	1.491	1.347	1.475	1.657

e. : estimation

1/ y compris 100 millions de sylis d'importations privées.

2.32 Les importations sont exécutées dans le cadre de plusieurs programmes:

- (a) les importations effectuées par le gouvernement pour la consommation publique et privée, y compris les importations pour le compte des entreprises publiques (biens de consommation, carburants, produits alimentaires, matières premières, biens intermédiaires, équipement, etc..);
- (b) les importations du Plan, dans le cadre d'emprunts publics extérieurs pour des projets d'investissement de l'Etat et des entreprises publiques;
- (c) les importations de la CBG et de FRIGUIA financées par la rétention d'une partie de leurs recettes d'exportation;
- (d) les importations des résidents et des non-résidents du secteur privé financées par leurs avoirs en devises étrangères.

2.33 Le programme général d'importations, dont l'exécution est le monopole d'IMPORTEX, représentait environ la moitié des importations totales au cours des dernières années. Les importations de produits alimentaires et de carburants ont beaucoup augmenté au cours des deux ou trois dernières années du fait de l'incapacité grandissante de l'agriculture guinéenne à assurer le ravitaillement des villes ainsi que du fait de l'augmentation de la demande de produits pétroliers et de l'augmentation des prix. Les importations de produits alimentaires ont doublé de 1973/74 à 1979, tandis que les importations de

produits pétroliers qui représentaient moins de 5% des importations générales en 1973/74, ont dépassé 20% du total en 1979. Il semble que les importations de produits pétroliers pour la consommation générale aient absorbé près du tiers des recettes nettes en devises étrangères du gouvernement en 1979. Un programme spécial d'importations a fonctionné de mars 1974 à décembre 1976; l'objectif était d'accroître l'offre des biens de consommation et de réduire la masse monétaire en bloquant le produit de leur vente dans un compte auprès de la Banque Centrale. En 1976 ce programme spécial a représenté environ un tiers des importations générales. Il n'a pas été repris depuis cette date.

2.34 Les importations du plan correspondent au décaissement de l'aide extérieure pour des projets d'investissement; elles représentent environ 15 à 28% des exportations guinéennes et 29 à 59% des importations du programme général. Les importations du plan comprennent aussi des importations alimentaires financées par des dons et d'autres sources d'aide extérieure à la suite des sécheresses sahéliennes.

2.35 Les importations des entreprises parapubliques sont en fait celles de la CBG et de FRIGUIA. Elles représentent environ le quart des importations totales et comprennent des importations de carburants, de pièces de rechange pour l'exploitation minière, ainsi que des importations de produits alimentaires et autres biens de consommation pour le personnel des entreprises.

2.36 Jusqu'à une date récente, les importations par des personnes et des entreprises privées étaient pratiquement limitées aux importations des non-résidents. En 1977, le gouvernement a commencé à encourager les investissements et les importations par le secteur privé; mais cette mesure n'a pas encore donné des résultats importants. Le 1er juin 1979, les importations privées de biens de consommation ont été officiellement autorisées pour autant qu'elles sont financées par les ressources en devises des résidents et des non-résidents. Nous ne disposons pas d'informations sur le volume et les modalités de financement de ces importations.

2.37 Au cours des dernières années, la structure des importations a graduellement évolué: les opérations commerciales sur les marchés d'Europe occidentale et d'autres pays industriels tendent à devenir plus importantes par rapport aux importations dans le cadre d'accords bilatéraux de clearing. La part des importations dans le cadre d'accords bilatéraux est tombée d'environ 61% en 1972/73 à 36% en 1976 et à 19% en 1978. Au contraire la part des pays d'Europe occidentale dans les importations guinéennes est passée de 22% en 1972/73 à 66% en 1978, du fait de changements d'attitude vis-à-vis de ces pays et de l'association de la Guinée et de la CEE dans le cadre de la Convention de Lomé.

2.38 On estime que les paiements au titre des facteurs ont plus que doublé de 1973/74 à 1979, le taux de croissance de ces paiements étant d'environ 18,6% par an. Cette hausse s'explique par le service des nouveaux emprunts publics du pays (le montant des intérêts à payer a presque doublé au cours de la période) et par l'augmentation de la rémunération des facteurs de la production minière (intérêt des emprunts privés, versement de dividendes aux actionnaires étrangers, transferts de revenus des salariés et

autres transactions). A eux seuls, les transferts courants du secteur minier ont atteint en moyenne 1,3 milliard de sylis (64 millions de dollars EU) en 1978 et en 1979 (soit à peu près l'équivalent du déficit des paiements courants). Depuis 1973/74, ces transferts ont été presque multipliés par 2,5 du fait de l'entrée en service de la CBG; ils continuent d'augmenter du fait de la hausse des prix des services de facteurs acquis à l'étranger.

2.39 La balance des mouvements de capitaux, traditionnellement excédentaire, serait déficitaire depuis 1976 si l'on tenait compte des amortissements prévus au titre du service de la dette. Cette évolution s'explique par les deux principaux facteurs suivants: après l'achèvement des projets miniers de Boké et de Débélé en 1973/74, financés par des apports de capitaux étrangers--publics et privés--la Guinée a connu une période de stagnation des investissements du secteur minier; en outre la Guinée a changé l'orientation de sa politique d'emprunts extérieurs, décidant notamment de recourir davantage aux emprunts publics et privés auprès des pays n'appartenant pas à la zone des clearings bilatéraux. Ces facteurs ont eu pour conséquence; (a) une augmentation des amortissements au titre des emprunts publics (2,3 milliards de sylis en 1979 contre 0,8 milliard en 1972/73); (b) une réduction temporaire des emprunts publics de 1975 à 1978; (c) le recours plus fréquent aux crédits privés, l'aide publique n'ayant suivi qu'avec retard l'évolution de la situation guinéenne; (d) la disparition quasi totale des investissements privés étrangers.

2.40 Au cours des dernières années les apports nets de capitaux publics--décaissements moins amortissements prévus--ont été d'une importance marginale. En fait, des sorties de capitaux substantielles en 1977 (1 milliard de sylis, soit 47 millions de dollars EU) font qu'au total les mouvements de capitaux de la période 1976 à 1979 ont été négatifs: un déficit moyen de 500 millions de sylis (25 millions de dollars EU). L'amortissement des emprunts privés de la CBG et de FRIGUIA a atteint environ 0,9 milliard de sylis en 1979 (46 millions de dollars EU) et est aujourd'hui supérieur aux entrées de capitaux privés (Tableau 11 et section E).

E. Dette extérieure

2.41 Les emprunts extérieurs de la Guinée ont deux caractéristiques importantes: la première est que près de la moitié de la dette publique en cours a été contractée dans le cadre d'accords bilatéraux de clearing avec l'Union Soviétique, la République Populaire de Chine et des pays d'Europe et de l'Est et que le remboursement de cette dette n'est pas effectué en espèces, comme pour des emprunts habituels, mais en nature, sous la forme d'exportations de biens (en particulier bauxite et certains produits agricoles) et services vers les pays créditeurs; la deuxième est qu'une part importante de la dette privée a été contractée par des entreprises parapubliques du secteur minier et que le service de cette dette est prélevé directement sur les recettes d'exportation des entreprises. La part prépondérante de deux entreprises parapubliques du secteur minier dans la dette privée du pays (non garantie par l'Etat) permet de définir cette dette de façon plus complète que dans la plupart des autres pays d'Afrique de l'Ouest.

2.42 A fin 1979, l'encours global effectivement déboursé de la dette extérieure guinéenne, y compris la dette privée, était estimée à 1,2 milliard de dollars EU (78% du PNB; Tableau 15). Les paiements réellement effectués au titre de la dette extérieure représentaient 39% des exportations totales de marchandises en 1979 (dont 22% pour la dette publique et 17% pour la dette privée non garantie par l'Etat) et absorbaient environ 28% des recettes en devises convertibles de l'Etat, y compris les revenus des facteurs, alors que les paiements prévus auraient dû atteindre 54% des exportations brutes en 1979 et absorber 50% des recettes du Gouvernement en devises convertibles.

Tableau 15: DETTE EXTERIEURE ET AGREGATS MACROECONOMIQUES 1973-1979

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
-----millions de dollars EU-----							
PIB aux prix courants du marché	938	1.037	1.129	1.241	1.262	1.469	1.540
Exportations FOB	71	129	179	253	293	328	373
Dette extérieure en cours	1.085	1.222	1.280	1.331	1.326	1.461	1.550
Dette publique (déboursée)	721	878	957	1.033	1.053	1.213	1.342
Dette privée (déboursée)	605	723	761	802	826	907	990
Obligations du service de la dette	-	-	-	131	161	163	204
Dette publique	48	53	73	85	119	117	147
Dette privée	-	-	-	47	42	46	(61)
Paiements au titre du service de la dette	-	-	-	87	110	111	144
Dette publique	24	22	35	40	68	65	83
Dette privée	-	-	-	47	42	46	61
-----Pourcentage du PIB-----							
Dette extérieure en cours	115,7	117,8	113,4	107,3	105,1	100,1	100,6
Dette publique	76,9	84,7	84,8	83,2	83,4	83,1	87,1
dont déboursée	64,5	69,7	67,4	64,6	65,5	62,2	64,2
Dette privée	38,8e	33,2e	28,6e	24,0e	21,6e	17,0e	13,5e
-----Pourcentage des exportations-----							
Ratio des obligations au titre du service de la dette	-	-	-	51,9	54,9	49,7	54,2
Dette publique	67,0	41,0	41,0	33,5	40,6	35,7	37,8
Dette privée	-	-	-	18,4	14,3	14,0	16,4
Ratio des paiements au titre du service de la dette	-	-	-	34,4	37,5	33,8	38,6
Dette publique	34,3	17,4	19,5	16,0	23,2	19,8	22,3
Dette privée	-	-	-	18,4	14,3	14,0	16,4

e: estimations

Note: Les chiffres ont été arrondis.

2.43 En dépit de la gravité de l'endettement de la Guinée, il convient de rappeler que la situation s'est améliorée depuis 1973. Le montant total de la dette extérieure déboursée et non remboursée (y compris la dette privée non-garantie) est tombé de 103% du PIB en 1973 à 78% en 1979. On estime que le ratio du service de la dette ne représente plus que 54% des exportations de marchandises contre 80% en 1973. Enfin la proportion des paiements effectifs au titre du service de la dette est passée de 42% à 59% des paiements prévus. Le montant des impayés est resté relativement stable grâce à l'annulation et au report d'environ 200 millions de dollars EU de dette entre 1975 et 1979. 1/

2.44 Près de la moitié de la dette publique de la Guinée a été contractée dans le cadre d'accords bilatéraux de clearing (Tableau 16); sur la base de la répartition actuelle des exportations vers les pays créditeurs c'est seulement 83% de cette dette bilatérale qui peut être effectivement payée. Les paiements effectifs au titre du service de la dette absorbent pratiquement la totalité des recettes d'exportation réalisés dans le cadre desdits accords bilatéraux. L'encours de la dette hors accords bilatéraux de clearing correspondait à 52% du PNB à fin 1979; les paiements prévus au titre du service de cette dette atteignaient 72 millions de dollars EU en 1979, soit 23% des exportations guinéennes en dehors des accords bilatéraux de clearing (47% des recettes d'exportation nettes de l'Etat). Les paiements effectifs au titre du service de la dette représentaient 37% des paiements prévus. Le fait que de 1975 à 1979 la Guinée ait davantage recours à des emprunts hors accords de clearing a eu pour conséquence des sorties nettes de capitaux vers les pays à accords de clearing et un doublement des paiements prévus au titre du service de la dette. L'endettement à court terme indiqué par les banques (Tableau 6.1 de l'Annexe statistique) a augmenté de 3,5 fois entre 1975 et 1979, et est passé de 97 millions de dollars en 1975 à 342 millions de dollars en 1979. Une partie de la dette extérieure à court terme fait l'objet d'une consolidation dans le cadre des accords à long terme, comme c'est le cas des engagements envers l'Union Soviétique.

2.45 Au cours de la période 1975-1979, 71% des déboursements totaux au titre d'apports de capitaux étrangers ont servi à financer des projets d'investissements. Le reste a permis de financer une aide à la balance des paiements, une assistance financière de caractère très général, une aide alimentaire et des importations courantes. Les principaux secteurs bénéficiant de cette aide extérieure ont été l'industrie (24%), les transports (15%) et les services publics (9%). Au cours de la période 1975-1979, 5,4% seulement des déboursements sont allés à l'agriculture; cette proportion était pourtant supérieure à celle des années précédentes.

1/ On estime qu'en 1979 et 1980 la Guinée a réaménagé quelques 160 millions de dollars EU en obligations à moyen et à long terme, et que les impayés au 31 décembre 1980 étaient de 107 millions de dollars EU, comparé à 200 millions au 31 décembre 1979.

Tableau 16: DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

	En millions de dollars EU			En pourcentages		
	Dettes Totales	Accords de Clearing	Autres dettes	Dettes Totales	Accords de Clearing	Autres dettes
Dettes en cours au 31/12/79	1.342,0	586,6	755,2	100,0	43,7	56,3
déboursée	990,0	464,9	525,5	100,0	46,9	53,1
non déboursée	351,6	121,9	229,7	100,0	34,6	65,3
Impayés cumulés au 31/12/79	199,9	87,4	112,5	100,0	43,7	56,3
principal	171,3	85,7	85,6	100,0	50,0	50,0
intérêts	28,7	1,6	27,1	100,0	5,6	94,4
Transactions de la période 1975-1979 (moyennes annuelles)						
Engagements	131,3	33,3	98,0	100,0	25,4	74,6
Déboursements	88,7	31,7	57,0	100,0	35,7	64,3
Paiements prévus au titre du service de la dette	106,9	60,7	46,2	100,0	56,8	43,2
Paiements effectifs au titre du service de la dette	58,4	39,2	19,2	100,0	67,1	32,9
Transferts publics nets <u>1/</u>	30,3	-7,5	37,8	100,0	-24,8	124,8

1/ Déboursements moins paiements effectifs au titre du service de la dette.

2.46 L'encours de la dette privée de CBG et de FRIGUIA dépassait 200 millions de dollars EU fin 1979. Les paiements au titre du service de cette dette atteignaient 61 millions de dollars EU en 1979, (soit 19,5% du total des recettes d'exportation de ces entreprises) mais devraient diminuer en valeur absolue et relative. Les comptes étrangers de ces entreprises montrent leur rôle important de principale source de devises pour le Gouvernement (Tableau 17). La dette privée des compagnies minières est garantie par leurs recettes d'exportation et son service n'est pas entravé par les difficultés de la balance des paiements.

Tableau 17: TRANSACTIONS EXTERIEURES DES SOCIETES MINIERES PARAPUBLIQUES:
1976-1979 (en millions de dollars et prix courants)

	1976	1977	1978	1979 Préliminaire
Exportations	211	235	278	313
Importations	-70	-64	-75	-87
Paievements d'intérêts	-21	-18	-21	-21
Paievements pour d'autres facteurs (nets)	-13	-34	-43	-50
Compte courant <u>1/</u>	<u>107</u>	<u>119</u>	<u>139</u>	<u>155</u>
Entrées de capitaux	n.c.	5	8	32
Amortissements	-25	-24	-25	-40
Compte de capital <u>1/</u>	<u>-25</u>	<u>-19</u>	<u>-17</u>	<u>-8</u>
Solde global <u>1/</u>	<u>82</u>	<u>100</u>	<u>122</u>	<u>147</u>

1/ A l'exception du service de la dette envers la BIRD, réglé directement par la CBG pour le compte du gouvernement.

Problèmes de gestion de la dette

2.47 Le fait que le service de la dette et les importations de première nécessité ont cru plus rapidement que les recettes d'exportation explique les problèmes de balance des paiements de la Guinée, qu'ont aggravés une mauvaise gestion des ressources en devises étrangères du pays. A fin 1979, le total des impayés atteignait 200 millions de dollars EU, dont 112 millions en devises convertibles (Tableau 15 ci-dessus). Toutes les opérations au titre de la dette publique comportaient des impayés, sauf les prêts soviétiques (dont le service est prélevé sur les recettes d'exportation d'OBK) et les prêts de la BIRD (dont le règlement est assuré par la CBG). En outre, bien que les remboursements au titre des prêts de type conventionnel aient augmenté en valeur absolue, ils ne représentaient plus que 8,4% des exportations brutes de marchandises (hors accords de clearing) contre environ 28% en 1972/73.

2.48 Au cours de la période 1980-1982, le service de la dette au titre des emprunts déjà contractés devrait atteindre en moyenne 145 millions de dollars EU par an, dont 71 millions en devises convertibles au titre d'emprunts de type conventionnel. Aucun nouveau projet générateur de recettes d'exportation ne pouvant devenir opérationnel avant quatre ou cinq ans 1/ et étant donné l'allocation actuelle des ressources en devises étrangères, on pense que l'accumulation d'impayés au titre de la dette publique deviendra un

1/ Le Gouvernement espère améliorer la situation du service de la dette grâce à des nouveaux projets d'exportation (notamment d'exploitation des diamants et de l'or), ainsi que par le développement des FAPAs (voir paragraphe 3.14) et l'encouragement du secteur privé dans l'agriculture, le commerce et autres secteurs.

problème de plus en plus grave au cours des prochaines années. La gestion de la dette est donc une question très importante pour l'économie guinéenne. C'est pourquoi le Gouvernement suggère que tout nouveau engagement extérieur comporte une période de grâce d'au moins cinq ans.

2.49 Autrefois, la gestion de la dette extérieure de la Guinée était confiée à plusieurs organismes: la Banque Centrale, la Banque du Commerce Extérieur et le Ministère du Plan. A fin 1978, le gouvernement a décidé de centraliser la gestion de la dette par la création d'une direction de la dette extérieure au sein de la Banque Centrale. Cette mesure, et l'assistance de la Banque Mondiale dans la collecte des données et la formation du personnel, ont eu des résultats favorables, notamment une amélioration sensible des états relatifs à la situation de la dette. Mais l'insuffisance des moyens dont dispose la Guinée en matière de planification, de préparation et d'évaluation des projets freine les apports de capitaux et peut aboutir à une mauvaise allocation des financements obtenus.

F. Monnaie et Crédit

2.50 En mars 1960, la Guinée a décidé de quitter l'Union monétaire d'Afrique de l'Ouest et a remplacé le franc CFA par le franc guinéen, dont la valeur, définie par rapport à l'or, a été rattachée à celle du dollar des Etats-Unis. En 1972, une réforme monétaire a remplacé le franc guinéen par le syli, sur la base d'un syli pour dix francs guinéens, sans que la contre valeur en or de la nouvelle monnaie et son taux de change par rapport au dollar soit modifiés. Depuis 1975, le syli est rattaché aux DTS sur la base d'un taux de change de 1 DTS pour 24,6853 sylis guinéens. Mais le cours du syli sur le marché parallèle a évolué en raison de la situation politique, du mauvais approvisionnement des magasins officiels en produits alimentaires et en biens de consommation, de la politique monétaire du gouvernement et du risque couru par les commerçants privés. Au cours des dernières années, l'augmentation de la production minière a permis d'accroître les importations; en outre une politique monétaire déflationniste et une libéralisation des activités commerciales ont entraîné une réévaluation sensible du syli sur le marché parallèle; récemment, le cours du syli se situait entre 20 et 25% du cours officiel, contre 10% environ en 1975. Le Gouvernement a choisi d'absorber graduellement l'excédent de la masse monétaire, plutôt que de procéder à une dévaluation ou à une ponction monétaire, et cette approche a donné d'assez bons résultats.

2.51 Le mode d'utilisation de la monnaie locale par l'économie guinéenne n'est pas uniforme: le secteur public utilise le syli à sa valeur officielle, y compris dans ses transactions avec le monde rural et le secteur privé; le marché parallèle ne se sert du syli que sur la base d'un cours très inférieur au cours officiel; les entreprises parapubliques, qui fonctionnent comme des enclaves, effectuent leurs transactions en devises étrangères; quant aux petits exploitants agricoles, la plupart d'entre eux produisent ce dont ils ont besoin pour leur subsistance et opèrent presque totalement en dehors des circuits commerciaux. Dans ces conditions, la relation entre la monnaie, le crédit et la croissance économique est extrêmement tenue, voire inexistante.

2.52 Le crédit bancaire sert principalement à financer les déficits de la production industrielle et des entreprises publiques en général. De 1973 à 1979, les entreprises publiques ont reçu des crédits bancaires atteignant au total 11,6 milliards de syllis, soit près de 600 millions de dollars EU (Tableau 18). Le gouvernement estime que cette expansion du crédit n'est pas inflationniste, puisque l'augmentation prévue de la production de biens et services par les entreprises publiques compensera l'expansion de la demande nominale. Mais les résultats récents des entreprises ne justifient pas cette prévision; il faudra en fait un certain temps pour que les entreprises publiques puissent atteindre les objectifs de production envisagés et soient capables de faire un meilleur usage du crédit. Une nouvelle expansion du crédit aux entreprises publiques aurait pour conséquence d'annuler les effets favorables de la politique déflationniste que le gouvernement a mis en oeuvre au cours des dernières années et qui a assez bien réussi à contenir la demande, la hausse des prix et la dépréciation de la monnaie sur le marché parallèle. L'expansion du crédit aux entreprises publiques a été partiellement compensée par l'amélioration de la position de l'Etat vis-à-vis du système bancaire; mais tel n'est plus le cas aujourd'hui. L'augmentation récente du capital des entreprises publiques financée par le gouvernement (voir à ce sujet la Section C sur les Finances publiques) a pratiquement épuisé les excédents budgétaires accumulés dans le Fonds de Réserve déposé à la Banque Centrale. Conscient de cette situation, le gouvernement a adopté des directives très strictes, lors de la Conférence économique nationale de 1980, pour limiter l'octroi de nouveaux crédits aux entreprises publiques. L'efficacité des nouvelles directives dépendra de la façon dont le gouvernement réussira à introduire des réformes institutionnelles et des changements de politiques destinés à accroître l'autonomie des entreprises publiques et leur responsabilité financière; ces réformes supposent des changements dans le système de prix, la politique d'emploi etc. Si le gouvernement ne remet pas en cause le système actuel qui sert en priorité les besoins des consommateurs urbains, les restrictions de crédit affecteront principalement les secteurs les plus productifs de l'économie, et notamment le secteur privé.

2.53 L'analyse de la situation monétaire de la Guinée dépend de la façon dont on considère le rôle des entreprises publiques. Si ces entreprises sont assimilées à des services d'Etat, leurs dépôts bancaires ne doivent pas être compris dans la masse monétaire. 1/ Dans l'étude de la Banque sur les entreprises publiques nous avons estimé que leurs dépôts auprès du système bancaire pouvaient être inclus dans la masse monétaire, du fait des responsabilités confiées à ces entreprises et de leur autonomie relative.

2.54 Au cours des dernières années, la masse monétaire a diminué en valeur relative et absolue, passant de 11,2 milliards de syllis en 1973 (49% du PIB) à 9,6 milliards de syllis en 1979 (33% du PIB: voir Tableau 18 ci-dessous). La politique déflationniste du gouvernement a été exécutée au moyen d'une réduction de la monnaie en circulation et des dépôts à vue--notamment les dépôts privés--le total passant de 41% du PIB en 1975 à 23% à mi-1979. La quasi-

1/ Telle est la façon dont ces avoirs sont classés par le FMI.

Tableau 18: MONNAIE ET CREDIT 1973-1979

	Sept. 1973	Sept. 1974	Déc. 1975	Déc. 1976	Déc. 1977	Déc. 1978	Juin 1979 ^{1/}
	(en millions de sylis)						
Masse monétaire (M1 + M2)	8.709	10.711	11.150	10.466	9.793	9.096	9.613
Monnaie (M1)	7.469	9.147	9.327	8.221	8.365	6.838	6.609
Monnaie en circulation	3.250	3.991	3.641	3.109	1.597	2.076	2.874
Dépôts à vue	4.179	5.156	5.686	5.112	6.768	4.807	3.736
Quasi-monnaie (M2)	1.239	1.564	1.823	2.245	1.427	2.213	3.003
Dépôts à terme	226	338	541	380	426	176	210
Préfinancements d'importations	1.013	1.226	1.282	1.865	1.001	2.037	2.793
Crédit Intérieur Brut	12.051	13.636	15.306	15.844	17.375	19.885	20.873
Créances sur le secteur public	11.228	12.599	14.229	14.893	16.290	18.810	20.117
Etat	3.872	4.271	3.448	457	336	612	1.182
Entreprises publiques	7.356	8.328	10.781	14.436	15.954	18.198	18.935
Créances sur le secteur privé	823	1.037	1.077	951	1.035	1.075	756
Avoirs nets en devises	-655	-818	-1.148	-2.337	-2.712	-3.896	-3.731 ^{2/}
	(en proportion du PIB)						
Masse monétaire (M1 + M2)	44,9	50,3	48,6	39,4	36,7	31,6	33,0
Monnaie (M1)	38,5	43,0	40,6	31,0	31,4	23,8	22,7
Monnaie en circulation	16,9	18,8	15,9	11,7	6,0	7,2	9,9
Dépôts à vue	21,5	24,2	24,8	19,3	25,4	16,7	12,8
Quasi-monnaie (M2)	6,4	7,3	7,9	8,5	5,4	7,7	10,3
Dépôts à terme	1,2	1,6	2,4	1,4	1,6	0,6	0,7
Préfinancements d'importations	5,2	5,8	5,6	7,0	3,8	7,1	9,6
Avoirs nets en devises	-3,4	-3,8	-5,0	-8,8	-10,2	-13,5	-12,8

Note: Les chiffres ont été arrondis.

^{1/} Les données de décembre 1979 sont en cours de révision.

^{2/} Les données préliminaires indiquent des avoirs nets en devises étrangères de -5.194 millions de sylis (277 millions de dollars EU, soit 17,7% du PIB).

monnaie a augmenté, du fait de l'expansion des préfinancements d'importations par les entreprises publiques responsables de l'exécution d'un programme général d'importations lui-même en expansion. Les restrictions monétaires ont surtout affecté le secteur privé et ont été aggravées par l'hésitation des déposants privés à laisser leurs avoirs auprès du système bancaire, par crainte d'une réforme monétaire ou de l'introduction de nouveaux impôts sur le revenu. La libéralisation du commerce privé à partir de 1977 a renforcé le rôle de monnaie de réserve des monnaies convertibles en dehors du système bancaire. Le Gouvernement voulait abaisser les prix sur le marché parallèle et réduire l'écart entre le cours officiel du syli et son cours sur le marché parallèle. Sa politique déflationniste a en partie réussi bien que la réévaluation du syli sur le marché parallèle (son cours a doublé depuis quatre ans) ait été limitée par la pénurie de biens importés officiellement.

2.55 Le succès obtenu par le gouvernement dans la réduction de la masse monétaire et dans le contrôle de l'inflation en période de croissance économique rapide est une preuve supplémentaire que l'économie souffrait d'un excès de liquidités; ce facteur a renforcé la volonté du gouvernement de poursuivre une politique monétaire déflationniste. Cependant la démonétisation de l'économie ne doit pas être poussée plus loin sans une étude approfondie de ses conséquences qui peuvent être néfastes pour la croissance économique et aller à l'encontre des objectifs poursuivis. Mais les octrois de crédit doivent être plus directement orientés vers l'augmentation de la production et la promotion des activités du secteur privé notamment l'agriculture et la petite entreprise.

2.56 La détérioration de la situation nette des avoirs en devises étrangères (de 32 millions de dollars en 1973 à -195 millions de dollars 17,7% en 1979) démontre l'incapacité dans laquelle se trouve la Guinée d'accroître de façon substantielle ses réserves en devises étrangères (qui représentent actuellement environ un mois d'importations); elle reflète aussi l'augmentation de ses engagements extérieurs: du fait des problèmes de balance de paiements de la Guinée ses engagements extérieurs ont été multipliés par 3,5 au cours des cinq dernières années--soit un taux de croissance supérieur à 27% par an.

G. Prix

2.57 Peu de données sont disponibles sur les prix. Depuis l'indépendance, la Guinée a cessé de produire un indice des prix de gros et de détail. Les prix sont fixés par l'Etat sur la base de critères économiques divers. D'une part, les prix agricoles à la production, les prix industriels et les prix des services, d'autre part les prix d'exportation et les prix intérieurs des biens de première nécessité distribués par les circuits officiels sont soumis à un système complet de contrôle des prix. Les prix des autres produits commercialisés par les entreprises publiques sont déterminés par l'addition d'une marge préalablement définie à la valeur CAF des importations. Tous les biens commercialisés par les entreprises d'Etat sont vendus à un prix uniforme sur l'ensemble du territoire, ce qui suppose une subvention croisée en faveur des régions éloignées. Un grand nombre de produits sont rationnés, y compris les produits alimentaires de base.

2.58 L'étude des prix de détail de certains produits essentiels montre qu'ils ont augmenté de façon sensible.

Moyenne annuelle de la hausse des prix officiels de certains produits types (en pourcentages)

	<u>1957-78</u>	<u>1968-78</u>	<u>1971-78</u>
Riz	6,7	10,3	4,2
Sucre	10,1	14,3	
Viande			5,2
Sel		8,8	
Savon		7,9	
Essence		7,6	
Textiles		7,9-8,5	

2.59 Les fréquentes pénuries et l'importance des transferts en nature et en espèces à l'intérieur de la "famille élargie" ont facilité le développement d'un marché parallèle important, où les prix sont très supérieurs aux prix officiels. Il semble cependant que les prix du marché parallèle aient diminué en 1977 et soient restés stables depuis 1978, en raison de la politique déflationniste du gouvernement, de la libéralisation du commerce privé et de l'augmentation des importations effectuées par des Guinéens non-résidents revenant de l'étranger.

III - EVOLUTION DES PRINCIPAUX SECTEURS

A. Enseignement et emploi

3.01 Depuis l'indépendance, la Guinée a fait preuve d'une persévérance exceptionnelle dans la mise en oeuvre d'une des réformes les plus profondes du système d'enseignement qui ait jamais été entreprise en Afrique de l'Ouest: emploi des langues du pays dans l'enseignement primaire et participation obligatoire des élèves à des travaux pratiques de caractère productif, principalement dans l'agriculture. Le système d'enseignement a été adapté pour qu'il corresponde aux valeurs culturelles et sociales d'un pays socialiste. Tout en accomplissant cette réforme, la Guinée a réussi à augmenter rapidement les taux de scolarisation et à former un grand nombre de cadres et de techniciens. Mais peu d'efforts ont été faits pour adapter le taux d'expansion de l'enseignement aux objectifs économiques et aux besoins futurs du pays en main d'oeuvre; de ce fait, beaucoup d'élèves guinéens quittent l'école sans avoir reçu la formation professionnelle nécessaire et ne peuvent guère être intégrés dans le système économique guinéen. En outre, l'ampleur de la réforme et l'augmentation rapide du taux de scolarisation ont nécessairement affecté la qualité de l'enseignement.

3.02 Le total des élèves dans l'ensemble des institutions d'enseignement est passé de 45.000 en 1958 à 363.000 en 1978/79, soit un taux moyen d'expansion de 11% par an. La croissance de l'enseignement primaire a été relativement modeste par rapport à celle de l'enseignement secondaire, technique et supérieur dont les effectifs ont été multipliés par 43 de 1958 à 1978/79, passant de 2.547 à 110.686 élèves, soit un taux annuel de croissance de 21% (Tableau 19). L'effectif du corps enseignant a augmenté de 13,2% par an au cours de cette période; une grande partie des professeurs expatriés ont été remplacés par des Guinéens; en 1977/78, 22% des professeurs de l'enseignement supérieur étaient encore des expatriés.

Tableau 19: EFFECTIFS DE L'ENSEIGNEMENT DE 1958 A 1978

	1958	1968	1978/79	Taux de croissance	
	(en milliers d'élèves)			1958-78	1968-78
Effectifs totaux	45,1	174,2	362,8	11,0%	7,6%
Enseignement primaire	42,5	144,4	252,1	9,3%	5,7%
Enseignement secondaire	2,5	29,1	89,9	19,5%	11,9%
Enseignement supérieur	-	0,6	20,7		41,5%

Source: UNESCO: Education- Priorités et perspectives (juillet 1980).

3.03 Au cours de la période 1977-79, les dépenses d'enseignement correspondaient à 4,2% du PIB de la Guinée, proportion moyenne pour l'Afrique de l'Ouest; elles absorbaient 24,3% du budget ordinaire et 12,9% du total des dépenses publiques. La plupart des autres pays d'Afrique de l'Ouest affectent une plus grande partie de leurs dépenses publiques à l'enseignement: 19 à 20% au Congo, au Ghana et en Mauritanie, 23% au Sénégal, en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone et plus de 30% au Mali et au Bénin. 1/ Cependant, ce type de comparaisons chiffrées est trompeur, du fait des différences dans la structure des dépenses publiques. Comme dans les pays voisins les moins avancés, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire guinéen représente actuellement 34% du nombre d'enfants d'âge scolaire. Au contraire le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire et technique (environ 15%) est analogue à celui des pays les plus développés de la région; quant au taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur (6,9%), il est très supérieur à celui de tous les autres pays africains. L'aide étrangère au secteur de l'enseignement est relativement modeste.

3.04 Les résultats médiocres obtenus en matière de scolarisation au niveau primaire, ainsi que dans les campagnes d'alphabétisation des adultes en milieu rural, sont particulièrement décevants; ce facteur a de graves conséquences pour le secteur agricole. Le taux de scolarisation primaire des enfants de 7 à 12 ans ne dépassait pas 25% dans la région de Labé, 26% dans celle de Kankan et 30% dans celle de Kindia, contre 48% à Conakry. C'est seulement 24% des filles qui vont à l'école primaire, contre 45% des garçons. La situation s'explique de la façon suivante: premièrement, les familles emploient intensivement les enfants, surtout les filles, pour les travaux agricoles et ménagers; deuxièmement, certains milieux musulmans sont hostiles à l'enseignement laïque; enfin, troisièmement, les collectivités locales (PRL) ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour construire et équiper les écoles primaires. Pour améliorer la productivité de l'agriculture, il est indispensable d'alphabétiser la population rurale.

1/ Banque Mondiale: Comparative Education Indicators du 18 juin 1980 (proportion des dépenses publiques et du secteur parapublic affectées à l'enseignement). L'enseignement absorbe environ 40% des dépenses du budget ordinaire en Côte d'Ivoire, mais seulement 22% de celui du Sénégal.

3.05 Quels que soient les résultats obtenus par le gouvernement, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur, il y a encore de nombreux problèmes à résoudre. A la fin de leurs études la plupart des élèves n'ont pas les qualifications requises pour trouver un emploi dans l'économie guinéenne. Le nombre de diplômés de l'Université, et aussi dans une certaine mesure le nombre de techniciens, dépasse de beaucoup le nombre de ceux que l'économie peut absorber; en sens inverse, il n'y a pas assez d'ouvriers qualifiés dans l'industrie et le bâtiment et d'agents d'encadrement dans l'agriculture; le nombre des cadres administratifs et des gestionnaires est également insuffisant. En outre, l'expansion rapide de l'enseignement, le manque d'installations et de matériel (écoles, bibliothèques, laboratoires), l'insuffisance de la formation des enseignants et, dans une certaine mesure, des programmes ont eu pour effet une diminution de la qualité de l'enseignement. 1/

3.06 La Guinée doit aujourd'hui faire face à un manque de personnel technique et administratif bien formé, qui s'explique d'une part par le fait que depuis son indépendance le pays hésite à employer du personnel expatrié, d'autre part parce que la formation pratique est encore insuffisante. Ces différents facteurs affectent l'efficacité du pays dans le domaine de la préparation, de l'exécution et du suivi des projets, ce qui limite le volume des apports de capitaux étrangers et rend en fait nécessaire l'emploi d'une assistance technique importante. Afin d'améliorer cette situation, le Gouvernement vient de créer en 1981 un Ministère de l'Enseignement Technique Moyen et de la Formation Professionnelle, qui a pour objectif notamment la formation des techniciens et d'ouvriers qualifiés plutôt que des cadres supérieurs.

3.07 Il n'y a pas en Guinée de marché du travail au sens classique du terme. La loi garantit l'emploi dans le secteur public à tout élève qui a accompli avec succès un cycle de quinze ans d'études. La plus grande partie de la population travaille pour son compte dans de petites exploitations agricoles pour la consommation familiale; le secteur privé est peu développé et emploie très peu de salariés. L'offre et la demande de main d'oeuvre ne font pas l'objet d'une planification adéquate; le placement des anciens élèves est décidé conjointement par le Ministère de l'Education et le Ministère du Travail. Par conséquent, la structure de l'emploi dans le secteur moderne est le résultat de la politique suivie dans le domaine de l'enseignement; cependant, il n'existe aucun mécanisme de planification permettant d'harmoniser la politique de l'enseignement et l'emploi et d'orienter l'enseignement en fonction des besoins de l'économie. En 1978, le total de la main d'oeuvre était estimé à 2,3 millions, soit 45% d'une population totale d'environ 5,1 millions d'habitants. La population active (y compris les étudiants et les militaires) comprend environ 70% de la population totale. Environ 83% de la main d'oeuvre travaille pour son compte dans le secteur rural. Sur les 400.000 autres, approximativement 140.000 étaient en 1979 employés dans le secteur moderne: services publics et entreprises parapubliques (y compris les sociétés minières et les entreprises connexes), dont 28% de fonctionnaires (Tableau 20). Le reste de la main d'oeuvre ou bien est employé par le secteur privé formel ou informel ou bien travaille pour son compte ou bien est sans emploi.

Tableau 20: SALARIES OFFICIELLEMENT DECLARES EN 1979 1/

	Nombre	Proportion (%)
<u>Total</u>	<u>140.830</u>	<u>100</u>
Administration	39.370	28
Entreprises publiques et parapubliques	101.460	72
- Secteur agricole	33.900	24,1
- Mines	11.301	8
- Industries de transformation	7.482	5,3
- Bâtiments	12.576	9
- Transports	9.353	6,6
- Services publics	8.815	6,3
- Secteur bancaire et commercial	12.808	9,1
- Tourisme	3.125	2,2
- divers	2.100	1,5

1/ Non compris l'armée et la police.

Note: Les chiffres ont été arrondis.

3.08 L'échelle des traitements et salaires de tous les agents du secteur public est fixée par décret présidentiel et n'a pas été modifiée de 1965 à juillet 1980. Jusqu'à l'augmentation récente des salaires, sur laquelle nous ne disposons pas d'information détaillée, l'échelle des traitements et salaires comprenait sept grades, allant du grade A (cadres supérieurs) au grade G (ouvriers non qualifiés). A chaque grade correspondait une échelle de salaires comportant généralement une dizaine d'échelons. Les salaires variaient entre 800 sylis par mois (le minimum du grade G) et 14.000 sylis par mois (le maximum du grade A). Les salaires moyens (y compris les allocations familiales) variaient entre 3.000 et 3.500 sylis par mois (160 à 180 dollars EU) dans le secteur public. Les salaires des entreprises publiques tendent à être plus élevés. Cependant les fonctionnaires et les agents des entreprises publiques ont des facilités pour s'approvisionner en produits alimentaires et biens de consommation sur le marché officiel: cet avantage augmente le pouvoir d'achat de leurs traitements et salaire par rapport au revenu des petits exploitants agricoles. Les cadres supérieurs des entreprises reçoivent aussi des indemnités de logement et de transport. Les salaires varient peu selon les secteurs. Ce facteur et la garantie de l'emploi ont pour effet d'affaiblir toute concurrence entre les diplômés de l'Université. La suspension ou le renvoi sont des mesures rares et les résultats médiocres sont seulement sanctionnés par des pénalités telles que l'absence d'avancement. Les syndicats ont été remplacés par des organisations de travailleurs qui confient à des comités de travailleurs les relations avec la direction de l'entreprise. La stabilité des salaires et la sécurité de l'emploi n'encouragent guère les augmentations de productivité dans le secteur public ou n'incitent pas les employés à améliorer leur compétence professionnelle.

3.09 L'augmentation du nombre d'étudiants formés par le système d'enseignement pose de graves problèmes, dans la mesure où la quasi stagnation du secteur moderne depuis six ans ne facilite pas l'absorption des très nombreux diplômés de l'Université et des écoles techniques. Les administrations publiques qui embauchent une forte proportion des anciens élèves (35% en 1978) ne pourront pas maintenir ce taux d'embauche au cours de la présente décennie. On estime que l'enseignement supérieur produira environ 90.000 diplômés du niveau B et C au cours de la période 1980-1985; ce chiffre est très supérieur à l'offre d'emploi dans le secteur moderne. Le plan quinquennal 1981-1985 se propose de réduire le déséquilibre existant entre la formation des cadres supérieurs, moyens et ouvriers qualifiés et à cette fin de diminuer d'environ 50 pourcent le nombre des étudiants au niveau universitaire. L'africanisation des entreprises minières offrirait peu de possibilités d'emploi car celles-ci avaient à peine 300 cadres étrangers en 1978. L'absence de marché de la main d'oeuvre en dehors du secteur public peut freiner le développement des entreprises privées et décourager les investisseurs étrangers. En sens inverse, le développement d'un tel marché stimulerait l'initiative privée et encouragerait étudiants et agents du secteur public à travailler de façon plus efficace.

B. Le Secteur Rural

3.10 L'agriculture emploie environ 83% de la population. La part de l'agriculture dans le PIB est tombée de 58% en 1973 à 41% en 1979. On estime que le produit agricole a diminué depuis 1973 tant en valeur relative qu'en valeur absolue, ce qui s'explique principalement par l'augmentation de la valeur ajoutée du secteur minier et des activités connexes. Selon les estimations, l'ensemble du secteur rural (élevage, sylviculture et pêche compris) a diminué de 0,7% par an en termes réels entre 1973 et 1979. L'utilisation des prix officiels pour mesurer la production agricole a pu avoir pour effet de sousestimer la valeur ajoutée réelle du secteur. Il n'en reste pas moins que le secteur rural est de moins en moins capable de satisfaire la demande intérieure de produits alimentaires, de produire les matières premières nécessaires aux industries agricoles et d'exporter.

3.11 La Guinée qui, avant l'indépendance, pouvait satisfaire ses besoins alimentaires, a investi massivement dans la mécanisation de l'agriculture et cependant doit aujourd'hui importer des quantités importantes de produits alimentaires: plus de 100.000 tonnes, estime-t-on, en 1978, dont plus de 90.000 tonnes de céréales. Au cours de la période 1975-1977, le gouvernement a créé 2.098 brigades mécanisées de production (BMP) et 2.211 brigades de culture attelée (BAP); à ces brigades ont été donnés 450.000 hectares de terres à cultiver 1/ et une aide considérable sous la forme de matériel, de soutien logistique et de services divers. La gestion médiocre des brigades et les faibles rendements obtenus ont limité la contribution qu'elles ont pu apporter à la production agricole. L'échec de la mécanisation s'explique principalement par l'insuffisance de la formation, le paupvreté des sols, le manque de pièces

1/ L'Etat est propriétaire de la terre.

par l'insuffisance de la formation, le pauvreté des sols, le manque de pièces de rechange et de carburant, la faiblesse des opérations d'entretien et le fait que la mécanisation du labour n'a pas été combinée avec l'amélioration des techniques agricoles. Le désherbage et la récolte continuent d'être faits à la main; l'emploi de variétés améliorées et l'application d'engrais restent encore très limités. En outre, la mécanisation du labour n'est pas pratiquée de façon adéquate et augmente les risques d'érosion. L'un des principaux autres obstacles au développement de l'agriculture a été l'absence d'incitations à la petite exploitation agricole et la médiocre qualité des services rendus par les entreprises d'Etat dans le transport, la transformation et le commerce des produits agricoles et dans la gestion du crédit etc... La sécheresse de 1977-78 et les attaques d'insectes en 1979 ont encore diminué les surfaces cultivées et les rendements. En ce qui concerne par exemple le riz (qui est à la base de la nourriture guinéenne) les surfaces cultivées, qui atteignaient 459.000 à 473.000 hectares en 1973-76, ne dépassaient pas 400.000 à 406.000 hectares en 1976-79; la production est tombée de plus de 425.000 tonnes en 1976 à environ 360.000 tonnes en 1979, forçant le gouvernement à porter ses importations de riz à environ 67.000 tonnes en 1978, dont les deux tiers ont été financés par l'aide alimentaire.

3.12 Les exportations agricoles ont fortement diminué. En outre, la mise en service de l'usine d'alumine de Fria en 1961 et des mines de bauxite de Boké et de Débelé en 1973-74 a transformé la structure des exportations guinéennes. Des plantations ont été abandonnées ou mal gérées; de nouvelles plantations n'ont pas été créées à cause du manque de devises, ou, quand elles l'ont été, n'ont pas été source d'exportations, à cause de l'inefficacité des entreprises publiques de transports et de commercialisation. Les petits exploitants ont décidé de ne pas produire pour le commerce d'Etat en raison du manque de stimulants. Les exportations agricoles ne représentaient en 1978 que 11% du volume atteint avant l'indépendance (voir aussi Chapitre II, Section D.). En outre, le manque de matières premières agricoles est l'une des principales raisons pour lesquelles les industries agricoles opèrent bien en dessous de leur capacité. Ce phénomène s'explique en partie par les facteurs suivants: les plantations industrielles ont été mal entretenues et souvent abandonnées et les petites exploitations paysannes limitent leurs activités aux cultures de subsistance.

3.13 Bien que la quasi totalité de la production vivrière provienne des petites exploitations paysannes, les programmes gouvernementaux ont très peu fait pour ces exploitations (très récemment cependant le gouvernement a manifesté plus d'intérêt pour l'agriculture paysanne 1/). La promotion de projets de plantation à haute intensité de capital au moyen de subventions directes ou indirectes du gouvernement risque de concurrencer les petites exploitations paysannes et de réduire encore leur motivation de produire au delà des besoins de la consommation familiale. Une stratégie de développement rural visant à ranimer la petite exploitation agricole aurait plus de chances

1/ Voir le discours du Président à l'ouverture de la Conférence économique nationale (Horoya du 16 février 1980).

de succès; en effet de tels investissements ont habituellement un rendement élevé et même une augmentation marginale de la productivité et des rendements peut avoir des résultats très importants du fait de la taille de ce secteur. L'expérience du Groupe de la Banque en Guinée et dans d'autres pays montre que faciles à développer sur une plus grande échelle. Dans le domaine agricole il s'agirait de donner aux éleveurs les encouragements appropriés, 1/ de diffuser des variétés améliorées, d'employer des engrais et des insecticides, d'adopter un meilleur espacement des semis, et de meilleures techniques de désherbage, de remplacer les techniques de plantation directe du paddy dans les bas-fonds par la transplantation, de procéder à des aménagements hydro-agricoles très simples en employant des techniques de construction à forte intensité de travail, etc. Dans le domaine de l'élevage, il s'agirait d'intensifier les campagnes de vaccination et de santé animale, et de distribuer des pierres à lécher. Il est également très important de généraliser l'accès à l'enseignement primaire pour réduire le taux d'analphabétisation et de cette façon, accroître la productivité agricole. Une étude en cours étudie les différentes solutions qui peuvent être envisagées par le gouvernement en matière de prix et de commercialisation des produits agricoles, des biens de consommation et des facteurs de production pour inciter les paysans à augmenter leur production en vue de diminuer les importations de produits alimentaires et d'accroître les exportations.

3.14 Néanmoins, le programme agricole du gouvernement continue de donner la priorité aux grandes opérations de mécanisation. En 1979, le gouvernement a décidé de créer 320 fermes agro-pastorales d'arrondissement (FAPA) dont la main d'oeuvre est constituée par de jeunes diplômés des écoles agricoles. 2/ On espère que ces fermes non seulement produiront un excédent de céréales, de légumes et de produits de l'élevage, mais encore serviront à encadrer les brigades de production et les producteurs individuels. Il est prévu que les FAPA devront être capables de couvrir leurs dépenses en trois ans et pourront ensuite fonctionner comme des entreprises autonomes dont les risques et les bénéfices sont supportés par leurs agents. Toutefois l'Etat financera les salaires des agronomes et des techniciens pendant les trois premières années. Bien qu'il soit encore prématuré de porter un jugement sur cette expérience, il serait imprudent d'en attendre d'excellents résultats: le capital initial et les moyens financiers des FAPA sont insuffisants; elles n'ont qu'un accès limité à l'aide étrangère pour leurs investissements et aux ressources nationales

1/ L'introduction des incitations à la production est entravée par le caractère complexe des mesures requises dans les domaines du marketing, de la distribution et de l'ajustement des prix, ainsi que par la pénurie de devises. Le Gouvernement espère accélérer cette action par la libéralisation du commerce privé.

2/ Dès 1973, le gouvernement a cherché à promouvoir des "sociétés coopératives socialistes" qui seraient le produit des écoles rurales (Horoya du 14 juin 1973). L'addition en 1973 d'une 13^{ème} année d'étude dans 200 écoles visait à former 6 à 7.000 diplômés pour ces coopératives, et faciliter ainsi le placement des étudiants sortants des facultés agro-zootecniques.

pour le financement des importations de pièces de rechange, d'engrais etc...; leurs cadres de direction et leurs techniciens manquent d'expérience et les résultats obtenus dans ce domaine tant en Guinée que dans d'autres pays ne sont pas très encourageants. Parallèlement à la création des FAPA, le gouvernement a décidé de consolider les BMP et les BAP en Fermes agricoles communales (FAC).

3.15 En matière de plantations industrielles le gouvernement encourage plusieurs grands projets qui portent sur une superficie totale de près de 500.000 hectares; ces projets, qui visent à la production de riz, de soja, de cacao, de café, d'huile de palme et de caoutchouc, ont été préparés en collaboration avec des firmes étrangères et emploieraient du matériel moderne et des techniques de production sophistiquées. Les plus avancés de ces projets sont les plantations de riz et soja dans la région de Kankan (Haute Guinée) avec l'aide de Western Cereals (Etats-Unis), des projets de plantations de produits tropicaux en zone forestière qui ont été identifiés par SOCFINCO (Belgique) et le projet d'élevage et d'irrigation de SAPAL dans la région de Faranah (Haute Guinée). Ces projets sont destinés à fonctionner comme des "enclaves" gérées par des sociétés privées ou des entreprises publiques; d'importants concours privés seront complétés dans toute la mesure du possible par des aides publiques.

3.16 En février 1979, la Guinée a créé, conjointement avec Western Cereals, la Société agro-industrielle de Guinée (SOAGRI) dont 80% du capital est guinéen, 20% étranger. Le premier objectif de cette association est de créer une plantation de riz irrigué de 10.000 hectares qui produirait et traiterait 50.000 tonnes de riz par an. Cette production viserait à remplacer les importations actuelles de riz et le gouvernement affecterait les devises étrangères qui servent à financer les importations de riz à l'amortissement des coûts en capital du projet; le coût de cette première phase était estimé à plus de 56 millions de dollars EU en 1979; sa réalisation devrait s'étendre sur cinq à six ans. La deuxième phase comprendrait le développement sur 10 ans d'une exploitation de 150.000 hectares de soja, qui produirait environ 300.000 tonnes de soja pour l'exportation. Les coûts d'investissement de cette deuxième phase étaient estimés à 200 millions de dollars EU. L'accord créant SOAGRI a pour objectif ultime la culture de 30.000 hectares de riz et de 150.000 hectares de soja 11 à 12 ans après le début du projet. Le gouvernement a annoncé son intention d'entamer les travaux de construction en 1980, bien que d'importants éléments d'information sur les aspects techniques, économiques et financiers du projet n'aient pas encore été réunis et qu'on puisse avoir de sérieux doutes sur sa justification.

3.17 SOCFINCO - VAN LANCKER (Belgique) a identifié plusieurs projets, principalement en Guinée forestière, pour la production de caoutchouc (30.000 hectares dans les régions de Yomou et de Lola), de café (15.000 hectares dans les régions de Macenta, Lola, N'Zérékoré et Gueckédou), de cacao (15.000 hectares dans les régions de Macenta, de Lola et de N'Zérékoré), de palmier à huile (20.000 hectares dans les régions de Yomou et de N'Zérékoré), de cocotier (8.000 hectares dans la région de Forecariah); la société prévoit aussi un ranch d'élevage (23.000 bovins dans la région de Beyla) et la production de semences sélectionnées (1.510 hectares dans la région de Kankan). L'investis-

sement total est estimé à 370 millions de dollars EU en prix de 1980. La plupart de ces projets viseraient à reconstituer le potentiel d'exportations agricoles qui existait avant l'indépendance; ils paraissent conformes aux avantages comparatifs de la Guinée et des régions concernées en matière de cultures tropicales. Les études sont assez détaillées pour donner au gouvernement et aux sources de financement extérieures les moyens nécessaires pour une première évaluation de la justification du projet.

3.18 Le projet SAPAL qui serait situé dans la zone de Faranah (Haute Guinée) prévoit le développement d'un ranch d'élevage de 30.000 bovins et d'un élevage industriel de volaille; il prévoit également l'irrigation de 20.000 hectares pour la production de légumes et d'aliments pour les volailles.

3.19 La Guinée dispose d'un potentiel hydraulique qui lui permettrait d'optimiser l'emploi des ressources en eau dans le secteur agricole. Certes l'irrigation n'est pas absolument indispensable; en effet la plus grande partie du pays reçoit des pluies suffisantes pour des cultures sèches; néanmoins un meilleur contrôle de l'eau permettrait d'accroître les rendements, de diversifier les cultures, et de stabiliser la production. Sauf le Fouta Djallon et les montagnes du Sud-Est, toutes les régions de la Guinée ont un potentiel hydraulique à long terme important pour l'irrigation et/ou le contrôle de l'eau:

- (a) en Haute Guinée, l'aménagement des fleuves Niger, Tinkisso, Millo, Fie et de leurs affluents permettrait la réalisation de projets économiques d'irrigation--pour les petites exploitations et les grandes plantations--dans le bassin de ces fleuves;
- (b) en zone forestière, le contrôle des fleuves et rivières permettrait d'augmenter la production des cultures de bas-fonds, principalement celles des petites exploitations;
- (c) les zones côtières de la Guinée Maritime sont propices à la culture intensive du riz dans les lagunes salées e d'autres cultures dans les marais côtiers; enfin
- (d) les plaines de la région de Gaoual-Koundara au nord du Fouta Djallon ont un potentiel hydroagricole plus modeste mais de même nature que la Haute Guinée.

Bien que le développement de l'irrigation soit plus simple en Guinée que dans les pays Sahéliens, il suppose néanmoins des investissements importants pour l'installation et le fonctionnement de systèmes de pompage en Haute Guinée, le contrôle de la salinité en Guinée Maritime etc. 1/ Il est donc très important d'étudier avec soin la viabilité économique et financière de ces projets.

1/ Pour une analyse plus détaillée de ces problèmes, consulter l'étude de factibilité du Projet de développement rizicole par la SOGREAH (juin 1977).

C. Le Secteur minier

3.20 Le secteur minier, qui emploie 6.400 personnes, comprend trois grandes entreprises: la CBG (Compagnie des Bauxites de Guinée), l'OBK (Office des Bauxites de Kindia) et FRIGUIA. La production totale de bauxite dépasse 12 millions de tonnes par an, dont environ 2 millions de tonnes servent à fabriquer 600.000 tonnes d'alumine. En 1979, le secteur minier représentait 18,5% du PIB, contre 4,2% en 1973; en outre, les exportations de bauxite et d'alumine de l'année atteignaient 360 millions de dollars EU, soit plus de 96% des recettes totales d'exportation. Les recettes en devises convertibles du secteur minier, nettes des coûts d'exportation en devises et des paiements au titre de la rémunération des facteurs, dépassent 130 millions de dollars EU (Tableau 17). Les entreprises minières fonctionnent de façon assez satisfaisante, mais sous la forme d'enclaves sans rapports importants avec le reste de l'économie guinéenne.

3.21 La CBG est la plus importante des entreprises guinéennes; elle possède et exploite la mine de bauxite de Sangarédi (l'une des plus importantes du monde) ainsi que les installations de traitement et de stockage et les installations portuaires de Kamsar. La CBG, créée en 1963, est une société mixte associant la Guinée (49%) et le Consortium HALCO (51%). Les fonds propres ont été apportés par Aluminum Company of America (ALCOA), Harvey Aluminum Werke (Allemagne de l'Ouest) Péchiney (France) et Montecatini-Edison (Italie). Pour le financement de l'investissement, 363 millions de dollars EU ont été empruntés par HALCO (245 millions de dollars EU), le gouvernement (deux prêts de la BIRD d'un montant total de 73,5 millions de dollars EU) et la CBG (44,5 millions de dollars EU). Les réserves prouvées de Sangarédi étaient estimées en octobre 1979 à 121 millions de tonnes d'un minerai d'excellente qualité dont la teneur en alumine était de 60,5%. Mais en fait les réserves totales du gisement de Sangarédi sont estimées à environ 200 millions de tonnes de minerai à haute teneur et on estime que les réserves totales de la région de Boké atteignent au moins 1.750 millions de tonnes. La production a commencé en août 1973. La capacité actuelle des installations de la CBG atteint 9 millions de tonnes par an; la compagnie emploie 2.100 salariés--2.750 si l'on inclut le personnel de l'Office d'Aménagement de Boké (OFAB)--et produit environ 8 millions de tonnes de bauxite par an, qui rapportent environ 200 millions de dollars EU de recettes d'exportation, dont près de la moitié sont pour le gouvernement des gains nets en devises étrangères. Les réserves identifiées et l'infrastructure existante permettraient d'accroître la production d'environ 3 millions de tonnes par an.

3.22 FRIGUIA possède et exploite la mine de Fria-Kimbo, l'usine d'alumine de Fria, et des installations ferroviaires et portuaires. FRIGUIA est une société mixte associant la Guinée (49%) et FRIALCO, un consortium privé de producteurs d'aluminium français (Péchiney), américains (Noranda), britanniques (BACO), suisses (Alusuisse) et d'Allemagne de l'Ouest (VAW). La compagnie produit environ 2 millions de tonnes par an de bauxite de qualité moyenne (teneur en alumine de 46,5% et teneur en silice de 2,5%). Les réserves prouvées atteignent 31 millions de tonnes; mais les réserves probables--dans un rayon de 12 kilomètres de la mine--atteignent 200 millions de tonnes de minerai de

qualité analogue. Si l'on prend en considération d'autres gisements situés à une distance de 50 km, les réserves probables augmentent encore de 215 millions de tonnes: FRIGUIA a commencé à produire en 1960, mais la capacité théorique de l'usine d'alumine (700.000 tonnes par an) n'a encore jamais été atteinte. La production annuelle d'alumine varie entre 600.000 et 650.000 tonnes. L'alumine est achetée par les membres de FRIALCO à des prix contractuels indexés sur les prix mondiaux de l'aluminium et du pétrole. FRIGUIA emploie environ 2.000 personnes; ses recettes brutes d'exportation atteignent environ 100 millions de dollars EU par an, dont près d'un quart sont pour le gouvernement des gains nets en devises étrangères. En juillet 1975 Péchiney a soumis un plan d'expansion de la capacité à 1,3 millions de tonnes par an. Les membres de FRIALCO ont marqué leur intérêt pour ce projet--dont le coût dépasserait 700 millions de dollars EU en prix courants--mais le financement n'a pas encore été obtenu. Une étude de factibilité est en cours d'exécution; elle devait être terminée vers la fin de 1980.

3.23 La société d'Etat OBK possède et exploite la mine de Dèbélé et des installations portuaires et ferroviaires. Réalisé avec l'aide de l'Union Soviétique, l'investissement a coûté environ 100 millions de dollars EU: les réserves prouvées de la mine étaient estimées à 31 millions de tonnes en juillet 1979. On pense que des gisements plus importants existent dans la région du plateau de Kindia. La capacité annuelle théorique d'OBK est évaluée à 3 ou 3,5 millions de tonnes; la production, qui a commencé en juin 1974, atteint environ 2,5 à 2,6 millions de tonnes de bauxite de qualité moyenne, dont la teneur en alumine est de 48%. L'Union Soviétique importe 90% de la production. La moitié des recettes d'exportation est affectée au service des emprunts à moyen et à long terme de la Guinée à l'URSS; 40% des recettes d'exportation servent à financer des importations en provenance de l'URSS dans le cadre d'accords bilatéraux de clearing (ces importations comprennent les biens et fournitures importés par OBK pour ses propres besoins). Les 10% restants correspondent à des exportations vers l'URSS ou d'autres pays d'Europe de l'Est, dans le cadre d'accords bilatéraux. L'OBK emploie 1.700 personnes; les recettes d'exportation atteignent environ 50 millions de dollars EU par an.

3.24 Outre l'expansion éventuelle des exploitations minières ci-dessus, un autre grand projet minier est à un stade avancé de préparation: il s'agit du projet de mine de fer de Mifergui-Nimba, au Sud-Est de la Guinée, près de la frontière du Libéria. Mifergui-Nimba est une société mixte fondée en 1973 entre la Guinée (50%) et plusieurs sociétés d'Algérie, du Japon, d'Egypte, de France, du Libéria et d'Espagne; l'objet de la société est de développer et d'exploiter les gisements d'hématite à ciel ouvert du Mont Nimba. Il s'agit en fait de trois grands gisements d'hématite dont les réserves atteignent au total 800 millions de tonnes de minerai d'une qualité exceptionnelle (une teneur en fer de 65 à 67%). Les études de factibilité et d'engineering ont démontré qu'il était possible de réaliser un premier projet qui serait basé sur l'exploitation du gisement Pierre Richaud (300 millions de tonnes de minerai d'une teneur moyenne en fer de 66,7%) et produirait 15 millions de tonnes. Le coût d'investissement est estimé à environ 1 milliard de dollars EU, en prix de 1979. L'exécution du projet de Mifergui-Nimba dépend de la solution de plusieurs problèmes, notamment la conclusion d'accords de transport adéquats avec LAMCO (Liberia) pour l'utilisation du chemin de fer libérien de

la société et de ses installations portuaires à Buchanan, la conclusion d'accords fermes pour la commercialisation du minerai et le choix d'un partenaire technique de qualité. D'après des indications récentes, il semble que les problèmes de transports et de choix du partenaire technique puissent être résolus de façon favorable, ce qui permettrait de faire démarrer le projet dès 1985-86.

3.25 L'abondance des ressources minières de la Guinée a permis d'identifier un certain nombre d'autres projets de bauxite (Aye-Koyé, Dabola, Tougue et Gaoual), de minerai de fer (Simandou) et de ciment (Lebekere, Kindia, Siguiri). Des gisements d'uranium font l'objet de recherches géologiques exécutées par COGEMA (France), AGIP (Italie) et PNC (Japon) dans le cadre d'un protocole conclu avec le gouvernement. L'exploitation commerciale des diamants, qui a été interrompue il y a dix ans, devait reprendre en 1980 grâce à l'ouverture d'une mine et d'une installation de traitement à Conakry d'une capacité de 10.000 à 20.000 carats par mois; ce projet est réalisé en association avec Charles Anthony Diamonds Inc. (Salt Lake City USA).

3.26 L'exploitation des vastes ressources minières de la Guinée est freinée par le coût élevé des investissements, par l'importance des infrastructures nécessaires, par la stagnation générale des marchés du minerai de fer et de la bauxite et par la concurrence de projets analogues dans d'autres pays.

D. Industrie

3.27 Le secteur industriel moderne comprend 34 entreprises publiques placées sous le contrôle de l'Office de Coordination Financière de l'Industrie (OCOFI) et environ 26 entreprises privées. 1/ Les entreprises d'Etat du secteur industriel sont peu nombreuses, mais elles ont joué un rôle important dans la stratégie de développement du gouvernement depuis l'indépendance. Une part considérable des investissements prévus dans le cadre des deux premiers plans de développement (1960-63 et 1964-71) était destinée au financement de projets industriels. Au cours de la période 1976-79, les entreprises d'Etat du secteur industriel ont absorbé 60% des investissements fixes des entreprises publiques et 67% des nouveaux emprunts extérieurs contractés par le gouvernement pour le compte d'entreprises publiques.

3.28 Malgré la priorité accordée par le gouvernement au développement industriel, le secteur joue un rôle négligeable dans la production, l'emploi et les finances publiques du pays (Tableau 21). En 1979, la production des entreprises industrielles d'Etat représentait moins de 5% du PIB; ces entreprises employaient environ 5% de la main d'oeuvre du secteur moderne, soit 0,2% de la population active de la Guinée. Les entreprises privées, en

1/ Le présent chapitre ne traite pas des petites industries et des entreprises traditionnelles; la valeur de leur production n'est pas intégrée dans l'estimation des comptes nationaux.

général très petites, fonctionnent pratiquement comme des entreprises artisanales; elles fabriquent des textiles, des meubles, des produits de beauté et des produits alimentaires pour le marché local. 1/ Les exportations industrielles sont négligeables.

3.29 Sauf quelques exceptions, les entreprises industrielles d'Etat fonctionnent en général à 10 ou 30% de leur capacité: la pénurie de devises ne permet pas de réaliser les renouvellements et les opérations d'entretien nécessaires et limite les importations de matières premières d'origine locale (notamment en matières premières agricoles) est insuffisant; les entreprises rencontrent de sérieux problèmes techniques et de gestion et la commercialisation des produits est inadéquate. Il y a cependant plusieurs entreprises dont la production est proche de la capacité maximum: par exemple l'ENTA qui traite le tabac et produit des allumettes et la SOGUIFAB qui fabrique des objets en aluminium. Ce sont ces entreprises qui réalisent la plus grande partie des bénéfices d'exploitation des entreprises industrielles d'Etat (Tableau 21). Au contraire les entreprises agro-industrielles (sauf l'ENTA) n'utilisent qu'une faible proportion de leur capacité (en moyenne 18% au cours des quatre dernières années). Plus de 60% des entreprises industrielles d'Etat sont situées dans la région de Conakry; elles emploient près de la moitié de la main d'oeuvre du secteur. Les entreprises de la Région Maritime emploient 74% de la main d'oeuvre du secteur, celles de la Région Forestière 12%, celles de Moyenne Guinée 10% et celles de Haute Guinée 4%.

3.30 Depuis 1975, le gouvernement s'intéresse à la remise en état des installations industrielles existantes. Le progrès est lent: il dépend de l'octroi de financements extérieurs pour le renouvellement des immobilisations. Le gouvernement a demandé le financement de la remise en état de 24 des 34 entreprises industrielles existantes; les résultats suivants ont été obtenus:

- (a) une entreprise (SIFRA) a été remise en état et en même temps transformée en Société mixte--SALGUIDA--(jus de fruit et conserves);
- (b) la remise en état de neuf entreprises est en cours, notamment UOA (oxygène et acétylène), SIPECO (fabrication de peinture) et SUBRAGUI (brasserie et boissons gazeuses);
- (c) le financement nécessaire a été obtenu pour trois autres entreprises; les travaux devraient commencer en 1980. Il s'agit de SONFONIA (fabrique de meubles), CTS (usine textile) et FRUITAGUINEE (boissons gazeuses);
- (d) le gouvernement recherche le financement de la remise en état de onze autres entreprises (matériaux de construction; industries alimentaires et agro-industries).

1/ Les statistiques disponibles ne donnent que les chiffres de production des entreprises d'Etat contrôlées par l'OCOFI.

Tableau 21: INDICES CHOISIS DE L'ACTIVITE DES ENTREPRISES D'ETAT en 1979

Sous-Secteurs	Nombre d'entreprises <u>1/</u>	Nombre d'employés	Traitements et salaires ----- (en millions de sylis) -----	Bénéfices (ou pertes) d'exploitation	
				1978	1979 <u>2/</u>
Aliments, boissons et tabac	12	4.347	139,6	271,8	(4,2) <u>3/</u>
Produits chimiques	10	681	22,7	14,6	26,6
Produits métalliques, équipement	4	746	28,8	75,6	43,7
Bois et produits de l'industrie du bois	4 <u>4/</u>	413	13,6	(16,4)	(15,4)
Produits miniers non métalliques	3	124	4,4	(30,3)	(33,7)
Textiles, vêtements et articles en cuir	1	250	7,7	0,5	(26,5)
TOTAL	<u>34</u>	<u>6.561</u>	<u>216,8</u>	<u>315,8</u>	<u>(9,5)</u>

1/ Y compris des entreprises fermées en vue de leur réorganisation.

2/ Les statistiques de 1978 remplacent celles de 1979 quand celles-ci ne sont pas disponibles.

3/ L'usine à cigarettes d'ENTA a été fermée pour réorganisation en 1979; mais les dépenses d'exploitation sont pratiquement restées au niveau de l'année précédente.

4/ L'usine de produits du bois de Seredou n'est pas encore exploitée commercialement.

Source: Guinée: Etude du Secteur des Entreprises Publiques. Rapport No. 3046-GUI (juin 1980).

3.31 Le Troisième Plan de Développement a mis l'accent sur la remise en état d'entreprises existantes plutôt que sur la création de nouvelles industries. Depuis 1975 une seule entreprise nouvelle (ENIPHARGUI: produits pharmaceutiques) a commencé à produire; une autre entreprise a été créée (OFFITAB: produits à base de tabac), mais il s'agit en fait d'une filiale de l'ENTA; enfin sept autres projets sont à un stade avancé d'étude (fabrication de gari; broyage de clinker; travail du bois; deux ateliers de réparation mécanique; et une entreprise de contrôle de qualité). Au total ces projets nécessitent un investissement d'environ 500 millions de sylis (25 millions de dollars EU). En outre 81 millions de sylis ont été dépensés sur un projet de cimenterie à Mali (Haute Guinée), qui a finalement été abandonné. Plusieurs projets industriels sont en cours de négociation avec des sources extérieures de financement: fabrique de chaussure, traitement du compost, transformation du jute, fabrication de gari; l'investissement total envisagé atteindrait 817 millions de sylis (41 millions de dollars EU).

3.32 Le gouvernement étudie la mise au point et le financement de plusieurs grands projets industriels (investissement total de 10 milliards de sylis, soit 500 millions de dollars EU) qui n'en sont encore qu'à un stade très préliminaire: traitement de la ferraille; fabrication de farine; plantation de canne à sucre; cimenterie et extraction de sel marin.

E. Energie et Adduction d'eau

3.33 Le bois de chauffe et le charbon de bois fournissent les deux tiers de la consommation d'énergie de la Guinée; les importations de produits pétroliers fournissent le tiers restant. En 1978, l'électricité d'origine hydraulique fournissait à peine 1% de la consommation d'énergie primaire du pays (Tableau 22). Environ 66% de l'énergie est consommée par les foyers domestiques; 24% sert à des usages industriels, principalement l'extraction et la transformation de la bauxite.

3.34 Le bois de chauffe est encore la principale source d'énergie pour la cuisine et les autres usages domestiques en zone urbaine et rurale. L'emploi intensif du bois entraîne un déboisement particulièrement sensible au nord dans la Région de savane. La mission économique de la Banque a estimé que la forêt a produit 8,5% du PIB de la Guinée en 1979, soit 20,9% de la valeur ajoutée produite par le secteur rural; à titre de comparaison, la contribution de l'ensemble des services publics représentait seulement 0,8% du PIB.

Tableau 22: CONSOMMATION D'ENERGIE PRIMAIRE EN 1978
estimations provisoires

Sur la base de l'équivalent de 1.000 tonnes de pétrole brut:

	Consommation totale	Foyers domestiques	Industrie	Transports <u>2/</u>	Divers
Bois de chauffe et charbon de bois	726	726	--	--	--
Produits pétroliers importés	376	1	259	116	--
Essence	61	--	--	61	--
Diesel	52	--	5	47	--
Carburant pour jet/ kerozène	9	1	--	8	--
Fuel	254	--	254	--	--
Hydroélectricité <u>1/</u>	11	4	4	--	3
TOTAL DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE	1.113	731	263	116	3

1/ Calculé sur la base des distributions d'électricité par la SNE.

2/ Non comprise la consommation de produits pétroliers par la CBG et FRIGUIA.

Source: Rapport d'évaluation sur le Premier Projet d'Energie (Rapport No. 3055 GUI) Estimation des services de la Banque.

3.35 La Guinée importe de grandes quantités de produits pétroliers: près de 400.000 tonnes en 1979, soit plus de 70 millions de dollars EU et plus de 20% du total des importations. Les importations de produits raffinés du secteur public consomment près du tiers des recettes en devises du secteur. Un permis d'exploration pétrolière off-shore sur 22.000 km² de bassin sédimentaire a été accordé à Union of Texas; l'accord a été signé en janvier 1980. Si l'exploration permet de découvrir des gisements d'hydrocarbures commercialement exploitables, une société mixte sera créée entre la Société Guinéenne des Hydrocarbures (SGH) et Union of Texas, chacun des partenaires détenant 50% de la société; la production pourrait commencer dans le délai de dix ans après la découverte. Les réserves et le volume de production éventuelle sont encore inconnus. Le gouvernement est en train de négocier avec des entreprises canadiennes une concession d'exploration pétrolière off-shore.

3.36 La Société Nationale d'Electricité (SNE) dessert Conakry, sa banlieue et 21 villes et villages. Moins de 5% de la population guinéenne a accès à l'électricité; officiellement, 20% seulement des habitants de Conakry s'éclairent à l'électricité. 1/ Alors que les habitants du monde rural sont 4,3 millions, c'est seulement 400.000 environ qui vivent dans des communautés où arrive l'électricité; parmi ces 400.000, 110.000 sont clients de la SNE. Des centrales hydrauliques fournissent 88% des 149 GWh produits par la SNE en 1978 pour le réseau public; les 12% restants proviennent de centrales thermiques qui consomment du fuel diesel importé. La puissance installée de la SNE est d'environ 65 MW, non comprises les centrales d'entreprises, notamment les sociétés minières. L'irrégularité des fournitures d'électricité par la SNE est encore un obstacle au développement industriel. La concentration de la demande industrielle et commerciale et de la population industrielle dans la région côtière devrait permettre de remplacer le carburant importé par de l'électricité produite localement, dont les coûts de transport resteraient faibles.

3.37 Le relief et le régime pluvial de la Guinée lui donnent une capacité théorique d'environ 6.000 MW d'électricité hydraulique, pouvant produire jusqu'à 35.000 GWh par an: ces chiffres ressortent d'un inventaire des sites hydroélectriques du pays fait par l'Electricité de France (EDF) en 1949. Mais comme les pluies sont très saisonnières (de juin à septembre), la construction des barrages et des réservoirs exige des investissements très coûteux. La Banque est l'Agence de l'Exécution d'une étude financée par le PNUD qui vise à mettre au point un Plan Directeur des Ressources hydrauliques du pays. Outre l'identification et l'évaluation préliminaire des principales sources d'hydroélectricité et de leur emploi éventuel, le Plan Directeur étudierait les autres utilisations possibles des ressources hydrauliques du pays: agriculture, approvisionnement de la population en eau et transports fluviaux.

3.38 Le site hydroélectrique le plus important est celui de Souapiti sur le Konkouré. La construction d'un barrage et d'une centrale hydraulique à

1/ En fait le grand nombre de raccords illégaux porte cette proportion à 60%. Voir Rapport d'évaluation de la Banque Mondiale sur le Premier Projet d'Energie (3055 GUI de 1980).

Souapiti coûterait 1.4 milliard de dollars EU; la puissance installée pourrait atteindre 750 MW et la production annuelle 3.700 GWh. Le projet vendrait 63% de sa production à une fonderie d'aluminium produisant 155.000 tonnes d'aluminium par an; le reste serait réservé à la consommation locale dans les zones de Kamsar, Fria, Kindia et Conakry. Le projet intégré de Konkouré est en cours d'évaluation en fonction de facteurs tels que la viabilité d'une fonderie d'aluminium, les possibilités d'approvisionnement en alumine, le coût de l'énergie produite par le barrage de Souapiti, la demande d'électricité, le plan de financement du projet, les dispositions envisagées pour la commercialisation de l'aluminium et la capacité d'absorption de la Guinée pendant la période de construction. Ce projet intégré peut avoir un impact important sur l'ensemble de l'économie guinéenne; mais les risques sont élevés du fait de la dimension de l'investissement et des coûts d'exploitation, du service de la dette, de la nature des bénéfices nets et de l'impact de l'investissement et du coût de l'électricité sur l'ensemble du secteur de l'énergie. Dans sa conception présente, le projet de Konkouré produirait de l'électricité relativement chère, que la fonderie d'aluminium achèterait à des tarifs qui seraient en fait subventionnés par les usagers individuels. Le coût marginal de l'électricité pour les usagers locaux atteindrait un niveau équivalent à neuf fois le tarif actuel de la SNE. Ce facteur risque de décourager les consommateurs éventuels et de maintenir la demande à un niveau inférieur à celui qui serait nécessaire pour assurer la justification économique du projet.

3.39 Le projet de Souapiti influencera toutes les décisions d'investissement dans le secteur de l'énergie. La plus grande partie de la demande industrielle et urbaine est concentrée dans la zone que desservira le réseau de Souapiti; le volume de la production du barrage sera tel qu'il rendra inutile tout autre projet similaire pendant 15 à 20 ans. Par conséquent, avant de prendre une décision finale sur le projet de Souapiti, il convient d'évaluer de façon complète les mérites des autres sites hydrauliques et l'emploi d'autres sources d'énergie, en vue de formuler un plan à long terme du secteur qui soit optimal. L'achèvement des études en cours, des travaux préparatoires--si les études démontrent la justification du projet--et de la construction du projet prendra au minimum huit à dix ans.

3.40 La Guinée n'a pas véritablement de politique des prix de l'énergie et la justification des prix pratiqués est déformée par la surévaluation du syli. La consommation d'énergie est déterminée par l'existence d'un raccordement au réseau et par l'offre effective plutôt que par les prix. Le secteur moderne et la population urbaine bénéficient en fait d'un traitement privilégié en matière d'approvisionnement en produits pétroliers et de fournitures d'électricité. Les tarifs de la SNE n'ont pas été révisés depuis 1975. Au taux de change officiel, ces tarifs sont analogues à ceux des autres pays côtiers d'Afrique de l'Ouest; mais ils ne sont pas suffisants pour permettre une récupération totale des coûts, notamment si le calcul des coûts de fonctionnement des installations de la SNE tient compte du coût réel des devises. Le manque de devises est la principale cause du mauvais entretien.

3.41 La Guinée dispose de ressources hydrauliques importantes; néanmoins ces ressources hydrauliques sont encore mal connues en dehors de la zone de Conakry. La plupart des fleuves sont des cours d'eau permanents qui suffisent,

même en saison sèche, à assurer le ravitaillement en eau des centres urbains voisins. En zone rurale, la population tire la plus grande partie de l'eau dont elle a besoin de ruisseaux et de puits peu profonds: il s'agit surtout de puits creusés manuellement qui tarissent pendant la saison sèche; les habitants doivent donc parcourir de longues distances pour trouver de l'eau. En 1978, c'est seulement 11 à 12% de la population totale--44% des habitants des villes et 2,5% de la population rurale--qui avait accès à de l'eau potable (réseau d'adduction d'eau et puits non contaminés). Cinquante-deux pourcent de la population de Conakry est desservie par 6.000 branchements individuels (29%) et 100 bornes fontaines (23%). Conakry et quatre autres centres urbains sont desservis par l'Entreprise Nationale de Distribution d'Eau de Guinée (DEG). Le réseau d'adduction d'eau dans les autres villes est généralement limité aux zones occupées par les services publics: administrations publiques, écoles et hôpitaux. Il n'y a de réseau d'assainissement qu'à Conakry (où la plus grande partie du système est actuellement inutilisable) et dans les villes minières de Kamsar et de Fria. De façon générale, le secteur est handicapé par l'insuffisance de l'investissement et de l'entretien.

F. Transports

3.42 Le réseau de transports de la Guinée comprend environ 14.000 km de routes classées (routes nationales, routes secondaires et pistes rurales), 1.100 km de voies ferroviaires, deux ports en eau profonde et dix aéroports. Le réseau routier comprend 1.087 km de routes bitumées, 19.926 km de routes en terre et environ 6.000 km de pistes rurales. L'axe central (Conakry-Mamou-Dabola-Kankan) a toujours été la principale voie de transport du pays. Il comprend 600 km de voie ferrée, construite il y a soixante-dix ans, le long de laquelle se trouve une route qui n'est pas bitumée au delà de Mamou. Une route secondaire vers le Sud Est relie Mamou à Kissidougou et N'Zérékoré, une autre va vers le nord jusqu'au port de Kamsar. La route Mamou-Kissidougou-Kankan est presque entièrement revêtue (442 km sur une longueur totale de 512 km). De nombreux camionneurs évitent donc de prendre la route directe Mamou-Dabola-Kankan et passent par Kissidougou et ajoutent ainsi une centaine de km à leur parcours. Les transports routiers assurent environ 80-85% du trafic de marchandises. Le trafic ferroviaire de marchandises diminue d'année en année: de 46.000 tonnes en 1965, il est tombé à 27.000 tonnes en 1973 et à 12.000 tonnes en 1977; en 1977 le chemin de fer a transporté 417.000 passagers, dont plus de 90% sont des voyageurs qui font l'aller et le retour dans la journée. Le chemin de fer est de moins en moins capable d'entretenir et de renouveler son matériel et son infrastructure. La chute du trafic de marchandises a commencé peu après 1960 avec le déclin de la production agricole et le retour progressif des paysans à la culture de subsistance. Le transport aérien joue en rôle assez important dans le transport intérieur des passagers. Les lignes de Kankan, Boké et N'Zérékoré assurent plus de 60% du trafic total. L'ensemble du système de transports est affecté par la stagnation de l'économie en dehors des opérations minières. La remise en état et l'entretien du système sont plus importants que son expansion.

3.43 La plus grande partie du trafic est assurée par des entreprises publiques spécialisées dans les transports routiers (la Coopérative des Transporteurs COTRA), ferroviaires (l'Office National des Chemins de Fer Guinéens) et aériens (Air Guinée). La COTRA possède environ 500 camions; divisée en sept succursales régionales, elle assure le transport routier régional et national des marchandises. Toutes les entreprises de transport sont handicapées par la faiblesse de leur structure et de leur gestion, aggravée par le mauvais état de l'infrastructure, la pénurie de matériel et le manque de moyens financiers pour l'entretien et le fonctionnement de l'équipement. Récemment le gouvernement a créé, en coopération avec un consortium étranger regroupant Navios (Etats-Unis) et Torvald Klaveness (Norvège), une société mixte (GUINOMAR) pour le transport de la bauxite. Théoriquement, tous les transporteurs privés (il n'y en a que dans le domaine des transports routiers) ont été regroupés dans un syndicat et pratiquent un tarif marchandises uniforme fixé par le gouvernement. La part des transport routiers privés dans le trafic de marchandises est tombé de 40% en 1972 à 15% en 1977. En fait les transporteurs privés opèrent seulement dans les zones rurales, assurant la collecte et la répartition du trafic local; les transporteurs privés assurent cependant la plus grande partie des transports de passagers. Le parc automobile a plus que doublé de 1974 à 1979; il est estimé à 19.000 véhicules, soit un véhicule pour 290 habitants: un ratio très faible pour un pays d'Afrique de l'Ouest. L'augmentation du parc automobile s'explique par l'ouverture des frontières avec les pays voisins en 1977 et par le retour de nombreux Guinéens résidant à l'étranger. Au cours de la période 1974-79, le nombre d'automobiles particulières a augmenté de 21% par an; celui des autocars, camions et camionnettes a augmenté dans le même temps de 14% par an.

3.44 Le dernier plan quinquennal de développement prévoyait 8 milliards de sylis (386 millions de dollars EU) d'investissements dans les transports, principalement la construction de routes nationales et de ponts et l'amélioration de l'entretien routier, ainsi que des aménagements portuaires, ferroviaires et d'aéroports. En fait les dépenses d'investissement ont atteint 1,5 milliard de sylis (74 millions de dollars EU). 1/ Parmi les sept grands projets de routes bitumées, seul le bitumage de Kissidougou-Kankan a été réalisé. Le manque de financements extérieurs est la cause principale du faible taux d'exécution des investissements du plan.

3.45 Plusieurs projets sont à l'étude, les principaux sont la remise en état du port de Conakry, la construction de l'Aéroport International de Conakry, la remise en état et l'extension du réseau routier. D'importants investissements ont été entrepris en 1979-80 pour donner à Air Guinée les avions à réaction (trois Boeing) nécessaires à la desserte de lignes régionales. Le renouvellement des avions desservant les lignes intérieures est également envisagé. De nouvelles infrastructures seront nécessaires pour la réalisation des projets miniers. Dans le secteur des télécommunications, plusieurs projets de remise en état et d'extension du réseau téléphonique intérieur et international sont en cours d'exécution sur financements publics et privés.

1/ Dont 62% en infrastructures, et 38% pour l'achat d'équipement.

G. Commerce

3.46 L'une des priorités de la Guinée depuis l'indépendance a été d'acquies le contrôle du secteur commercial en vue de s'appropriier les bénéfices commerciaux des sociétés privées et de les utiliser au financement du développement. Une série de nationalisations et des mesures de réorganisation du secteur comportant la création de nouvelles entreprises ont abouti au système actuel: la quasi totalité des échanges extérieurs et du commerce de gros est gérée par des entreprises publiques; le commerce de détail est assuré par des entreprises publiques et privées et des commerçants privés, bien qu'en 1975 la Guinée ait tenté d'éliminer complètement le commerce privé.

3.47 Le secteur commercial public comprend d'une part un organisme qui détient le monopole des importations (IMPORTEX créé en 1976) et assure le règlement des transactions entre les entreprises intervenant dans le commerce intérieur des biens et des services, d'autre part quatre sociétés holdings qui contrôlent les opérations financières, bancaires et commerciales de plus de 90 entreprises publiques du secteur commercial. Ces quatre holdings sont:

- (a) La COFICOM (créée en 1969) qui contrôle 24 entreprises spécialisées dans le commerce de gros;
- (b) La SERCOM (créée en 1977, elle a pris en mains certaines des fonctions de la COFICOM), qui contrôle 52 commerces de demi-gros en dehors de Conakry; 1/
- (c) La COFI-Conakry (créée en 1978), qui contrôle les commerces de détail dans la zone de Conakry; enfin
- (d) La SECOMEX (créée en 1975) qui contrôle trois entreprises spécialisées dans l'exportation.

Les entreprises d'Etat qui assurent le commerce de détail en dehors de Conakry sont des Entreprises Régionales de Commerce (ERC) qui sont approvisionnées par la SERCOM et vendent à la fois aux Entreprises Commerciales d'Arrondissement (ECOMA) et aux commerces de village (PRL), qui peuvent aussi acheter leurs marchandises aux ECOMA. Le système de commercialisation fonctionne aussi dans l'autre sens, les PRL achetant les produits agricoles qu'ils vendent aux ERC qui les revendent aux entreprises exportatrices: FRUITEX, PROSECO ou IMPORTEX. Le commerce privé, toléré depuis les derniers mois de 1977, a été officialisé par un décret Présidentiel de 1979 qui définit les droits et obligations des commerçants. Il semble que le rôle du commerce privé augmente rapidement; mais aucune statistique ne permet de déterminer la part du commerce intérieur qu'il assure. Nous n'avons pas non plus de données sur la façon dont les commerçants privés reconstituent les avoirs en devises utilisés pour importer des biens de consommation. Les entreprises publiques de commerce extérieur conservent le monopole des principaux produits d'exportation.

1/ Le commerce de détail et de demi-gros aurait été confié en 1981 à des commerçants privés qui remplacent ainsi les Entreprises Régionales de Commerce (ERC) et les Pouvoirs Révolutionnaires Locaux (PRL).

3.48 Les données relatives aux commerces d'Etat indiquent que le chiffre d'affaires de ces entreprises a atteint 21,5 milliards de sylis en 1979 et qu'elles ont réalisé un bénéfice net de 2,1 milliards de sylis. 1/ Si les ventes ont, semble-t-il, augmenté de 50% par rapport à 1976, c'est principalement du fait de la création de nouvelles entreprises (SERCOM et COFI-Conakry) qui ont permis de diversifier le réseau commercial existant. Les bénéfices nets sont relativement stables: environ 2 milliards de sylis (100 millions de dollars EU) par an (Tableau 23).

Tableau 23: CHIFFRE D'AFFAIRES ET BENEFICES DES COMMERCES D'ETAT 1975/76-1979
(Résultats non consolidés - en millions de sylis)

	1975/76 <u>1/</u>	1977	1978	1979 <u>2/</u>
Ventes de biens et services				
COFICOM	7.172	7.011	6,838	6.734
SECOMEX	769	1.058	847	1.065
SERCOM <u>3/</u>	--	2.194	4.631	4.220
COFI-Conakry <u>4/</u>	--	--	--	2.181
IMPORTEX	6.150	6.000	7.512	7.250
Total	<u>14.091</u>	<u>16.263</u>	<u>19.828</u>	<u>21.450</u>
Bénéfices nets				
COFICOM	1.145	568	522	542
SECOMEX	7	122	40	43
SERCOM	--	110	134	146
COFI-Conakry	--	--	--	71
IMPORTEX	1.442	1.126	1.134	1.271
Total	<u>2.594</u>	<u>1.926</u>	<u>1.830</u>	<u>2.073</u>

1/ pour quinze mois.

2/ renseignements préliminaires.

3/ créée en 1977, a repris des activités de COFICOM.

4/ créée en 1978, opérationnelle depuis 1979.

3.49 Une étude plus complète des entreprises commerciales d'Etat pourrait indiquer des mesures de nature à les rendre plus efficaces et comportant, à plus ou moins longue échéance, la délégation de leurs attributions à d'autres entreprises publiques et au secteur privé. Il existe de bonnes raisons de penser que leur inefficacité est l'une des principales causes de la faible productivité et des bas rendements des entreprises publiques et des petits exploitants: en effet elles ne fournissent pas aux producteurs les importations et autres biens dont ils ont besoin, et n'écoulent pas leurs récoltes.

1/ Chiffres non-consolidés, qui par conséquent comprennent les transactions entre les entreprises.

IV. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT ET PROBLEMES DE POLITIQUE GENERALE

A. APERCU

4.01 Le rythme actuel du développement économique en Guinée ne permet pas d'élever le standard de vie de la population ni de dégager une épargne intérieure suffisante pour réaliser une croissance et un développement autonome. Cette situation est particulièrement manifeste dans le secteur rural où la production est très inférieure au potentiel. Les observations empiriques, l'expérience de projets et le raisonnement à priori confirment l'hypothèse que le manque de devises est un goulot d'étranglement critique dans l'économie guinéenne et devrait être un facteur déterminant dans la formulation de la politique intérieure et des modalités de l'assistance au développement octroyé par l'étranger. Comme il a été indiqué dans les chapitres précédents, la situation actuelle résulte essentiellement d'un choix du gouvernement qui souhaitait établir une base sociale et politique sur laquelle la nation s'édifierait dans le cadre d'un système économique auto-suffisant fonctionnant en dehors des opérations "enclaves" étrangères qui devaient procurer les devises nécessaires.

4.02 Cette stratégie s'est heurtée à des difficultés sur plusieurs fronts. Les investissements, déterminés par des considérations internes, visaient à créer une infrastructure socio-économique et des institutions nationales destinées à remplacer le contrôle économique étranger, plutôt qu'à accroître la production et la productivité. Dans l'ensemble, ces investissements n'ont pas pu créer des ressources suffisantes pour assurer le service des emprunts contractés à l'étranger pour les financer. Dans un grand nombre de cas, il a fallu accroître les importations pour poursuivre les opérations. La politique en matière d'éducation et de main-d'oeuvre a augmenté le nombre d'emplois dans le secteur moderne et la consommation publique, accroissant ainsi la demande de produits alimentaires importés, de biens de consommation, de produits pétroliers et de services. La tentative d'isoler l'économie guinéenne de l'inflation internationale et de protéger le vaste secteur paraétatique contre la concurrence extérieure tout en maintenant les contrôles du pouvoir central ont entraîné une distorsion des prix et des taux de change et l'apparition d'un marché parallèle actif. Ce dernier n'a cependant pas empêché le retour de l'économie rurale à un système essentiellement de subsistance, ce qui a détérioré la principale base productive du pays et limité la consommation de la plus grande partie de la population. En ce qui concerne les opérations fonctionnant comme des enclaves, les recettes d'exportations de l'une d'elles ont été hypothéquées pour permettre à la Guinée de remplir les engagements contractés dans le cadre d'accords bilatéraux de clearing, ce qui a rendu difficile aux pouvoirs publics de fixer les termes de l'échange et encore plus de faire coïncider les importations avec les besoins planifiés au niveau central. Dans le cadre des autres opérations minières, les recettes nettes en devises ont moins contribué qu'il n'avait été escompté à une amélioration de la balance des paiements, à la fois parce que les obligations découlant du service de la dette et les autres paiements de facteurs avaient augmenté rapidement et parce que la demande était devenue excessive. En fait, la Guinée a dû, pour respecter ses engagements vis-à-vis de l'étranger, laisser son capital national se détériorer.

4.03 Confronté à une demande intérieure excessive et désireux d'accroître la production, le Gouvernement a fait un premier pas dans la voie de la décentralisation et de la libéralisation de l'économie. Cette politique, s'est manifestée particulièrement par des restrictions des dépenses et une amélioration de la productivité des entreprises publiques, au sujet desquelles des mesures ont été prises à la suite du dialogue approfondi que la Banque a engagé avec les pouvoirs publics au moyen de diverses missions et de rapports officiels. Toutefois, alors que la Guinée s'oriente vers un système économique plus libéral, il existe une incertitude considérable quant à l'ampleur du déficit en devises et à ses effets sur la croissance et le développement. La cause en est en grande partie l'existence de points faibles dans la planification et l'administration du système économique financier. Chose tout aussi importante, il est difficile de quantifier la consommation et la demande de produits d'importation dans un pays où une partie considérable de l'activité économique a lieu en dehors des circuits officiels et où les échanges effectués par le secteur public doivent, dans une large mesure, se faire au moyen d'accords de clearing.

4.04 Pour esquisser un tableau du potentiel de croissance de la Guinée et des obstacles à surmonter, nous ne disposons pas d'instrument adéquat de planification de l'économie et de programmation des investissements; nous avons donc appliqué des méthodes simples de simulation, basées sur les techniques habituelles de la Banque, aux données dont nous disposons sur la Guinée, compte tenu des relations les plus vraisemblables entre l'évolution de la croissance, de l'investissement, de la consommation et des exportations. Le résultat de ces simulations montre quels sont les problèmes de développement qui vont se poser à la Guinée et indique dans quels domaines des changements de politique générale pourraient améliorer de façon sensible les perspectives à court et à moyen termes.

B. Principales Tendances

4.05 Nous avons conçu deux scénarios permettant de définir ce que nous considérons comme l'objectif de croissance minimum pour les dix prochaines années. Leur thème principal est celui de la réhabilitation du potentiel économique actuel, particulièrement du secteur rural. Ces scénarios prévoient une croissance plus rapide de la production agricole que dans le passé, ainsi que la pleine utilisation de la capacité de production du secteur minier, et la croissance rapide des autres secteurs (Tableau 24). Ils ne tiennent pas compte des nouveaux projets miniers, hydroélectriques, industriels et agricoles à cause des incertitudes quant à leur calendrier d'exécution, coûts d'investissement, et bénéfices (voir aussi paras. 4.11 et 4.12).

4.06 Selon le premier scénario, les tendances actuelles en matière de consommation publique et d'investissement seraient maintenues: la consommation du gouvernement augmenterait au taux de 8% par an de 1980 à 1985 et de 7% par an en termes réels de 1986 à 1990, tandis que l'investissement serait caractérisé par une forte intensité capitaliste, la formation d'immobilisations augmentant de près de 6% par an en valeur réelle et atteignant 20% du PIB en

Tableau 24: PRINCIPAUX ELEMENTS ET HYPOTHESES DU SCENARIO DE BASE
(Scénarios maximum et minimum)

	Taux annuels de croissance en termes réels (en pourcentages)		Hypothèses
	1980-85	1986-90	
Produit Intérieur Brut			
Agriculture	2,6	2,6	Taux d'accroissement de la population pour atteindre l'auto suffisance
Bauxite/Alumine	2,4	0,3	Capacité installée atteinte en 1985
Production de diamants	10,0	10,0	Reprise totale en 1981
Industrie	4,0	5,0	Remise en état des entreprises existantes
Services publics	11,7	5,0	Remise en état des installations existantes
Batiment	6,0	6,0	En rapport avec la croissance de l'investissement
Autres secteurs	4,0	5,0	Taux de croissance constaté dans des pays similaires
Emploi du PIB			
Investissement			
Scénario maximum	5,6	5,9	De 13% du PIB en 1978 à 20% en 1980
Scénario minimum	3,1	3,3	15% du PIB de 1980 à 1990
Consommation de l'Etat			
Scénario maximum	8,0	7,0	Projection tendancielle
Scénario minimum	5,0	4,0	Contrôle des embauches dans la fonction publique
Consommation privée	--	--	Valeur résiduelle
Déficit des ressources	--	--	Valeur résiduelle
Exportations			
Agricoles	4,0	4,0	Adoption de stimulants en faveur des petits agriculteurs
Bauxite/Alumine	2,4	0,3	Identique aux chiffres de production
Diamants	10,0	10,0	Identique aux chiffres de production
Importations			
Produits alimentaires	--	--	Maintien du niveau de 1978 en prix constants
Biens de consommation	3,0	3,8	Croissance plus rapide que la consommation privée (E=1.1)
Biens d'investissement	5,6	5,9	Même taux de croissance que l'investissement (E=1.0)
Carburant	2,8	2,3	Même taux de croissance que la valeur ajoutée dans l'industrie (E=1.0)
Biens intermédiaires	2,8	2,3	Idem
Services non facteurs	3,1	3,3	Indexé sur le taux de croissance du PIB (E=1.0)
Balance des paiements			
Entrées de capitaux	--	--	Montants constants en prix de 1979 (subventions importantes)
Dette privée non avalisée	--	--	Encours de CBG
Paiements pour la rémunération des facteurs	--	--	Montants constants en prix de 1979
Dons	--	--	Montants prévus des programmes indicatifs des Nations Unies et du FED

E = Elasticité

1990, ce qui est approximativement la moyenne dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Selon le deuxième scénario, la consommation du gouvernement augmenterait moins vite (à 5 et 4% par an respectivement) et les investissements progresseraient au même taux que le PIB (environ 3,2% par an en termes réels).

4.07 Le premier scénario aurait comme résultat la baisse de la consommation privée et du revenu moyen par habitant, ce qui rendrait impossible la croissance projetée du secteur rural (Tableau 25). Le revenu rural réel doit augmenter afin d'offrir des incitations et de permettre d'accroître la production agricole, ce qui nécessite une augmentation du volume de biens de consommation accessibles au monde rural. Le deuxième scénario permettrait d'atteindre cet objectif, et ses résultats montrent que la consommation privée par habitant augmenterait d'environ 0,8% par an en moyenne de 1980 à 1990. Le fardeau d'une épargne accrue et de la diminution des investissements se répercuterait surtout sur le secteur public, car il y a peu de possibilités d'accroître l'épargne privée en fonction du revenu.

Tableau 25: PROJECTIONS DE LA CROISSANCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'EPARGNE

	Consommation élevée de l'Etat et immobilisations à plus forte intensité de capital		Consommation modérée de l'Etat et immobilisations à plus faible intensité de capital	
	1980-85	1985-90	1980-85	1985-90
	-----Taux moyens annuels de croissance (%)-----			
Produit intérieur brut	3.1	3.3	3.1	3.3
Revenu intérieur brut	3.4	3.4	3.4	3.3
Consommation	3.1	3.5	3.4	3.9
Publique	8.0	7.0	5.0	4.0
Privée	1.8	2.2	3.1	3.8
Épargne nationale brute	8.7	2.9	5.2	-2.3
Investissement	5.6	5.9	3.1	3.3
Besoins en capital	2.7	8.8	1.3	8.0
Solde du compte courant	2.7	8.8	1.3	8.0
Déficit des ressources	5.6	12.1	3.5	11.3
	Coefficients marginaux de capital (moyennes sur 5 ans)			
Coefficients	5.3	5.6	4.8	4.5

4.08 L'analyse de simulation montre aussi la gravité des problèmes de balance des paiements. Dans les deux scénarios, les importations augmentent plus vite que les exportations, les paiements au titre des services facteurs sont relativement constants, et les entrées en capital sont projetées au

niveau d'environ 210 millions de dollars par an en prix constants de 1980 (dont 190 millions de dette garantie par l'Etat, et 20 millions d'investissements directs). Dans ces conditions les déficits de la balance commerciale, de la balance courante, et de la balance globale des paiements resteront importants.

4.09 Dans l'hypothèse de la croissance rapide de la consommation publique et des investissements, le déficit global de la balance des paiements atteindrait de 150 à 200 millions de dollars par an de 1980 à 1985, et près de 500 millions de dollars en 1990, soit 8% du PIB, tandis que le déficit du compte courant dépasserait 12% du PIB en 1990. Dans l'éventualité d'une croissance plus modérée de la consommation publique et de l'investissement, le déficit reste important à cause de la faible élasticité des paiements au titre des services facteurs et des entrées en capital relativement modestes, malgré les efforts déployés pour tenter de comprimer le déficit de la balance commerciale.

4.10 Le ratio du service de la dette extérieure, qui a dépassé 50% des exportations ces dernières années, serait réduit à 26% des exportations en 1985 et 25% en 1990, à condition de ne pas régler les impayés en cours et de ne pas financer le déficit global de la balance des paiements. Le financement des impayés par les bailleurs de fonds respectifs, et du déficit global par des banques commerciales, aurait comme résultat un ratio intenable de service de la dette extérieure: 56% des exportations en 1985 et plus de 80% en 1990. Il est évident qu'on devrait essayer de réduire le déficit de la balance des paiements et de la financer, au moins en partie, grâce à des entrées en capital à des conditions de faveur.

4.11 L'exécution des grands projets (notamment dans le secteur minier, de la transformation des minerais et de la production d'hydroélectricité) dépend moins de la Guinée que de l'évolution des marchés internationaux, de la position des investisseurs étrangers et, dans certains cas, de la coopération de pays voisins. Au cours de la période d'exécution des projets, les investissements et autres facteurs de production nécessaires seront probablement couverts en totalité par les moyens de financement assemblés et par conséquent les projets auront vraisemblablement un effet neutre sur la balance des paiements. Toutefois, les revenus perçus par la main d'oeuvre locale à l'occasion des travaux de génie civil et autres activités accroîtront la consommation et la demande de produits d'importations. Comme il est peu probable que lesdits grands projets commenceront à produire avant 1985, il est probable qu'ils n'auront guère pour effet que d'augmenter la demande. L'impact à long terme des grands projets sur la balance des paiements dépendra des accords qui seront conclus avec les bailleurs de fonds et les investisseurs étrangers en ce qui concerne le plan de financement, les accords de commercialisation et la répartition des bénéfices. Si les conditions de ces accords et le calendrier d'exécution des projets sont favorables, ils peuvent augmenter de façon substantielle les recettes en devises du pays après 1985. Les grands projets ne permettront donc pas à la Guinée de réduire le déficit de sa balance des paiements au cours des prochaines années; mais ils lui permettront peut-être d'emprunter davantage vers la fin de la présente décennie.

Tableau 26: PROJECTIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
(en millions de dollars EU aux prix courants)

	-----Estimations-----			-----Projections-----					
	1972/73	1976	1979 prélim.	Scénario maximum			Scénario minimum		
				1980	1985	1990	1980	1985	1990
Exportations, biens et services non-facteurs	58	253	373	451	786	1,123	451	786	1,123
Importations, biens et services non-facteurs	193	287	394	549	981	1,613	544	950	1,525
Balance des ressources	-135	-34	-21	-98	-195	-490	-93	-164	-402
Revenu net des facteurs	-44	-54	-97	-108	-144	-203	-108	-144	-203
Transferts nets	8	8	14	28	34	41	18	34	41
Compte courant	-171	-80	-104	-178	-305	-652	-173	-274	-565
Flux capitaux publics nets	52	4	15	26	100	146	26	100	146
Emprunts privés nets	70	-25	-14	11	38	45	11	38	45
Compte de capital	122	-21	1	37	138	191	37	138	191
Fluctuation des réserves (-= croissance)	-5	-11	-34	-19	-21	-31	-18	-19	-28
Déficit - nouveaux impayés	26	44	58	-	-	-	-	-	-
- créances à court terme	-26	67	102	160	188	492	154	155	402
Erreurs et omissions	54	1	-23	-	-	-	-	-	-
Pourcentage du PIB									
Compte courant	18.2	6.4	6.8	8.9	9.0	12.1	8.7	8.0	10.5
Déficit global	-	8.9	10.4	8.0	5.5	9.2	7.7	4.6	7.5
Pourcentage des exportations									
Service de la dette <u>1/</u>	72.2 <u>2/</u>	51.9	55.7	48.2	25.9	25.3	48.2	25.9	25.3
Service du déficit <u>3/</u>	-	-	-	1.9	27.7	61.3	1.9	26.0	54.0
Service des impayés	-	-	-	2.6	3.8	2.1	2.6	3.8	2.1

- 1/ Paiements échus
2/ dette publique seulement
3/ financement aux conditions du marché

4.12 Si la Guinée ne peut pas exécuter au moins un de ses grands projets dans des délais raisonnables, les chances de redressement de l'économie seront fortement compromises, le pays n'ayant pas les ressources nécessaires pour stimuler le développement du secteur rural. Cependant l'expérience antérieure montre que l'augmentation des ressources du pays n'est pas suffisante. Il convient en outre de formuler de nouvelles politiques qui permettront de mieux employer les ressources additionnelles et de tester les nouvelles formules au moyen d'opérations pilotes, dans le cadre d'une région ou d'un secteur, qui devront être lancées bien avant que les nouveaux projets commencent à produire. Comme il faudra longtemps pour mettre en oeuvre les nouveaux projets, leur

préparation doit être immédiatement entreprise. Mais leur réalisation posera un certain nombre de problèmes résultant des moyens limités dont pourra disposer la Guinée dans les domaines suivants: main d'oeuvre qualifiée, production vivrière, logements, transports et communications, services publics, infrastructure sociale, ressources financières nationales, voire même extérieures. La préparation des projets devrait donc comporter une analyse de la capacité d'absorption de la Guinée dans ces domaines critiques, en vue de faciliter la planification d'un programme d'extension et d'amélioration des services de base.

4.13 En conclusion, l'analyse de simulation met en valeur les points suivants:

- (a) la croissance globale du pays dépendra de façon critique du redressement agricole et notamment de l'augmentation de la production et de la commercialisation des produits de la petite exploitation paysanne;
- (b) la poursuite de la politique actuelle d'investissement dans des projets à haute intensité de capital ne facilitera pas l'augmentation de la consommation qui est nécessaire pour stimuler la production de façon adéquate (sauf dans le cas des projets miniers et des projets où l'utilisation de ressources non fongibles permettra d'obtenir un taux de rentabilité élevé);
- (c) un haut niveau de consommation publique accentuera la disparité des revenus en faveur des habitants des villes et freinera la croissance du secteur rural;
- (d) l'agriculture--notamment la petite exploitation paysanne, qui demande peu de financements extérieurs et de facteurs de production importés--est la seule ressource importante, jusqu'à présent inutilisée, qui permette d'accroître à court et à moyen termes les exportations et de remplacer des importations par des productions nationales;
- (e) une libéralisation de certains contrôles pourrait faciliter la mobilisation d'investissements étrangers très nécessaires au développement de l'économie;
- (f) quelle que soit la politique suivie, la Guinée continuera d'avoir des problèmes de balance des paiements justifiant l'augmentation de l'aide à des conditions privilégiées pour le financement de l'investissement et le soutien de la balance des paiements.

C. Principaux obstacles au développement

4.14 Les points qui viennent d'être évoqués indiquent la nécessité pour le gouvernement de s'attaquer à deux problèmes de politique générale qui sont d'ailleurs étroitement liés: d'une part la capacité de la Guinée de produire,

gérer et bien utiliser des ressources en devises adéquates, d'autre part la nécessité d'une reprise et d'une expansion de la production agricole et d'un transfert de pouvoir d'achat du secteur public et urbain vers le secteur rural. Le gouvernement conservera cependant le contrôle du lancement et de l'exécution des réformes nécessaires, ainsi que de l'évolution générale de l'économie; en effet, une grande partie des activités industrielles, agricoles, des services publics, des transports, du commerce et du système bancaire etc... resteront totalement ou partiellement dans le domaine public.

Pénurie de devises

4.15 Du fait de la structure présente de la production et des exportations, la Guinée n'aura pas les moyens de financer ses besoins minima d'importation tout en assurant le service de sa dette extérieure avant qu'un grand projet "enclave" ne devienne opérationnel. Il s'en suit qu'il semble peu probable que la Guinée puisse, à court terme, bénéficier d'une amélioration de sa position extérieure lui permettant d'emprunter à l'étranger aux conditions du marché (sauf dans le cas des enclaves) et de poursuivre une politique d'investissements mieux équilibrée. Le gouvernement peut cependant atténuer la gravité de ce problème en concernant ses efforts sur les objectifs suivants:

- (a) l'augmentation des ressources en devises du pays par la promotion d'exportations nouvelles et de productions de remplacement des produits importés, l'optimisation des importations et la mobilisation de nouvelles sources de financement;
- (b) l'affectation des ressources en devises du pays à l'augmentation de la production et des exportations, parallèlement à des efforts pour limiter les gaspillages et contrôler la consommation;
- (c) des mesures permettant d'améliorer la planification, l'organisation et la budgétisation de la gestion des devises.

Ces efforts ne pourront réussir que s'ils sont entrepris simultanément et comportent une amélioration générale des méthodes d'allocation des ressources, grâce aux mesures suivantes: meilleure évaluation des taux de protection effective, plus grande autonomie et responsabilisation des agents économiques, amélioration et décentralisation de la planification, encouragement de l'initiative privée et des mécanismes du marché dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et les transports.

4.16 L'augmentation des ressources en devises et/ou la réduction des importations peuvent être réalisées à court et à moyen terme, grâce à un certain nombre de mesures, notamment l'augmentation des exportations des petites exploitations agricoles (ananas, mangues, café, palmistes), la remise en état des plantations existantes (en particulier l'ananas et le cocotier), la production de produits vivriers pour remplacer les importations (surtout le riz), l'augmentation des exportations de bétail (N'Dama sélectionnés), l'emploi plus intensif de services d'origine nationale (main d'oeuvre qualifiée), une meilleure préparation et exécution des projets en vue d'accroître le volume et l'efficacité des investissements étrangers, enfin une plus grande libéralisation de l'économie pour encourager l'investissement privé.

4.17 Il est essentiel de fixer les prix en fonction des coûts économiques des biens et services pour éliminer les distorsions dont souffre l'ensemble de l'économie guinéenne. Deux éléments ont une importance cruciale à cet égard; il faut: (a) que les prix et les mécanismes du marché incitent d'avantage à un accroissement de la production, en particulier dans le secteur rural (une "Etude sur les stimulants en faveur des producteurs," financée dans le cadre du Projet de développement de la riziculture, devrait permettre la formulation de recommandations dans ce domaine); et (b) que des prix virtuels soient utilisés pour le choix des projets, de façon à respecter les critères d'efficacité économique. Ces mesures et la réalisation de grands investissements miniers, de grands projets de transformation des minerais guinéens et d'un certain nombre d'opérations agricoles créeront de nouvelles ressources en devises dont l'affectation devra faire l'objet d'une évaluation plus rigoureuse et de procédures de répartition plus efficaces pour faciliter les réformes structurelles dont l'économie guinéenne a besoin. Il est également urgent que le gouvernement consolide les systèmes de planification et de programmation nationale et sectorielle.

Stagnation de la production agricole

4.18 L'avenir du développement économique de la Guinée est principalement lié au développement du secteur rural. Une politique qui favoriserait le transfert aux petits exploitants agricoles d'une part croissante de l'augmentation du revenu national permettrait d'augmenter la productivité et la production du secteur rural, améliorerait la structure de la demande intérieure et aurait des effets favorables sur la croissance de l'économie et la balance des paiements. On a constaté que dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, la population rurale réagit favorablement aux stimulants à la production et tend à dépenser une plus grande partie de ses revenus à l'achat de produits locaux que les habitants des villes. Par conséquent, un transfert de revenus en faveur des petits exploitants agricoles tend à accroître les exportations, à diminuer les importations et à augmenter la demande de biens et services nationaux. Une telle politique est à court terme le moyen le plus efficace pour augmenter production et revenus et réduire l'hémorragie de devises. Comme l'indique le Chapitre II, le gouvernement reconnaît de plus en plus la nécessité d'encourager la production agricole paysanne, mais des efforts plus importants doivent être faits pour donner aux producteurs les stimulants appropriés. Le transfert des augmentations de revenus peut être effectué soit au moyen de mesures concernant directement les petits exploitants agricoles, soit par des changements dans la politique générale d'investissement et la consommation du secteur public.

D. Problèmes de politique générale

4.19 A court et à moyen terme c'est la relance de l'activité du monde rural qui aura l'impact le plus important sur la croissance de l'économie. Mais cette relance suppose une mobilisation des ressources de l'ensemble de l'économie; en effet, la redressement agricole dépend d'une allocation

raisonnable des ressources d'investissement, d'une réduction des gaspillages et de la consommation du secteur public, enfin d'une redistribution efficace des revenus.

Optimisation de l'investissement

4.20 Le gouvernement devrait revoir la composition des investissements publics et vérifier que le secteur moderne n'absorbe pas des capitaux qui pourraient être employés de façon plus productive dans d'autres secteurs. Cette recommandation est importante compte tenu de l'évolution récente de la répartition des investissements qui tend à favoriser les projets à haute intensité de capital dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et des transports aériens, etc..., et dont le résultat est le niveau élevé du rapport entre le capital investi et la production (coefficient marginal de capital ou ICOR) qui n'est pas compatible avec les graves problèmes de balance des paiements que rencontre actuellement la Guinée. Une solution de rechange qui permettrait de réduire l'investissement (en unité supplémentaire nécessaire) par rapport au PIB, serait de donner la priorité à la remise en état des aménagements et installations existants, à l'emploi de technologies plus simples, à la réalisation de projets à haute intensité de main d'oeuvre, et enfin à l'investissement privé. Cette politique permettrait d'affecter des ressources plus importantes à la consommation privée, et de diminuer les importations et les besoins de financement extérieurs.

4.21 Dans le secteur rural il convient d'améliorer les systèmes de collecte et de commercialisation des produits, la distribution des facteurs de production, et les services d'encadrement, ainsi que--objectif à plus long terme--d'améliorer les ressources humaines du monde rural. Les services de transport et de commercialisation et l'organisation des approvisionnements sont particulièrement essentiels pour le développement du potentiel agricole. Le gouvernement a donc des choix difficiles à faire dans la planification des investissements d'infrastructure: dans certains cas la réalisation des projets miniers et des aménagements connexes peut avoir des effets favorables sur la balance des paiements, mais aboutir à l'ajournement d'investissements importants dans l'infrastructure rurale. Dans le secteur des transports, le principal obstacle au développement nous paraît être le mauvais état des installations portuaires et ferroviaires sur l'axe principal Conakry-Kankan, et les faiblesses du réseau de routes nationales et secondaires le long du chemin de fer Conakry-Kankan et pour la desserte des centres régionaux. Le fait que les exploitations agricoles collectives sont fortement subventionnées et reçoivent un traitement privilégié dans la répartition des importations et des crédits mérite d'être reconsidéré, l'affectation de ressources importantes à des opérations improductives ayant de graves conséquences pour l'économie guinéenne. Le développement des ressources humaines est également indispensable à l'augmentation de la productivité rurale; néanmoins l'enseignement primaire reste insuffisamment développé et le taux d'analphabétisation est encore très élevé. L'expansion et l'amélioration de la qualité de l'enseignement en zone rurale augmenterait le nombre d'habitants qui savent lire et compter et ont les quelques notions de base qui favoriseraient la diffusion de certains progrès techniques et l'emploi des facteurs de production modernes qui deviendront accessibles aux paysans si le pays dispose de ressources plus abondantes et mieux réparties.

4.22 Les projets miniers doivent évidemment bénéficier d'une attention particulière du fait de l'impact qu'ils peuvent avoir sur la balance des paiements et les finances publiques du pays. Le projet de Mifergui-Nimba paraît être de haute priorité; en effet les travaux préparatoires sont très avancés et il semble qu'une solution adéquate puisse être assez prochainement trouvée aux problèmes techniques, de gestion et de commercialisation que pose encore la réalisation de cette opération. L'expansion de la capacité des mines existantes devrait recevoir une attention particulière, en vue de la possibilité de réaliser plus rapidement ces investissements et d'alléger ainsi le déficit du compte courant. D'autres projets, et notamment le projet de Konkouré, paraissent très intéressants à long terme, du fait de l'abondance des ressources de la Guinée et des effets que leur exploitation pourra avoir sur la situation économique, et leur préparation devrait se poursuivre. Cependant, l'exécution de ces projets risque d'être différée, du fait de la stagnation relative des marchés internationaux, de la concurrence d'autres opérations dans la répartition de certaines ressources nationales, de l'insuffisance du marché intérieur et des délais nécessaires pour terminer la préparation. Des développements récents indiquent le grand intérêt des projets de taille moyenne, notamment dans le domaine de l'exploitation des diamants et de l'or, comportant des investissements plus légers et bénéficiant d'une réalisation rapide.

4.23 Malgré la priorité de l'exploitation paysanne, l'agriculture de type industriel ne doit pas être non plus négligée; en réalité les réformes de politique et la mobilisation des ressources nécessaires pour promouvoir les deux secteurs ne sont pas nécessairement incompatibles. Il est probable que la relance et l'expansion des exportations agricoles résultera des projets de plantation, dont l'identification, la préparation et l'exécution sont relativement faciles, qui peuvent attirer des investissements étrangers et ont plus de chances de réussir en ce qui concerne l'exportation de leurs produits. Les projets agricoles de type industriel viseraient d'abord à favoriser la reprise et l'expansion des exportations guinéennes dans des domaines où la Guinée dispose d'un potentiel bien connu: café, cacao, palmier, bananes, ananas, autres fruits tropicaux, etc...; par la suite, ils permettraient de lancer de nouvelles exportations dans des domaines tels que les produits de l'élevage, le caoutchouc et les bois tropicaux, dont la demande est forte dans les pays voisins et sur les marchés internationaux. Des études de factibilité récentes (voir Section B du Chapitre III) ont montré l'existence d'un potentiel intéressant dans ce domaine, dont l'exploitation dépend cependant de l'assurance de débouchés à l'étranger, de la négociation des financements extérieurs nécessaires et de la mise en place de moyens de transport et de commercialisation adéquats. De sérieux efforts de promotion permettraient peut être de mobiliser des fonds publics supplémentaires, qui auraient pour effet d'améliorer le plan de financement, de renforcer la confiance des investisseurs privés et de minimiser les risques que l'opération leur paraît présenter. La plupart des produits que la Guinée peut exporter, sauf les fruits et légumes frais, font l'objet d'un accord de stabilisation dans le cadre de la Convention de Lomé ou d'autres accords internationaux. Par conséquent, en prévision de la réalisation de ces projets, le gouvernement devrait s'efforcer d'obtenir un quota, dans tous les cas où le marché est contrôlé par ce type de système.

4.24 Le gouvernement devra, pendant la présente décennie, continuer d'utiliser des fonds publics extérieurs pour remettre en état l'appareil de production et l'infrastructure dans les domaines de l'industrie, de l'énergie et de la distribution de l'eau, ainsi que pour améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation. De plus grands efforts doivent être faits pour évaluer les coûts récurrents des projets et notamment les devises nécessaires pour importer les pièces de rechange, les matières premières, les services et l'assistance technique nécessaires après la construction du projet: les problèmes de gestion des ressources en devises (voir paragraphe 4.15) devraient être pris en considération dans la conception du projet en fonction des ressources dont le pays dispose à court et à moyen terme. L'analyse économique des projets devra également comprendre un système de prix approprié permettant de récupérer les dépenses d'investissement, elles mêmes évaluées sur la base des coûts d'opportunité. Il faudra également s'assurer que tout nouveau projet bénéficiera des moyens de production et des débouchés nécessaires. Dans le domaine des ressources humaines, l'amélioration de la qualité de l'enseignement paraît plus importante que son expansion, notamment en ce qui concerne l'enseignement supérieur et la formation technique de la main d'oeuvre qualifiée.

4.25 Les montants à investir dans les projets du secteur moderne sont très supérieurs aux investissements des autres secteurs, y compris les interventions en faveur de la petite exploitation agricole. Le montant des investissements ne traduit pas la priorité relative des projets mais le fait que les investissements du secteur moderne ont une haute intensité de capital et sont indivisibles. Les projets en question--notamment les investissements miniers, dans la transformation des minerais, dans l'énergie hydroélectrique et dans les plantations agricoles--sont souvent des projets enclaves dont une grande partie des financements extérieurs ne pourraient pas être obtenus par la Guinée en dehors desdits projets. Leur réalisation ne devrait donc pas avoir d'effet néfaste sur le volume des financements extérieurs que la Guinée pourra obtenir pour d'autres investissements.

4.26 Les financements extérieurs devraient continuer de jouer un rôle important dans les domaines suivants:

- (a) des crédits privés non garantis par l'Etat et d'autres investissements privés pour la création de projets enclaves orientés vers l'exportation, principalement dans le domaine minier et les projets connexes, et pour les plantations industrielles;
- (b) l'aide publique--et dans certains cas les crédits fournisseurs--indispensables pour le développement des infrastructures nécessaires aux industries exportatrices mentionnées ci-dessus, pour la réalisation de projets agricoles d'exportation, pour la remise en état des services publics, des entreprises industrielles, des transports et des communications, pour l'amélioration des centres d'enseignement et de formation, enfin et surtout pour le développement de la petite exploitation paysanne.

Dans les deux cas, les conditions de financement devraient permettre une rentabilité économique et financière suffisante, compte tenu tout particulièrement des coûts renouvelables et de la pénurie de devises.

Réduction des dépenses publiques improductives

4.27 L'existence de dépenses improductives peut être décelée dans deux principaux domaines: (a) l'excès de la consommation publique et (b) les médiocres résultats des entreprises parapubliques. Le premier phénomène est la conséquence directe de la politique pratiquée dans le domaine de l'enseignement et de l'emploi. La priorité accordée à l'enseignement secondaire et supérieur général a eu des effets de plus en plus néfastes sur les administrations et entreprises publiques en raison d'une part du coût exorbitant des dépenses récurrentes de l'enseignement supérieur, d'autre part de la charge financière résultant des traitements et salaires distribués aux fonctionnaires. Compte tenu de la qualité médiocre de l'enseignement supérieur, il n'est pas possible de réduire les dépenses récurrentes. La formule la plus réaliste serait de diminuer immédiatement et de façon substantielle le nombre des candidats admis dans les universités et les écoles secondaires d'enseignement général. Une étude récente de l'UNESCO sur le secteur de l'enseignement a notamment démontré que le nombre d'étudiants des facultés agro-zootechniques est particulièrement excessif. Pour diversifier l'enseignement secondaire, il conviendrait d'orienter un plus grand nombre d'anciens élèves du primaire vers la formation professionnelle. Des analyses de simulation basées sur une croissance plus lente de la consommation publique (en agissant principalement sur l'emploi de nouveaux agents), montrent qu'il serait ainsi possible de stabiliser le niveau de la consommation privée par tête même dans le cadre des taux de croissance économique prévus dans le scénario de base.

4.28 Sur le deuxième point, il est évident que le déficit des entreprises publiques absorbe des ressources nationales considérables du fait de l'importance des subventions budgétaires et de l'aide exceptionnelle apportée par le gouvernement central, de l'expansion du crédit et du traitement privilégié accordé à ces entreprises dans la répartition des importations et des crédits extérieurs (voir Chapitre II). Les politiques d'enseignement décrites ci-dessus auraient pour effet d'atténuer les pressions que subissent les entreprises publiques pour augmenter leurs dépenses de fonctionnement; mais beaucoup d'autres mesures sont nécessaires pour améliorer la direction financière et la gestion du personnel des entreprises publiques, pour accroître leur autonomie et leur sens des responsabilités et pour assurer la reprise de leurs opérations les plus viables. L'introduction de critères de performance et la concurrence du secteur privé permettraient de réduire les coûts excessifs des biens et services produits par les entreprises d'Etat et la ponction qu'elles opèrent sur les ressources nationales. Il convient de noter que le gouvernement a déjà pris des mesures visant soit à la fermeture, soit à la réorganisation de certaines entreprises.

Redistribution des revenus

4.29 Certaines des recommandations qui ont été présentées auparavant concernent indirectement le problème de la stagnation de la production et des revenus agricoles. Il serait possible de promouvoir de façon plus directe une redistribution des revenus (a) par l'encouragement de la petite exploitation paysanne, au moyen d'une politique adéquate en matière de commercialisation et des prix des produits agricoles et des biens de consommation, (b) par la

réduction de la demande créée par les salariés du secteur moderne. Une étude en cours des stimulants à la production et les recherches entreprises dans le cadre de projets pilotes devraient permettre d'expliquer les causes de la faible productivité du secteur rural et présenter des recommandations appropriées. Les prix des produits agricoles devraient être fixés en fonction des taux de change (et par conséquent de la valeur des exportations et des importations), des prix des biens et services produits par le secteur moderne et enfin du niveau des salaires et des taux d'intérêt. Dans le domaine de la commercialisation, une revue complète du rôle des entreprises publiques devrait présenter des recommandations concernant l'organisation des entreprises et le fonctionnement des mécanismes du marché.

4.30 Enfin, les agents du secteur moderne bénéficient d'un régime de faveur dans la répartition des biens et services nationaux et importés et consomment une part excessive de ces ressources, dont le prix est sous-évalué (en particulier si l'on considère leur coût en devises). Une politique plus restrictive dans le domaine de l'enseignement et de l'emploi permettrait de contenir la demande et de redistribuer une partie de l'augmentation des revenus au secteur rural. Elargir la base de la pyramide des emplois dans le secteur moderne en vue de réduire la proportion des cadres par rapport à la main d'oeuvre qualifiée permettrait de diminuer le revenu moyen des habitants des villes et la disparité des revenus entre le secteur urbain et le secteur rural.

E. Conclusions

4.31 Le problème des devises restera très sérieux au cours des prochaines années et le développement du secteur minier n'aura pas à court terme d'effet favorable dans ce domaine. Si par conséquent certaines des politiques actuelles ne sont pas modifiées, le pays sera de moins en moins capable de financer le service de sa dette extérieure, de faire fonctionner les nouveaux projets et d'importer les biens de consommation nécessaires pour donner aux producteurs les stimulants appropriés. Cette situation aura en outre pour effet de diminuer les financements extérieurs dont la Guinée disposera pour ses investissements, rendra impossible une gestion efficace des projets et maintiendra le secteur rural au niveau de l'agriculture de subsistance; elle nuira à la croissance et au développement de l'économie et diminuera encore le niveau de vie des plus pauvres.

4.32 Au contraire les ajustements de la politique permettant de résoudre les problèmes évoqués ci-dessus permettraient d'établir les bases d'un développement économique équilibré compatible avec les ressources naturelles et humaines dont dispose la Guinée. Les délais requis pour introduire les réformes nécessaires dans le secteur rural et exécuter les grands projets miniers signifient que la plus grande partie de la présente décennie sera pour la Guinée une période de transition difficile. D'importants efforts devront être faits pour préserver les taux de croissance et les niveaux de vie modestes déjà atteints. Il faudra limiter la consommation publique et privée

(notamment dans le secteur urbain) pour permettre l'augmentation de l'investissement et l'accélération ultérieure de la croissance. L'austérité financière et l'augmentation de l'épargne publique, combinées avec une participation plus active du secteur privé, devraient permettre une meilleure exploitation du potentiel économique de la Guinée et une amélioration progressive des perspectives à long terme.

ANNEXE STATISTIQUE



STATISTICAL ANNEX

ANNEXE STATISTIQUE

SECTION I - Population and Employment

- 1.1 Demographic Indicators
- 1.2 Registered Wage Earners
- 1.3 Education Sector Selected Indicators

SECTION II - National Accounts

- 2.1 Gross Domestic Product at Current Market Prices by Industrial Origin (Million Syllis)
- 2.2 Gross Domestic Product at Constant 1973 Market Prices by Industrial Origin (Million Syllis)
- 2.3 Implicit Price Deflators for Gross Domestic Product at Market Prices by Industrial Origin
- 2.4 Gross Domestic Expenditure at Current Prices (Million Syllis)
- 2.5 Gross Domestic Expenditure at Constant 1973 Prices (Million Syllis)

SECTION III - Balance of Payments

- 3.1 Balance of Payments Estimates (Million Syllis)
- 3.2 Export Tonnes
- 3.2a Merchandise Exports (Million Syllis)
- 3.3 Merchandise Imports (Million Syllis)

SECTION IV - External Debt

- 4.1 External Public Debt Outstanding by Payment Areas
- 4.2 Sector Distribution of External Public Debt
- 4.3 External Debt Service Ratios

SECTION V - Public Finance

- 5.1 Central Government Finance

SECTION VI - Monetary Statistics

- 6.1 Monetary Statistics

SECTION VII - Agricultural Statistics

- 7.1 Areas Under Cultivation
- 7.2 Agricultural Production

SECTION I - Population et Emploi

- 1.1 Indicateurs Démographiques.....73
- 1.2 Effectifs des Salariés Recensés, 1963-79.....74
- 1.3 Quelques Indicateurs du Secteur de l'Education, 1958-1978/79 pour Certaines Années.....75

SECTION II - Comptes Nationaux

- 2.1 Produit Intérieur Brut aux Prix Courants du Marché par Branche d'Activité d'Origine, 1973-79 (en Millions de Syllis).....76
- 2.2 Produit Intérieur Brut aux Prix Constants de 1973 par Branche d'Activité d'Origine, 1973-79 (en Millions de Syllis).....77
- 2.3 Indices Implicites d'Ajustement des Prix du Produit Intérieur Brut aux Prix du Marché par Branche d'Activité d'Origine (Pourcentages).....78
- 2.4 Dépense Intérieure Brute aux Prix Courants, 1973-79 (en Millions de Syllis).....79
- 2.5 Dépense Intérieure Brute aux Prix Constants de 1973, 1973-79 (en Millions de Syllis).....80

SECTION III - Balance de Paiements

- 3.1 Estimations de la Balance des Paiements, 1962-79 (en Millions de Syllis).....81
- 3.2 Tonnes des Exportations, 1955-1979.....82
- 3.2a Exportations de Marchandises, 1956-79 (Millions de Syllis, Prix FOB Courants).....83
- 3.3 Importations de Marchandises, 1956-79 (Millions de Syllis, Prix CAF Courants).....84

SECTION IV - Dette Extérieure

- 4.1 Encours de la Dette Publique Extérieure par Catégories de Paiements, 1968-1979 (en Millions de Dollars EU).....85
- 4.2 Répartition Sectorielle de la Dette Publique Extérieure 1960-79.....86
- 4.3 Ratios du Service de la Dette Extérieure, 1970-79 (en Millions de Dollars EU et en Pourcentage).....87

SECTION V - Finances Publiques

- 5.1 Finances de l'Etat, 1966/67 - 1979 (en Millions de Syllis aux Prix Courants).....88

SECTION VI - Monnaie et Crédit

- 6.1 Situation Monétaire.....90

SECTION VII - Statistiques Agricoles

- 7.1 Surfaces Cultivées, 1973-79 Estimations Provisoires (Hectares).....91
- 7.2 Production Agricole, 1973-79 Estimations Provisoires (Milliers de Tonnes Métriques).....92

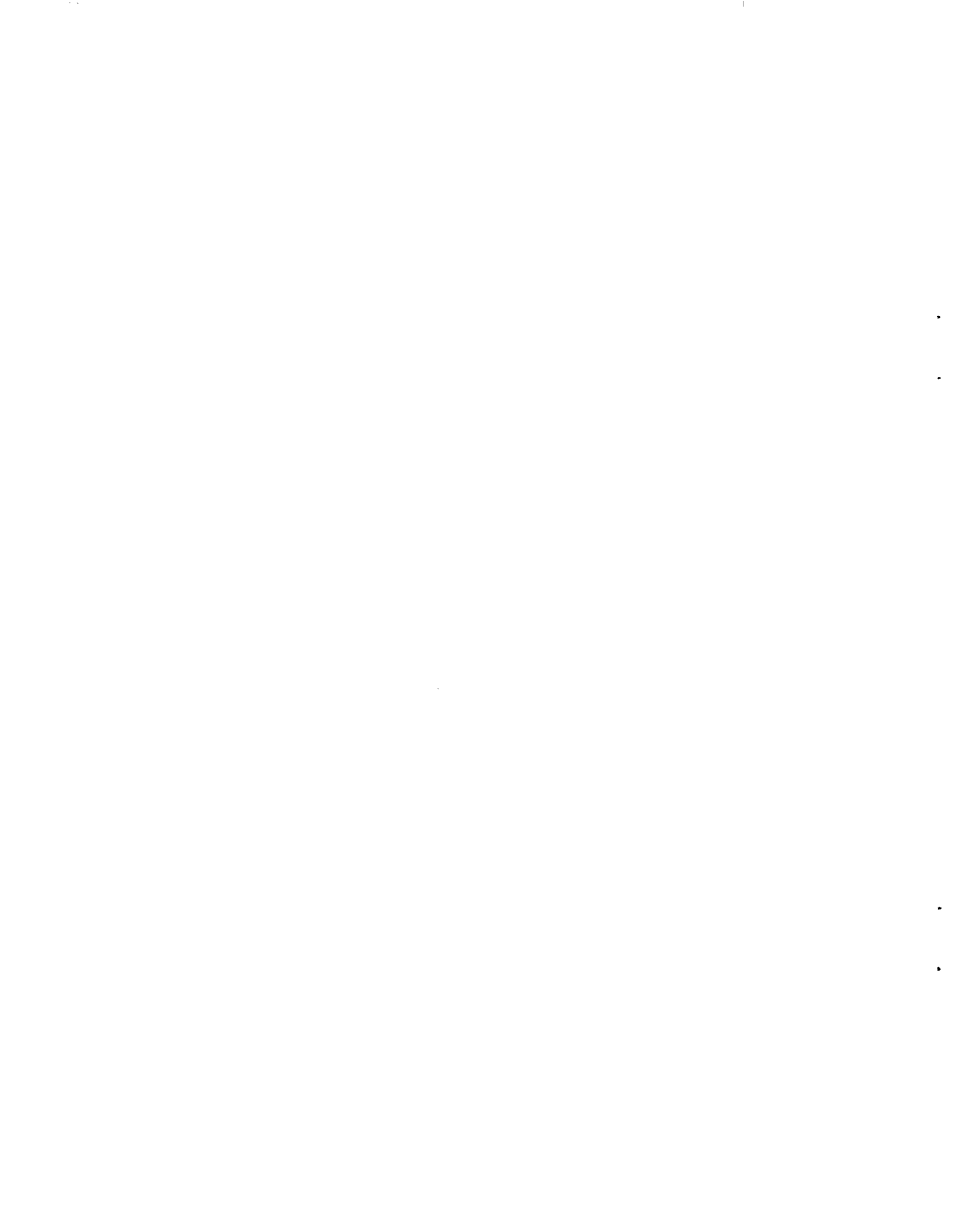


TABLE 1.1: DEMOGRAPHIC INDICATORS, 1959-80
SELECTED YEARS
(THOUSANDS)

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	PRELIMINARY 1980
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
TOTAL POPULATION BY AGE GROUP	2,456	2,725	3,067	3,510	4,069	4,714	5,408
0-14	1,040	1,149	1,290	1,477	1,731	2,034	2,372
15-19	249	279	314	355	405	466	535
20-44	810	906	1,027	1,176	1,348	1,534	1,727
45-64	278	308	350	406	471	544	617
65+	79	83	86	96	114	136	157
TOTAL POPULATION BY AREA	2,456	2,725	3,067	3,510	4,069	4,714	5,408
URBAN	135	228	304	412	563	767	1,033
RURAL	2,321	2,497	2,763	3,098	3,506	3,947	4,375
TOTAL LABOR FORCE BY SEX	1,243	1,366	1,522	1,713	1,940	2,174	2,410
MALE	736	811	908	1,022	1,158	1,303	1,452
FEMALE	507	554	614	691	782	871	958
TOTAL LABOR FORCE BY AGE GROUP	1,243	1,366	1,522	1,713	1,940	2,174	2,410
10-14	121	130	140	152	166	175	184
15-19	192	210	232	255	284	313	344
20-44	674	747	838	951	1,079	1,216	1,356
45-64	215	237	269	309	357	409	458
65+	41	41	43	46	54	61	67
TOTAL LABOR FORCE BY SECTOR	1,243	1,366	1,522	1,713	1,940	2,174	2,410
AGRICULTURE	N/A	N/A	1,342	N/A	1,643	N/A	1,976 <u>1/</u>
INDUSTRY	N/A	N/A	93	N/A	165	N/A	265 <u>1/</u>
SERVICES	N/A	N/A	87	N/A	132	N/A	169 <u>1/</u>

SOURCE: WORLD BANK, EPD (1980)

1/ USING 1978 SECTOR DISTRIBUTION OF LABOR FORCE AS FOLLOWS:

AGRICULTURE 82%
INDUSTRY 11%
SERVICES 7%

September 1980

TABLE 1.2: REGISTERED WAGE EARNERS, 1963-79
SELECTED YEARS 3./

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
TOTAL MODERN SECTOR	53,157	---	---	90,000	98,650	100,985	109,470	124,249	136,000	---	146,000	---	126,400	131,700	135,183	136,330	140,830
ADMINISTRATION	20,599	-NA-	-NA-	21,000	23,600	26,085	28,720	29,549	30,400	-NA-	31,400	-NA-	33,200	36,800	37,100	37,500	39,370
PUBLIC AND PARAPUBLIC ENTERPRISES	32,558	---	---	69,000	75,050	74,900	80,750	94,700	105,600	---	114,600	---	93,200	94,900	98,083	98,830	101,460
AGRICULTURE AND FISHING	3,143	-NA-	-NA-	25,000	29,200	29,200	30,100	30,500	31,500	-NA-	32,500	-NA-	32,500	33,070	33,153	33,160	33,900
MINING	3,233	-NA-	-NA-	4,100	3,400	3,400	3,100	8,500	11,000	-NA-	18,500	-NA-	11,000	11,120	11,120	11,239	11,301
MANUFACTURING	2,300	-NA-	-NA-	4,200	5,600	5,800	7,700	8,650	9,000	-NA-	9,600	-NA-	7,200	7,200	7,340	7,361	7,482
CONSTRUCTION AND PUBLIC WORKS	6,518	-NA-	-NA-	4,500	4,500	4,200	5,900	8,200	12,000	-NA-	12,000	-NA-	12,000	12,100	12,160	12,304	12,576
TRANSPORTATION	817	-NA-	-NA-	6,700	6,750	6,500	6,750	7,750	8,000	-NA-	8,100	-NA-	8,600	9,000	9,200	9,256	9,353
PUBLIC UTILITIES	1,342	-NA-	-NA-	4,000	4,500	4,500	5,100	6,550	7,000	-NA-	7,100	-NA-	7,100	7,385	7,885	8,010	8,815
BANKING, TRADE, INSURANCE	2,561	-NA-	-NA-	17,000	17,600	17,800	18,200	20,300	22,200	-NA-	23,000	-NA-	12,000	12,175	12,175	12,475	12,808
HOTEL AND DOMESTIC SERVICE	12,644	-NA-	-NA-	3,500	3,500	3,500	3,900	4,250	4,900	-NA-	3,800	-NA-	2,800	2,850	2,850	2,929	3,125
OTHER 1./	---	-NA-	-NA-	---	---	---	---	---	---	-NA-	---	-NA-	---	---	2,200	2,096	2,100

SOURCES: IMF, RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS
(1972) 1967-71 (1978) 1973-78
IMF, ARTICLE XIV (1968) 1966, (1966) 1963
UNESCO, SECTOR SURVEY (1980) 1979

1./ RESIDUAL VALUE
2./ REVISED TO MATCH TOTAL
3./ EXCLUDING ARMY AND POLICE PERSONNEL

NOTE: THE PLAN QUINQUENNAL 1973-78 (P57) QUOTES 1972 CENSUS
DATA FOR REGISTERED WAGE EARNERS AS 82865 PLUS 17703 TRADERS

NOTE: TOTALS MAY NOT ADD DUE TO ROUNDING



TABLE 1.3: EDUCATION SECTOR SELECTED INDICATORS, 1958-1978/79
SELECTED YEARS

	Enrollment			Indexes (Percentages)			Average Growth Rates (Percentages)		
	1958	1968	1978/79	1958	1968	1978/79	1958-68	1968-78	1958-78/79
NUMBER OF STUDENTS	45,090.0	174,156.0	362,786.0	100.0	386.2	804.6	14.5	7.6	11.0
PRIMARY	42,543.0	144,394.0	252,100.0	100.0	339.4	592.6	13.0	5.7	9.3
SECONDARY	2,547.0	29,118.0	39,947.0	100.0	1,143.2	3,531.5	27.6	11.9	19.5
UNIVERSITY	---	644.0	20,739.0	N/A	100.0	3,220.3	N/A	41.5	N/A
NUMBER OF SCHOOLS	296.0	1,814.0	2,761.0	100.0	612.8	932.8	19.9	4.3	11.8
PRIMARY	287.0	1,560.0	2,370.0	100.0	543.6	825.8	18.4	4.3	11.1
SECONDARY	9.0	252.0	346.0	100.0	2,800.0	3,844.4	39.5	3.2	20.0
UNIVERSITY	---	2.0	45.0	N/A	100.0	2,250.0	N/A	36.5	N/A
NUMBER OF TEACHERS	905.0	5,050.0	10,795.0	100.0	558.0	1,192.8	18.8	7.9	13.2
PRIMARY	843.0	3,894.0	8,608.0	100.0	461.9	783.9	16.5	5.4	10.8
SECONDARY	42.0	1,086.0	3,171.0	100.0	1,751.6	5,114.5	33.2	11.3	21.7
UNIVERSITY	---	70.0	1,016.0 ^{1/}	N/A	100.0	1,451.4	N/A	30.7	N/A

SOURCE: UNESCO

1_/ 1977/78

NA = NOT APPLICABLE

September 1980

TABLE 2.1: GROSS DOMESTIC PRODUCT AT CURRENT MARKET PRICES
BY INDUSTRIAL ORIGIN, 1973-79
(IN MILLION SYLIS)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
GDP AT MARKET PRICES	19,415	21,282	22,950	26,531	26,676	28,773	29,425
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====
RURAL SECTOR	11,283	11,554	12,044	12,656	12,306	12,528	11,943
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
AGRICULTURE	7,920	8,144	8,576	9,137	8,736	8,863	8,177
SMALLHOLDERS, BMP/BAP	7,864	8,087	8,518	9,078	8,676	8,802	8,115
PUBLIC ENTERPRISES	56	57	58	59	60	61	62
LIVESTOCK	915	928	943	957	971	997	1,027
FISHERIES	217	220	223	226	229	235	241
FORESTRY	2,231	2,262	2,302	2,336	2,370	2,433	2,498
INDUSTRIAL SECTOR	2,562	3,679	4,614	6,283	6,655	7,290	7,767
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
MINING	811	1,848	2,673	4,230	4,610	4,937	5,444
MANUFACTURING	924	979	1,034	1,109	1,170	1,372	1,400
PUBLIC UTILITIES	166	166	186	208	190	223	223
CONSTRUCTION	661	686	721	736	685	758	700
TERTIARY SECTOR	5,570	6,049	6,292	7,592	7,715	8,955	9,715
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
TRANSPORTATION	559	593	608	622	565	705	650
COMMERCE	2,803	2,930	3,071	4,162	3,998	4,855	5,200
BANKING AND INSURANCE	264	277	292	423	405	622	550
ADMINISTRATION	1,944	2,249	2,321	2,385	2,747	2,773	3,315
LESS, INDIRECT TAXES NET OF SUBSIDIES	1,205	1,183	1,537	2,918	3,259	4,097	4,312
GDP AT FACTOR COST	18,210	20,099	21,413	23,613	23,417	24,676	25,113
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====

NOTE: TOTALS MAY NOT ADD DUE TO ROUNDING

September 1980

TABLE 2.2: GROSS DOMESTIC PRODUCT AT CONSTANT 1973 MARKET PRICES
BY INDUSTRIAL ORIGIN, 1973-79
(IN MILLION SYLIS)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
GDP AT MARKET PRICES	19,415	20,425	21,021	22,912	22,252	23,506	23,505
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====
RURAL SECTOR	11,283	11,421	11,705	12,194	11,516	11,564	10,845
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
AGRICULTURE	7,920	8,011	8,237	8,675	7,946	7,899	7,079
SMALLHOLDERS, BMP/BAP	7,864	7,954	8,179	8,616	7,886	7,838	7,017
PUBLIC ENTERPRISES	56	57	58	59	60	61	62
LIVESTOCK	915	928	943	957	971	997	1,027
FISHERIES	217	220	223	226	229	235	241
FORESTRY	2,231	2,262	2,302	2,336	2,370	2,433	2,498
INDUSTRIAL SECTOR	2,562	3,104	3,392	3,741	3,743	3,992	4,099
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
MINING	811	1,401	1,753	2,078	2,167	2,235	2,418
MANUFACTURING	924	904	856	875	874	988	972
PUBLIC UTILITIES	166	166	186	208	190	223	223
CONSTRUCTION	661	633	597	580	512	546	486
TERTIARY SECTOR	5,570	5,900	5,924	6,977	6,993	7,950	8,561
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
TRANSPORTATION	559	570	557	549	483	590	533
COMMERCE	2,803	2,815	2,782	3,670	3,417	4,066	4,262
BANKING AND INSURANCE	264	266	264	373	346	521	451
ADMINISTRATION	1,944	2,249	2,321	2,385	2,747	2,773	3,315
LESS, INDIRECT TAXES NET OF SUBSIDIES	1,205	1,135	1,408	2,520	2,719	3,347	3,444
GDP AT FACTOR COST	18,210	19,290	19,613	20,392	19,533	20,159	20,061
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====

September 1980

TABLE 2.3: IMPLICIT PRICE DEFLATORS FOR GROSS DOMESTIC PRODUCT
AT MARKET PRICES BY INDUSTRIAL ORIGIN
(PERCENTAGES)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
GDP AT MARKET PRICES	100.00	104.20	109.18	115.80	119.88	122.41	125.19
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====
RURAL SECTOR	100.00	101.16	102.90	103.79	106.86	108.34	110.12
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
AGRICULTURE	100.00	101.66	104.12	105.33	109.94	112.20	115.51
SMALLHOLDERS, BMP/BAP	100.00	101.67	104.14	105.36	110.02	112.30	115.65
PUBLIC ENTERPRISES	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
LIVESTOCK	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
FISHERIES	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
FORESTRY	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
INDUSTRIAL SECTOR	100.00	118.52	136.03	167.95	177.80	182.62	189.49
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
MINING	100.00	131.91	152.48	203.56	212.74	220.89	225.14
MANUFACTURING	100.00	108.30	120.79	126.74	133.87	138.87	144.03
PUBLIC UTILITIES	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
CONSTRUCTION	100.00	108.37	120.77	126.90	133.79	138.83	144.03
TERTIARY SECTOR	100.00	102.53	106.21	108.81	110.32	112.64	113.48
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
TRANSPORTATION	100.00	104.04	109.16	113.30	116.98	119.49	121.95
COMMERCE	100.00	104.09	110.39	113.41	117.00	119.40	122.01
BANKING AND INSURANCE	100.00	104.14	110.61	113.40	117.05	119.39	121.95
ADMINISTRATION	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
LESS, INDIRECT TAXES NET OF SUBSIDIES	100.00	104.23	109.16	115.79	119.86	122.41	125.20
GDP AT FACTOR COST	100.00	104.19	109.18	115.80	119.88	122.41	125.18
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====

September 1980

TABLE 2.4: GROSS DOMESTIC EXPENDITURE AT CURRENT PRICES, 1973-79
(MILLION SYLIS)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
GDP AT MARKET PRICES	19,415	21,282	22,950	26,531	26,676	28,773	29,425
INVESTMENT	3,105	3,588	4,074	4,017	2,819	3,741	4,379
PUBLIC AND PARAPUBLIC PLAN INVESTMENT	1,961	2,413	2,867	2,777	1,549	2,441	3,039
REGIONAL	1,400	1,784	2,413	2,305	1,075	1,899	2,500 ^{1/}
LOCAL ^{2/}	90	85	90	93	105	105	105
PUBLIC ENTERPRISES ^{3/}	204	204	204	204	204	204	204
PARAPUBLIC ENTERPRISES	40	40	40	45	15	66	30
PRIVATE INVESTMENT ^{5/}	237	300	120	130	150	177	200 ^{4/}
RESOURCE BALANCE	1,144	1,175	1,207	1,240	1,270	1,300	1,340
MERCHANDISE EXPORTS (FOB)	-2,335	-1,119	-1,085	-742	662	-436	-404
MERCHANDISE IMPORTS (CIF)							
NON-FACTOR SERVICES ^{11/}	1,480 ^{6/}	2,643 ^{6/}	3,641 ^{7/}	5,400	6,200	6,466	7,132
	3,690 ^{6/}	3,587 ^{6/}	4,474 ^{7/}	5,641	4,916	5,976	6,636 ^{4/}
	-125 ^{4/}	-175 ^{8/}	-252 ^{7/}	-501	-622	-926	-900 ^{4/}
GROSS DOMESTIC SAVINGS	770	2,469	2,989	3,275	3,481	3,315	3,975
CONSUMPTION	18,645	18,813	19,961	23,256	23,195	25,458	25,450
GOVERNMENT CONSUMPTION	2,756	3,061	3,265	3,199	3,822	4,468	4,831
COMPENSATION OF EMPLOYEES	1,944	2,249	2,321	2,385	2,747	2,773	3,315
CENTRAL GOVERNMENT	1,644	2,040	2,030	2,089	2,421	2,447	3,037
REGIONAL GOVERNMENTS	300	209	291	296	326	326	278
PURCHASE OF GOODS AND SERVICES	812	812	944	814	1,075	1,695	1,516
PRIVATE CONSUMPTION ^{9/}	15,889	15,752	16,696	20,057	19,373	20,990	20,619
NET FACTOR INCOME FROM ABROAD	-991 ^{6/}	-852 ^{6/}	-974 ^{7/}	-1,134 ^{12/}	-1,549	-1,709	-1,849 ^{12/}
NET CURRENT TRANSFER RECEIPTS	250 ^{4/} ^{6/}	247 ^{6/}	153 ^{7/}	168	331	647	261 ^{13/}
GMP AT MARKET PRICES	18,424	20,430	21,976	25,397	25,127	27,064	27,576
GROSS NATIONAL SAVINGS ^{10/}	29	1,864	2,168	2,309	2,263	2,253	2,387
NATIONAL SAVINGS GAP	-3,076	-1,724	-1,906	-1,708	-556	-1,498	-1,992

SOURCE: IBRD

- 1_/ BUDGETED EXPENDITURE
- 2_/ PLANNED EXPENDITURE 1973-78 (SEE PUBLIC FINANCES REPORT, 1974)
SYLIS 1073 MILLION OVER 5.25 YEARS
- 3_/ AUTOFINANCING ONLY
- 4_/ ESTIMATED
- 5_/ HOUSEHOLDS INVESTMENT
- 6_/ ESTIMATED FROM FISCAL YEARS
- 7_/ 1974/5
- 8_/ 1973/74
- 9_/ RESIDUAL VALUE
- 10_/ IBRD DEFINITION, INCLUDING NET CURRENT TRANSFER RECEIPTS
- 11_/ AS NO DATA ARE AVAILABLE FOR NON-FACTOR SERVICES, GOVERNMENT
NET SERVICES ACCOUNT IS USED AS A SUBSTITUTE APPROXIMATION
- 12_/ INCLUDING INSURANCE PAYMENTS TO FRIGUIA OF SYLIS 76 MILLION
IN 1976 AND SYLIS 44 MILLION IN 1972
- 13_/ TREASURY DATA

September 1980

TABLE 2.5: GROSS DOMESTIC EXPENDITURE, AT CONSTANT 1973 PRICES, 1973-79
(IN MILLION SYLIS)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
GDP AT MARKET PRICES	19,415	20,425	21,021	22,912	22,252	23,506	23,505
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
INVESTMENT	3,105	3,411	3,540	3,352	2,542	3,027	3,280
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
PUBLIC AND PARAPUBLIC	1,961	2,236	2,333	2,112	1,272	1,727	1,940
PLAN INVESTMENT	1,400	1,644	1,912	1,681	855	1,256	1,505
REGIONAL INVESTMENT	80	85	90	93	105	105	105
LOCAL INVESTMENT	204	204	204	204	204	204	204
PUBLIC ENTERPRISES	40	40	40	45	15	66	30
PARAPUBLIC ENTERPRISES	237	263	87	89	93	96	96
PRIVATE INVESTMENT	1,144	1,175	1,207	1,240	1,270	1,300	1,340
RESOURCE BALANCE	-2,335	-988	-857	-492	403	-257	-201
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
MERCHANDISE EXPORTS	1,480	1,998	2,438	2,685	2,893	2,944	3,134
PLUS TERMS OF TRADE ADJUSTMENT		335	440	891	881	866	405
LESS MERCHANDISE IMPORTS	3,490	3,181	3,560	3,726	2,977	3,561	3,306
LESS NON-FACTOR SERVICES	125	140	175	342	394	506	434
GROSS DOMESTIC SAVINGS	770	2,423	2,683	2,860	2,945	2,770	3,079
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
CONSUMPTION	18,645	18,337	18,778	20,943	20,188	21,602	20,831
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
GOVERNMENT CONSUMPTION	2,756	2,950	3,052	2,933	3,442	3,918	4,295
COMPENSATION OF EMPLOYEES	1,944	2,249	2,321	2,385	2,747	2,773	3,315
-CENTRAL GOVERNMENT	1,644	2,040	2,030	2,089	2,421	2,447	3,037
-REGIONAL GOVERNMENTS	300	209	291	296	326	326	278
PURCHASE OF GOODS AND SERVICES	812	701	731	548	695	1,145	980
PRIVATE CONSUMPTION	15,889	15,387	15,726	18,010	16,746	17,684	16,536
NET FACTOR INCOME FROM ABROAD	-991	-752	-770	-751	-943	-1,007	-918
NET CURRENT TRANSFER RECEIPTS	250	218	121	111	201	381	130
GNP AT MARKET PRICES	18,424	19,673	20,251	22,161	21,309	22,499	22,587
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
GROSS NATIONAL SAVINGS	29	1,889	2,034	2,220	2,203	2,144	2,291
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
NATIONAL SAVINGS GAP	3,076	1,522	1,506	1,132	339	883	989
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
GROSS DOMESTIC INCOME	19,415	20,760	21,461	23,803	23,133	24,372	23,910
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
GROSS NATIONAL INCOME	18,424	20,008	20,691	23,052	22,190	23,365	22,992
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

September 1980

TABLE 3.1: BALANCE OF PAYMENTS ESTIMATES, 1962-79
(IN MILLION SYLIS)

	1962	1963	1964	1964/65	1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1976	1977	1978	1979 PRELIMINARY
CURRENT ACCOUNT	-1,837	-720	-688	-550	-709	-578	-427	-657	-1,297	-909	-1,713	-3,547	-1,663	-1,906	-1,708	-556	-1,498	-1,984
TRADE BALANCE	-1,637	-387	-423	-312	-222	-59	75	-371	-592	-695	-1,184	-2,620	-981	-833	-241	1,284	490	498
EXPORTS FOB (GOODS)	1,109	1,232	1,285	1,280	1,282	1,257	1,300	1,240	1,340	1,282	1,254	1,203	2,310	3,641	5,400	6,200	6,466	7,132
IMPORTS CIF (GOODS)	-2,746	-1,619	-1,708	-1,592	-1,504	-1,316	-1,225	-1,611	-1,932	-1,977	-2,438	-3,823	-3,291	-4,474	-5,641	-4,916	-5,976	-6,634
GOVERNMENT SERVICES AND TRANSFERS	-NA-	180	222	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-139	-406	-736	-736	-722	-1,109
SCHEDULED INTEREST PAYMENTS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-92	-138	-173	-207	-232	-244	-308	-403	-445	-443	-470
UNREQUITTED TRANSFERS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	336	42	163	279	153	168	331	647	261
OTHER SERVICES (NET)	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-175	-252	-501	-622	-926	-900
PRIVATE SERVICES AND TRANSFERS	-NA-	-512	-484	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-543	-667	-731	-1,104	-1,266	-1,373
INTEREST PAYMENTS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-454	-378	-420	-411
WORKERS REMITTANCES	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-119	-119	-126	-133
INVESTMENT INCOME	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	---	-167	-265	-396
OTHER FACTOR SERVICES	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-238	-440	-455	-477
OTHER RECEIPTS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	80	---	---	44
CAPITAL ACCOUNT	1,126	766	756	586	669	435	259	748	1,119	1,099	2,095	2,527	2,339	1,357	-450	-1,363	-67	12
PUBLIC SECTOR MLT	1,083	669	638	539	635	435	-NA-	431	1,343	1,637	1,296	1,071	1,327	807	92	-995	336	281
DRAWINGS	217	980	736	788	772	804	730	687	1,830	2,290	1,930	1,866	2,172	1,892	1,497	1,072	2,202	2,502
SCHEDULED AMORTIZATIONS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-256	-487	-653	-684	-795	-845	-1,085	-1,405	-2,067	-1,866	-2,221
PRIVATE SECTOR MLT	44	97	118	47	35	---	27	44	69	-99	937	1,590	696	269	-540	-404	-329	-140
DRAWINGS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	---	114	158	733
AMORTIZATIONS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-540	-518	-487	-873
PRIVATE SECTOR SHORT-TERM	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	273 1/	-293 1/	-439 1/	-88 1/	-134 1/	316 1/	281 1/	-2	36	-74	-129
ERRORS AND OMISSIONS 1_/	-150	17	-9	-73	-90	-141	-102	-131	-631	-809	-236	1,121	-1,456	-82	24	455	-660	-435
OVERALL BALANCE	-861	63	61	-37	-130	-284	-270	-40	-809	-619	146	101	-780	-631	-2,134	-1,464	-2,225	-2,407
COUNTERPART ITEMS (SDR ALLOCATION)	---	---	---	---	---	---	---	---	79	63	63	---	---	---	---	---	---	---
EXCEPTIONAL FINANCING (ARREARS)	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	77	283	455	468	536	617	747	944	1,089	1,041	1,108
PRINCIPAL	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	56	239	398	413	492	566	589	790	1,008	930	1,095
INTEREST	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	21	43	57	55	44	51	58	154	81	111	13
CHANGE IN NET FOREIGN ASSETS	861	-63	-61	37	130	284	270	-37	447	101	-677	-637	163	-116	1,190	375	1,184	1,299

1_/ RESIDUAL VALUES

NOTE: TOTALS MAY NOT ADD DUE TO ROUNDING

TABLE 3.2: EXPORT TONNAGES, 1955-1979

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1964/65	1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1976	1977	1978	1979
MINERALS (1000 TONS, UNLESS OTHERWISE SPECIFIED)																									
BAUXITE	457	375	299	300	577	379	44	184	166	244	176	23	17	418	765	993	1,160	626	109	3,717	6,512	9,075	10,106	10,286	10,612
CBG (BOKE)	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	3,717	4,772	6,838	7,468	7,789	8,112
DBK (KINDIA)	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	1,740	2,237	2,638	2,497	2,500
HALCO (TAMARRA)	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
SBM (KASSA)	457	375	299	300	577	379	44	184	166	244	176	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
ALUMINA	---	---	---	---	---	171	390	459	488	477	480	520	530	531	572	610	600	600	605	633	617	569	560	610	653
FRIGUIA (FRIA)	---	---	---	---	---	171	390	459	488	477	480	520	530	531	572	610	600	600	605	633	617	569	560	610	653
IRON ORE	820	1,050	373	359	767	536	717	605	702	716	440	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
CMC (CONAKRY)	820	1,050	373	359	767	536	717	605	702	716	440	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
DIAMONDS (1000 CARATS)	-NA-	77	80	113	82	37	49	42	52	42	53	29	---	---	28	65	19	---	---	---	---	---	---	---	---
AGRICULTURAL COMMODITIES (TONS, UNLESS OTHERWISE SPECIFIED)																									
COFFEE	9,000	11,000	9,700	10,000	14,400	16,000	8,000	6,000	7,000	6,000	5,000	9,000	-NA-	-NA-	-NA-	4,652	5,916	4,026	4,022	2,403	2,227	1,170	1,976	786	-NA-
BANANAS	98,000	91,000	73,000	65,000	35,000	55,000	59,000	44,000	45,000	35,000	12,000	43,684	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	1,000	9,000	1,000	1,000	124	170	30	-NA-
PINEAPPLES	1,000	2,000	2,000	3,000	5,000	5,000	6,000	2,914	3,045	4,179	5,699	6,510	6,730	6,730	8,851	8,207	9,334	10,293	8,037	9,339	8,315	3,089	2,088	2,212	-NA-
PALM KERNELS	21,000	22,000	21,000	19,000	23,000	23,000	15,000	8,000	24,000	23,000	25,000	19,324	-NA-	-NA-	-NA-	13,025	16,886	15,555	17,050	14,054	9,144	7,467	10,090	12,633	-NA-
HANGOES	9,000	-NA-	-NA-	9,000	-NA-	2,000	-NA-	1,000	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	1,000	1,000	244	1,112	1,170	-NA-
OTHER CROPS	9,000	-NA-	1,000	1,000	-NA-	2,000	-NA-	20,000	3,000	2,000	4,000	2,000	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	8,000	2,000	2,000	2,000	774	1,260	154
FRUIT JUICES (1000 CANS)	971	980	1,694	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	971	980	1,694	-NA-
PLYWOOD (1000 CUBIC METE)	156	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	156	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-

SOURCES: WORLD BANK, GUINEA - ECONOMIC TRENDS AND PROSPECTS (1967)
 MINISTERE DES FINANCES ET DU PLAN - BULLETIN SPECIAL
 DE STATISTIQUES (1962)
 WORLD BANK, GUINEA - MACROECONOMIC FRAMEWORK (1971)
 IMF, GUINEA - RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS (1972,76,77,79)
 1./ CONVERTED FROM CALENDAR YEAR PRODUCTION DATA
 E = ESTIMATE

September 1980

TABLE 3.2a: MERCHANDISE EXPORTS, 1956-79
(MILLION SYLIS, FOB CURRENT PRICES)

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1964/65	1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1976	1977	1978	1979 PRELIMINARY
TOTAL EXPORTS FOB	510	520	486	597	1,067	1,349	1,084	1,219	1,213	1,280	1,280	1,250	1,300	1,240	1,340	1,282	1,254	1,203	2,310	3,641	5,400	6,200	6,466	7,132 ^{1/}
MINERALS	130	140	96	107	447	859	764	869	903	900	880	840	850	870	990	966	951	851	2,010	3,444	5,274	5,873	6,331	6,882 ^{1/}
ALUMINA	---	---	---	---	260	710	660	770	770	770	810	820	830	850	880	894	899	851	1,319	1,459	1,528	1,540	1,740	1,916
BAUXITE	50	40	40	50	80	60	10	30	20	30	20	---	10	10	100	72	52	---	691	1,985	3,746	4,333	4,591	4,966 ^{1/}
IRON ORE	70	80	40	40	90	60	70	50	90	70	40	10	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
DIAMONDS ^{1/}	10	20	16	17	17	29	24	19	23	30	10	10	10	10	10	---	---	---	---	---	---	---	---	---
AGRICULTURAL COMMODITIES	380	380	390	490	500	490	320	330	310	350	400	410	450	370	350	303	294	341	300	197	126	327	135	250 ^{1/}
COFFEE	150	140	170	220	210	160	70	90	80	60	130	70	150	130	140	127	128	131	61	53	43	231	37	-NA-
BANANAS	130	110	120	110	110	160	110	100	70	110	100	100	70	80	30	2	4	1	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-
PINEAPPLES	10	10	10	20	20	40	20	30	30	50	70	70	80	70	70	103	114	75	91	80	26	18	9	-NA-
PALM KERNELS	40	50	50	70	90	60	70	80	70	80	70	70	70	60	60	58	38	127	140	51	32	49	69	-NA-
OTHER	50	70	40	70	70	70	50	30	60	50	30	100	80	30	50	13	8	7	8	13	25	29	20	-NA-
MISCELLANEOUS	---	---	---	---	120	---	---	20	---	30	---	---	---	---	---	13	9	11	---	---	---	---	---	-NA-

1./ ESTIMATES
SOURCES: IBRD, GUINEA - ECONOMIC TRENDS AND PROSPECTS (1967)
IBRD, GUINEA - MEDIUM TERM MACROECONOMIC FRAMEWORK (1977)
IMF, GUINEA - RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS (1979)

TABLE 3.3: MERCHANDISE IMPORTS, 1956-79
(MILLION SYLIS, CIF CURRENT PRICES)

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1964/65	1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1976	1977	1978	1979 PRELIMINARY
TOTAL IMPORTS CIF	660	925	1,300	2,028	1,592	2,159	1,978	1,619	1,708	1,592	1,505	1,316	1,225	1,611	1,932	1,977	2,438	3,823	3,291	4,474	5,641	4,916	5,976	6,634
GENERAL IMPORT PROGRAM	660	845	970	1,508	972	1,539	1,324	879	948	984	934	912	582	1,131	1,641	1,572	777	887	1,410	1,623	2,213	2,812	2,823	3,467
FOOD, BEVERAGES, TOBACCO	120	140	182	256	186	180	304	233	284	432	255	232	180	333	391	305	208	228	380	256	370	404	636	-NA-
TEXTILES, CLOTHING	130	106	97	72	192	417	285	155	171	126	176	86	57	142	243	203	140	152	380	256	370	404	636	-NA-
PETROLEUM PRODUCTS	40	45	56	56	98	114	120	135	137	27	62	113	81	175	235	285	96	60	267	256	370	404	636	-NA-
TRANSPORT EQUIPMENT	90	166	193	106	159	364	170	118	122	91	85	27	81	187	390	396	61	80	64	194	280	378	1,050	-NA-
CONSTRUCTION MATERIALS	20	20	33	25	32	24	48	11	30	54	48	26	40	56	114	114	38	30	97	235	340	294	513	-NA-
OTHER GOODS	260	348	409	993	305	440	397	227	184	254	308	428	161	238	268	269	234	337	597	242	12	771	56	-NA-
SPECIAL IMPORT PROGRAM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PLAN IMPORTS 2_/	-	80	330	520	360	360	360	480	500	318	335	241	467	300	73	225	638	1,038	-	-	752	-	-	-
MINING IMPORTS 3_/	-	-	-	-	260	260	294	260	260	290	236	163	176	180	218	180	1,023	1,898	981	1,601	1,491	1,347	1,475	1,410
CBG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FRIGUIA	-	-	-	-	260	260	294	260	260	290	236	163	176	180	218	180	758	1,393	411	641	608	505	603	567
OTHER IMPORTS 4_/	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	960	883	842	872	1,090
																								100

SOURCES: (1) IMF REPORTS 1957-59 (AUGUST 1964, P 92)
 1960-64 (DECEMBER 1965, PP 44,73) 1964/65 (OCTOBER 1970, P 63)
 1965/66-1970/71 (JUNE 1972, P 80) 1971/72 (MAY 1976, P 51)
 1972/72-1974/75 (AUGUST 1977, P 39) 1976-78 (MAY 1979, P 50)
 (2) IBRD MACROECONOMIC FRAMEWORK (1977)
 (3) STAFF ESTIMATES
 1_/ FROM IMPORTS IN CFA FRANCS
 2_/ OBSERVATIONS FOR 57-59 INCLUDE MAJOR INVESTMENTS (EQUIVALENT
 TO PLAN IMPORTS FOR CONSISTENCY PURPOSES);
 OBSERVATIONS FOR 60-62 INCLUDE SYLIS 1080 MILLION REPORTED
 IN 1962 WERE EQUALLY DISTRIBUTED DURING PLAN EXERCISE
 3_/ OBSERVATIONS FOR 60-61 ARE ESTIMATES, AS MINING IMPORTS WERE
 INCLUDED IN THE GENERAL IMPORTS
 4_/ PRIVATE TRADE, OTHER JOINT VENTURES
 5_/ BTOR, J.P. ROCHET, EGYPT, 4/4/80 (US\$36 MILLION)

TABLE 4.1: EXTERNAL PUBLIC DEBT OUTSTANDING BY PAYMENT AREA, 1968-1979
(IN MILLION US\$)

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
DEBT DISBURSED DECEMBER 31	216.4	235.0	314.2	422.1	489.6	604.9	722.7	761.2	802.5	826.4	906.5	990.4
CLEARING 1./	152.4	160.1	212.6	281.6	323.3	387.1	470.0	489.3	510.9	487.8	484.6	464.9
CONVENTIONAL	64.0	74.9	101.6	140.5	166.3	217.8	252.7	271.9	291.6	338.6	421.9	525.5
SUPPLIERS CREDITS	26.4	26.5	28.3	34.7	36.8	63.0	77.5	79.7	88.8	110.6	144.3	186.5
FINANCIAL INSTITUTIONS	0.8	3.7	8.4	11.4	10.4	21.8	17.3	15.5	14.1	12.4	18.5	19.0
MULTILATERAL	1.7	5.2	20.4	44.6	66.7	72.5	70.6	71.6	72.3	82.6	106.1	126.5
BILATERAL	35.1	39.5	44.5	49.8	52.4	60.5	87.3	105.1	116.4	133.0	153.0	193.5
ANNUAL DISBURSEMENTS	28.4	30.9	89.6	94.1	79.2	91.2	110.4	86.9	70.0	50.7	105.1	130.9
CLEARING 1./	17.4	13.0	58.5	54.3	47.6	38.0	77.6	54.8	39.0	7.9	32.8	24.0
CONVENTIONAL	11.0	17.9	31.1	39.8	31.6	53.2	32.8	32.1	31.0	42.8	72.3	106.9
SUPPLIERS CREDITS	4.5	1.5	4.2	7.8	6.8	27.9	16.9	7.1	14.9	22.1	30.8	58.6
FINANCIAL INSTITUTIONS	0.8	3.2	6.1	3.4	---	13.6	---	---	2.4	---	5.2	---
MULTILATERAL	1.7	3.4	15.2	24.2	22.1	6.8	---	3.3	3.0	12.6	25.1	22.7
BILATERAL	4.0	9.8	5.6	4.4	2.7	4.9	15.9	21.7	10.7	8.1	11.2	25.7
ACTUAL SERVICE PAYMENTS	8.0	12.0	14.5	15.2	19.3	24.5	22.4	34.9	40.4	68.5	65.5	82.9
CLEARING 1./	3.7	6.5	7.2	5.5	6.7	8.8	8.2	21.2	24.1	49.6	44.9	56.3
CONVENTIONAL	4.3	5.5	7.3	9.7	12.6	15.7	14.2	13.7	16.3	18.9	20.6	26.6
SUPPLIERS CREDITS	1.1	1.2	3.1	4.2	5.2	5.2	5.1	3.7	6.1	5.8	7.2	11.1
FINANCIAL INSTITUTIONS	---	0.3	1.7	1.8	2.7	2.6	---	0.4	1.0	---	---	---
MULTILATERAL	---	0.5	0.9	2.1	3.5	6.6	7.7	7.8	7.9	8.6	9.9	9.5
BILATERAL	3.2	3.5	1.6	1.6	1.2	1.3	1.4	1.7	1.3	4.5	3.5	6.0
SCHEDULED SERVICE PAYMENTS	10.9	15.2	28.7	35.1	39.6	51.6	53.3	73.4	84.6	118.8	117.0	140.8
CLEARING 1./	3.5	6.6	17.8	20.4	21.0	26.2	28.5	46.4 1/	53.9 1/	69.0 1/	65.6 1/	68.7
CONVENTIONAL	7.4	8.6	11.0	14.8	18.6	25.4	24.8	27.0	30.7	49.8	51.4	72.1
SUPPLIERS CREDITS	3.5	3.9	6.3	7.2	9.2	12.1	9.2	9.6	12.9	29.6	24.7	39.7
FINANCIAL INSTITUTIONS	0.1	0.4	1.0	1.8	2.3	2.3	3.1	3.3	2.4	2.1	2.1	2.9
MULTILATERAL	0.2	0.9	1.2	2.1	3.3	5.4	6.7	6.8	6.9	7.2	8.0	8.5
BILATERAL	3.6	3.4	2.5	3.7	3.8	5.6	5.7	7.4	8.4	10.8	16.6	21.0
COMMITMENTS	83.3	31.5	155.4	60.9	28.2	99.6	154.4	149.2	106.1	46.6	181.1	173.5
CLEARING 1./	5.3	15.4	129.3	28.9	17.1	51.8	108.9	82.3	65.8	---	13.4	5.1
CONVENTIONAL	78.0	16.1	26.1	32.0	11.1	47.8	45.5	66.9	40.3	46.6	167.7	168.4
SUPPLIERS CREDITS	3.7	0.2	21.1	16.0	6.8	33.2	6.4	29.0	15.4	25.1	88.9	25.0
FINANCIAL INSTITUTIONS	4.9	8.0	0.5	1.5	4.3	7.7	---	---	2.4	---	5.2	7.1
MULTILATERAL	64.5	---	---	9.0	---	---	8.1	21.0	4.1	8.3	60.2	64.1
BILATERAL	4.9	7.9	4.5	5.5	---	6.9	31.0	17.0	18.4	13.2	13.4	72.2

SOURCE: WORLD BANK

September 1980

1./ DEBT REPAYABLE IN GOODS AND SERVICES UNDER BILATERAL CLEARING AGREEMENTS.

TABLE 4.2. SECTOR DISTRIBUTION OF EXTERNAL PUBLIC DEBT 1960-79

	AGRICULTURE FISHING FORESTRY	MINING QUARRYING	MANUFACTURING	UTILITIES ELECTRICITY	TOURISM	TRANSPORTS COMMUNICATIONS	SOCIAL CULTURAL ADMINISTRATION	CURRENT IMPORTS	FOOD AID	BOP SUPPORTS GENERAL PURPOSE	DEBT REORGANIZATION	SECTORS NOT SPECIFIED	TOTAL
MILLION US \$													
DEBT OUTSTANDING 31 DEC 79	44.7	144.1	224.9	187.4	32.1	133.1	14.2	90.4	47.1	138.6	194.3	91.1	1342.0
DISBURSED	26.3	144.1	166.0	47.0	18.3	78.7	7.3	36.8	47.1	133.3	194.3	91.1	990.4
UNDISBURSED	18.4	---	58.9	140.4	13.7	54.4	6.9	53.6	---	5.2	---	---	351.6
ANNUAL DISBURSEMENTS													
1960	---	---	---	3.7	---	---	---	---	3.7	---	---	---	7.5
1961	---	---	---	2.5	---	---	---	---	2.5	---	10.0	---	15.0
1962	---	---	2.8	3.4	---	---	---	1.3	1.3	---	---	---	8.8
1963	---	---	2.4	25.7	---	2.2	---	---	0.8	7.0	---	---	39.7
1964	1.6	---	8.8	17.9	---	1.1	---	---	0.7	---	---	---	29.8
AVERAGE 1960-64	0.3	---	2.8	10.6	---	0.7	---	0.3	1.8	1.4	2.0	---	20.2
1965	0.9	---	2.8	12.7	---	7.6	---	---	0.5	1.7	6.4	---	32.6
1966	0.4	1.9	6.5	7.6	---	8.7	---	---	0.3	1.0	4.4	---	30.8
1967	0.2	9.1	4.6	6.7	---	3.6	---	4.3	0.6	1.0	2.9	---	33.1
1968	1.6	9.2	5.2	0.9	---	5.6	0.2	0.2	2.8	---	2.2	1.5	28.4
1969	0.2	7.7	2.5	0.9	---	0.8	0.1	---	7.0	3.9	3.2	0.8	27.7
AVERAGE 1965-69	0.7	5.6	4.3	5.8	---	5.3	0.1	0.9	2.2	1.5	3.8	0.5	30.5
1970	0.3	49.6	6.7	0.6	---	9.4	---	0.2	5.1	15.7	1.7	0.3	89.6
1971	---	53.6	7.6	---	---	11.0	---	8.2	4.4	9.1	---	0.2	94.1
1972	---	42.5	6.4	1.2	---	2.2	---	---	2.7	10.0	5.2	9.0	79.2
1973	---	18.2	16.3	6.4	---	18.4	---	---	2.6	16.4	10.7	2.2	91.2
1974	---	5.6	24.6	7.7	---	---	---	1.5	6.5	13.4	19.6	31.6	110.4
AVERAGE 1970-74	0.1	33.9	12.3	3.2	---	8.2	---	2.0	4.3	12.9	7.4	8.6	92.9
1975	7.5	---	13.5	8.5	---	6.7	---	3.3	---	3.0	10.5	33.9	86.9
1976	5.7	0.5	25.6	14.9	0.6	7.9	---	4.5	---	1.5	8.6	0.2	70.0
1977	4.4	---	13.0	0.7	1.5	13.9	1.8	2.7	---	12.0	0.2	0.4	50.7
1978	4.1	---	12.1	11.5	9.5	23.4	3.2	5.8	5.2	20.8	---	9.5	105.1
1979	2.4	---	42.0	6.0	6.3	13.1	3.6	11.5	0.3	28.7	17.0	---	130.9
AVERAGE 1975-79	4.8	0.1	21.3	8.3	3.6	13.0	1.7	5.6	1.1	13.2	7.3	8.8	88.7
AVERAGE 1960-79	1.5	9.9	10.2	7.0	0.9	6.8	0.5	2.2	2.4	7.3	5.1	4.5	58.1
PERCENTAGES													
AVERAGE 1960-64	1.5	---	13.9	52.5	---	3.5	---	1.5	8.9	6.9	9.9	---	100.0
AVERAGE 1965-69	12.3	18.4	14.1	19.0	---	17.4	0.3	3.0	7.2	4.9	12.5	1.6	100.0
AVERAGE 1970-74	0.1	36.5	13.2	3.4	---	8.8	---	2.2	4.6	13.9	8.0	9.3	100.0
AVERAGE 1975-79	5.4	0.1	24.0	9.4	4.1	14.7	1.9	6.3	1.2	14.9	8.2	9.9	100.0
AVERAGE 1960-79	2.6	17.0	17.6	12.0	1.5	11.7	0.9	3.8	4.1	12.6	8.8	7.7	100.0

SOURCE: WORLD BANK

NOTE: TOTALS MAY NOT ADD DUE TO ROUNDING

September 1980

TABLE 4.3: EXTERNAL DEBT SERVICE RATIOS, 1970-79

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
MILLION US\$										
EXPORTS (GROSS)	54.2	52.1	55.2	71.5	128.8	179.1	252.6	293.2	327.9	373.3
SCHEDULED SERVICE PAYMENTS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	131.1	161.2	163.0	208.0
PUBLIC DEBT	28.7	35.1	39.6	51.6	53.3	73.4	84.6	118.8	117.0	140.8
PRIVATE DEBT 1_/	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	46.5	42.4	46.0	67.2
ACTUAL SERVICE PAYMENTS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	86.9	110.9	111.5	150.1
PUBLIC DEBT	14.5	15.2	19.3	24.5	22.4	34.9	40.4	68.5	65.5	82.9
PRIVATE DEBT	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	46.5	42.4	46.0	67.2
PERCENTAGES										
EXPORTS	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
SCHEDULED SERVICE PAYMENTS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	51.9	55.0	49.7	55.7
PUBLIC DEBT	53.0	67.4	71.7	72.2	41.4	41.0	33.5	40.5	35.7	37.7
PRIVATE DEBT	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	18.4	14.5	14.0	18.0
ACTUAL SERVICE PAYMENTS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	34.4	37.8	34.0	40.2
PUBLIC DEBT	26.8	29.2	35.0	34.3	17.4	19.5	16.0	23.4	20.0	22.2
PRIVATE DEBT	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	18.4	14.5	14.0	18.0
PUBLIC DEBT ACTUAL PAYMENTS AS OF SCHEDULED PAYMENTS	50.7	44.3	50.4	51.1	42.4	47.5	47.8	57.7	56.0	58.9

1_/ CBG AND FRIGUIA

September 1980

NOTE: TOTALS MAY NOT ADD DUE TO ROUNDING

TABLE 5:1 CENTRAL GOVERNMENT FINANCES, 1966/67-1979
(IN MILLION SYLIS CURRENT PRICES)

	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70 ^{1/}	1970/71 ^{1/}	1971/72 ^{1/}	1972/73 ^{1/}	1973/74 ^{1/}	1974/75 ^{1/}	1975/76 ^{2/}	1977 ^{3/}	1978 ^{3/}	1979 ^{3/}
CURRENT REVENUE	1,584.1	1,515.8	1,342.1	1,928.6	2,118.7	2,409.8	2,315.6	2,935.4	2,999.9	8,015.0	7,654.9	8,234.3	9,164.5
TAX REVENUE	1,110.8	1,021.3	1,037.5	1,566.1	1,806.2	2,064.2	2,035.6	2,347.6	2,587.2	5,125.2	4,514.4	5,806.5	6,052.2
TAXES ON NET INCOME AND PROFIT ^{5/}	259.4	333.3	256.2	400.1	310.6	395.1	486.0	850.0	646.4	1,153.9	945.7	1,442.7 ^{6/}	1,302.6 ^{2/}
SOCIAL SECURITY CONTRIBUTIONS	213.7	117.8	144.8	166.2	190.8	202.9	204.2	186.0	195.6	203.0	137.4	122.7	151.4
PAYROLL TAXES ^{8/}	25.0	31.7	19.9	29.2	33.6	22.3	26.2	47.4	52.8	52.1	38.3	55.7	37.8
TAXES ON GOODS AND SERVICES ^{31/}	100.3	94.3	110.2	160.7	122.0	111.6	283.3	290.9	256.8	478.9	340.6	271.7	123.0
TAXES ON INTERNATIONAL TRADE	435.9	371.2	365.5	711.9	849.6	1,101.4	853.1	813.9	1,270.1	3,042.3	2,798.4	3,717.4	4,094.1
IMPORTS	378.3	340.7	333.7	655.8	692.8	915.4	843.4	806.2	854.9	1,542.0	1,320.5	1,414.9	1,997.3
EXPORTS	51.8	30.4	28.4	39.8	35.8	28.0	9.7	7.7	13.6	---	---	---	---
SPECIAL TAX ON MINERALS	---	---	---	---	---	---	---	---	401.6	1,500.3	1,366.6	2,183.9	1,970.4
OTHER ^{32/}	5.8	.1	3.4	16.3	121.0	158.0	---	---	---	---	111.3	118.6	126.4
OTHER TAXES ^{9/}	76.5	73.0	140.9	98.0	299.6	230.9	182.8	159.4	165.5	195.0	254.0 ^{10/}	196.3 ^{10/}	343.3 ^{10/}
NON-TAX REVENUE	473.3	494.5	304.6	362.5	312.5	345.6	280.0	587.8	412.7	2,889.8	3,140.5	2,427.8	3,112.3
BENEFITS PUBLIC ENTERPRISES	380.0 ^{34/}	330.3 ^{34/}	231.0 ^{34/}	231.0 ^{34/}	231.0 ^{34/}	40.0	80.0 ^{11/}	358.2 ^{12/}	181.7	2,536.3 ^{12/}	3,048.2	2,239.8	2,726.6
OTHER	93.3	164.2	73.6	131.5	81.5	305.6	200.0	229.6 ^{12/}	231.0 ^{12/}	353.5 ^{12/}	92.3	188.0	385.7
CAPITAL REVENUE	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
TOTAL REVENUE	1,584.1	1,515.8	1,342.1	1,928.6	2,118.7 ^{4/}	2,409.8	2,315.6	2,935.4	2,999.9	8,015.0	7,654.9	8,234.3	9,164.5
GRANTS AND TRANSFERS	233.6 ^{4/}	52.6 ^{4/}	242.7 ^{4/}	27.8 ^{4/}	371.6	122.0	263.0	279.0	153.0	2,711.1	331.0	647.0	261.4
DOMESTIC NONRECURRENT RECEIPTS	233.6	52.6	242.7	27.8	35.6	80.0 ^{13/}	100.0 ^{13/}	---	---	1,941.9 ^{14/}	---	---	---
EXTERNAL GRANTS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	336.0	42.0	163.0 ^{15/}	279.0 ^{15/}	153.0 ^{15/}	769.2 ^{16/}	331.0 ^{15/}	647.0 ^{15/}	261.4
TOTAL REVENUE AND GRANTS	1,817.7	1,568.4	1,584.8	1,956.4	2,490.3	2,611.8	2,578.6	3,214.4	3,152.9	10,726.1	7,985.9	8,881.3	9,425.9
CURRENT EXPENDITURE	1,540.5	1,701.9	1,642.4	2,055.0	2,292.9	2,611.6	2,629.2	3,010.0	3,263.5	4,542.6	3,872.9	4,723.7	5,177.7
EXPENDITURE ON GOODS AND SERVICES	1,495.5	1,626.0	1,537.7	1,900.9	2,082.7	2,276.6	2,355.8	2,749.0	2,923.7	3,515.1	3,387.7	4,032.9	4,460.2
WAGES, SALARIES	1,029.7	1,114.3	1,103.1	1,278.1	1,375.3	1,507.3	1,552.5	1,829.2	1,869.8	2,464.4	2,156.8	2,410.9	2,840.1
SOCIAL SECURITY	23.8	16.8	-NA-	62.0	90.4	116.8	91.7	210.8	160.2	154.8	264.5	35.8 ^{17/}	196.9 ^{18/}
GOODS AND SERVICES	442.0	494.9	434.6	560.8	617.0	652.5	711.6	709.0	893.7	895.9	966.4	1,586.2	1,423.2
INTEREST PAYMENTS ^{19/}	33.2	63.0	92.3	138.4	173.0	206.8	231.7	244.0	307.8	484.9	444.7	442.9	476.5
SUBSIDIES AND TRANSFERS ^{20/} ^{32/}	11.8	12.9	12.4	15.7	37.2	128.2	41.7	17.0	32.0	542.6 ^{21/}	40.5	247.9 ^{22/}	241.0 ^{23/}
CAPITAL EXPENDITURE (NET)	1,440.0	1,179.7	1,060.0	1,060.0	1,060.0	1,479.0	1,350.0	1,450.1	2,255.6	4,622.8	2,227.9	1,663.6	8,323.7
ACQUISITION OF FIXED ASSETS ^{24/}	1,505.0 ^{26/}	1,270.0 ^{26/}	1,201.0 ^{26/}	1,201.0 ^{26/}	1,201.0 ^{26/}	1,559.0	1,550.0 ^{11/}	1,561.1	2,448.5	2,882.1	1,075.4	1,898.8	2,500.0 ^{25/}
OF WHICH, TREASURY EXPENDITURE	703.7	741.8	555.4	633.5	625.1	495.2	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-
CAPITAL TRANSFERS TO PUBLIC ENTERPRISES	---	---	---	---	---	---	---	---	---	2,005.0	1,403.9	95.3	6,200.0 ^{25/}
LESS, DEPRECIATION PAID BY PUBLIC ENTERPRISES	65.0 ^{33/}	90.3 ^{33/}	141.0 ^{33/}	141.0 ^{33/}	141.0 ^{33/}	80.0	200.0 ^{11/}	111.0 ^{12/}	192.9	264.3	251.4	330.5	376.3
VARIATION IN STOCKS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-
TOTAL EXPENDITURE	2,980.5	2,881.6	2,702.4	3,115.0	3,352.9	4,090.6	3,979.2	4,460.1	5,519.1	9,165.4	6,100.8	6,387.3	13,501.4

TABLE 5:1 CENTRAL GOVERNMENT FINANCES, 1966/67-1979
(IN MILLION SYLIS CURRENT PRICES)

	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70 1/	1970/71 1/	1971/72 1/	1972/73 1/	1973/74 1/	1974/75 1/	1975/76 2/	1977 3/	1978 3/	1979 3/
OVERALL BALANCE	-1,162.8	-1,313.2	-1,117.6	-1,158.6	-862.6	-1,558.8	-1,400.6	-1,245.7	-2,366.2	1,560.7	1,885.1	2,494.0	-4,075.5
CURRENT BALANCE	43.6	-186.1	-300.3	-126.4	-174.2	-201.8	-313.6	-74.6	-263.6	3,472.4	3,782.0	3,510.6	3,986.8
BALANCING ITEM 35_/_	338.3	57.4	175.2	-797.4	-37.3	459.5	-341.9	-528.3	2,261.8	-346.4	141.6	-1,220.4	-6,288.1
FINANCING	824.5	1,255.8	942.4	1,956.0	899.9	1,099.3	1,742.5	1,774.0	104.4	-1,214.3	-2,026.7	-1,273.6	10,363.6
FINANCING ABROAD 21/_	707.5	610.8	508.4	1,625.0	2,091.8	1,713.2	1,607.2	1,944.8	1,552.9	1,382.6	93.9	1,378.3	1,388.9
LOANS DISBURSED	803.7	729.8	687.1	1,829.5	2,289.9	1,929.8	1,866.4	2,172.3	1,891.6	1,938.9	1,072.0	2,202.4	2,501.9
LESS, SCHEDULED AMORTIZATIONS	96.2 30/_	172.6 30/_	255.6	487.2	652.6	684.1	795.3	844.5	1,085.3	1,696.5	2,067.2	1,865.2	2,220.7
PLUS, INCREASE IN ARREARS	---	53.6 30/_	76.9	282.7	454.5	467.5	536.1	617.0	746.6	1,140.2	1,089.1	1,041.1	1,107.7
DOMESTIC FINANCING 28_/_	117.0	645.0	434.0	331.0	-1,191.9	-613.9	135.3	-170.8	-1,448.5	-2,596.9	-2,120.6	-2,651.9	8,974.7
FROM MONETARY AUTHORITIES	160.0	166.0	1,225.0	376.0	-1,779.6	-643.2	440.2	-274.3	-1,149.7	-2,365.1	-1,289.3	-2,965.8	11,093.2
NET BORROWING	431.0	396.0	772.0	524.0	-1,742.0	-94.5	424.8	444.7	-884.7	-2,810.7	-210.8	215.8	6,541.7
CHANGE IN DEPOSITS	-271.0	-230.0	453.0	-148.0	-37.6	-548.7	15.4	-719.0	-265.0	445.6	-1,078.5	-3,181.6	4,551.5
CHANGE IN CURRENCY HOLDINGS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-
REEVALUATION FOREIGN EXCHANGE	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-
FROM DEPOSIT MONEY BANKS	-43.0	479.0	-791.0	-45.0	587.7	29.3	-304.9	103.5	-264.1	-95.8	-703.1	359.8	-2,118.5
NET BORROWING	5.0	406.0	-257.0	-56.0	118.9	-4.4	47.7	-46.2	57.3	-175.8	89.6	59.8	-248.9
CHANGE IN DEPOSITS	-48.0	73.0	-534.0	11.0	468.8	33.7	-352.6	149.7	-321.4	80.0	-792.7	300.0	-1,869.6
OTHER	---	---	---	---	---	---	---	---	-34.7	-41.0	-38.2	28.1	---
NET BORROWING FROM ENTERPRISES 29_/_	---	---	---	---	---	---	---	---	-34.7	-41.0	-38.2	28.1	-NA-
DEPOSITS WITH GOVERNMENT	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-
NET BORROWING FROM HOUSEHOLDS	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-
CHANGES IN LIQUIDITY	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-NA-	-95.0	-90.0	-74.0	-NA-

SOURCES: 1966/67-68/69 IMF, RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS (JUNE 1972)
1969/70-71/72 IBRD, THE PUBLIC SECTOR IN GUINEA (MAY 1974)
1972/72-1978 IMF, RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS (JUNE 1979)
ALSO, 1980 CEM MISSION (FEBRUARY 1980)

- 1_/_ OCTOBER 1 - SEPTEMBER 30
- 2_/_ OCTOBER 1 - DECEMBER 31 (15 MONTHS)
- 3_/_ CALENDAR YEARS
- 4_/_ PARTIAL TOTALS
- 5_/_ INCLUDE BIC (BUSINESS INCOME TAX), IRC (TAX ON DIVIDENDS), RTS (PAYROLL TAX), AND IGR (GENERAL INCOME TAX)
- 6_/_ IMPORTEX PAYMENT OF SYLIS 500 MILLION INCLUDED
- 7_/_ IMPORTEX PAYMENT OF SYLIS 597 MILLION INCLUDED
- 8_/_ INCLUDE VF (VERSEMENTS FORFETAIRES) AND TA (APPRENTICESHIP TAX) WHEN AVAILABLE
- 9_/_ REGISTRATION AND STAMP DUTIES, AND OTHER TAXES
- 10_/_ RESIDUAL, EXCLUDING DRAWINGS RESERVE FUND
- 11_/_ IBRD, THE PUBLIC SECTOR IN GUINEA: PUBLIC FINANCE AND PLANNING (MAY 1976)
- 12_/_ MINISTRY OF PLANNING DATA
- 13_/_ INCREASE IN BALANCES HELD BY CAISSE DE PEREQUATION (STABILIZATION FUND)
- 14_/_ INCLUDING NONRECURRENT RECEIPTS FROM LIQUIDATION OF STABILIZATION FUND (SYLIS 991 MILLION), TAX ON TOBACCO (SYLIS 715 MILLION), AND OTHER (SYLIS 235 MILLION)
- 15_/_ ESTIMATES OF UNREQUITTED TRANSFERS (BOP CURRENT ACCOUNT)
- 16_/_ INCLUDING SYLIS 578 MILLION IN GRANTS RECORDED BY TREASURY AS CURRENT REVENUE
- 17_/_ NOT INCLUDING BENEFITS OF SYLIS 170.7 MILLION WHICH WERE ACCOUNTED AS BUDGETARY EXPENDITURE IN 1979
- 18_/_ PAYMENT OF BENEFITS FOR 1979 WILL BE ACCOUNTED EX-POST IN 1980

- 19_/_ SCHEDULED PAYMENTS ON EXTERNAL PUBLIC DEBT, CONVERTED FROM CALENDAR YEAR DATA AND ADJUSTED TO ACCOUNT FOR DEBT RESCHEDULING AND CONSOLIDATION
- 20_/_ INCLUDING MARGINAL AMOUNTS OF LOANS
- 21_/_ REPORTEDLY INCLUDING CONTRIBUTIONS TO INTERNATIONAL ORGANIZATIONS
- 22_/_ INCLUDING SYLIS 226 MILLION BUDGETED SUBSIDY TO REGIONAL GOVERNMENTS (NATIONAL ASSEMBLY ANNOUNCED IN FEBRUARY 1980 THAT THE TOTAL 1979 SUBSIDY TO REGIONAL GOVERNMENTS WILL BE SYLIS 400 MILLION)
- 24_/_ CENTRAL GOVERNMENT AND PUBLIC ENTERPRISES
- 25_/_ BUDGETED EXPENDITURE
- 26_/_ EXTRAPOLATED FROM REPORTED EXPENDITURE OF SYLIS 4 BILLION BETWEEN MAY 1, 1968 - SEPTEMBER 30, 1971 (IMF, RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS JUNE 1972) AND SYLIS 3010 MILLION BETWEEN MAY 1966 AND APRIL 1968
- 27_/_ INCLUDING TRANSACTIONS ON BEHALF OF PUBLIC ENTERPRISES
- 28_/_ INCLUDING REGIONAL AND LOCAL GOVERNMENTS
- 29_/_ LOANS AND ADVANCE PAYMENTS BY CBG (NET)
- 30_/_ ASSUMING ACTUAL AND SCHEDULED SERVICE PAYMENTS COINCIDE STARTING IN 1967
- 31_/_ INCLUDING TAX ON PETROLEUM PRODUCTS
- 32_/_ IMF, RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS (JUNE 1972) FOR 1966/67-1971/72 DATA
- 33_/_ EXTRAPOLATED FROM DEPRECIATION REPORTED DURING 7 YEAR PLAN, AS FOLLOWS: SYLIS 130 MILLION MAY 1966 - APRIL 1968, SYLIS 470 MILLION MAY 1968 - SEPTEMBER 1971 (IMF, R.E.D., JUNE 1972)
- 34_/_ IDEM (NOTE 33): SYLIS 760 MILLION 1966-68 SYLIS 770 MILLION 1968-71
- 35_/_ OVERALL BALANCE LESS OVERALL FINANCING AVAILABLE, INCLUDING EXTERNAL GRANTS 1966/67 - 1969/70, AND VARIATION IN STOCKS. SUM OF BALANCING ITEM 1966/67-78 = SYLIS 159.1 MILLION

NOTE: TOTALS MAY NOT ADD DUE TO ROUNDING

September 1980

TABLE 6.11: MONETARY STATISTICS, 1960-79
(IN MILLION SYLLIS)

	12/60	12/61	12/62	9/63	12/63	9/64	12/64	9/65	12/65	9/66	12/66	9/67	9/68	9/69	9/70	12/70	9/71	9/72	9/73	9/74	9/75	12/75	9/76	12/76	9/77	12/77	9/78	12/78	9/79	12/79		
NET FOREIGN ASSETS	540.0	-27.0	-888.0	-639.0	-825.0	-737.0	-784.0	-774.0	-751.0	-904.0	-879.0	-1,188.0	-1,456.0	-1,421.0	-1,868.0	-1,923.0	-1,968.9	-1,292.1	-654.8	-818.2	-702.4	-1,147.9	1,546.5	-2,337.4	-1,805.6	-2,712.0	2,030.0	3,875.6	-3,731.0	-5,194.3		
ASSETS	1,244.0	884.0	164.0	236.0	266.0	291.0	241.0	281.0	305.0	192.0	-NA-	148.0	197.0	350.4	357.0	347.0	107.9	300.6	408.2	987.7	1,204.7	890.7	1,054.3	1,131.1	1,013.5	1,026.4	555.1	553.2	1,632.9	1,208.8		
LIABILITIES	-704.0	-911.0	-1,052.0	-875.0	-1,091.0	-1,028.0	-1,005.0	-1,055.0	-1,056.0	-1,096.0	-NA-	-1,336.0	-1,655.0	-1,771.4	-2,225.0	-2,270.0	-2,076.8	-1,892.7	-1,063.0	-1,805.9	-1,907.1	-2,039.6	2,600.8	-3,468.5	-2,819.3	-3,738.4	-3,634.4	-4,448.8	-5,363.9	-6,403.1		
NET DOMESTIC ASSETS	867.0	1,716.0	3,518.0	3,552.0	3,972.0	4,479.0	4,476.0	5,682.0	5,475.0	6,177.0	4,328.0	6,898.0	7,961.0	8,731.0	9,570.0	9,918.0	10,130.2	9,988.4	9,704.8	11,952.4	11,994.8	12,911.8	13,528.0	13,449.1	14,612.6	13,163.3	12,140.5	13,618.9	13,992.6	15,600.7		
DOMESTIC CREDIT	1,020.0	1,503.0	3,897.0	3,637.0	4,015.0	4,408.0	3,997.0	4,410.0	5,188.0	6,117.0	3,861.0	6,585.0	7,484.0	8,710.0	9,000.0	9,561.0	9,792.5	9,708.7	10,369.5	11,384.9	11,754.5	12,750.8	13,573.3	13,532.1	14,366.4	13,191.2	12,091.0	12,819.6	13,282.6	14,931.4		
GOVERNMENT	381.0	444.0	1,066.0	497.0	546.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0	451.0	564.0
CREDIT	514.0	1,119.0	1,883.0	1,171.0	1,246.0	1,414.0	1,474.0	1,474.0	2,420.0	2,901.0	-NA-	3,337.0	4,139.0	4,654.0	5,122.0	5,052.0	3,498.9	3,400.0	3,872.5	4,271.0	3,443.6	3,447.6	4,147.4	4,571.0	3,064.4	3,359.9	248.5	611.5	1,181.6	6,904.3		
DEPOSITS	-133.0	-675.0	-817.0	-675.0	-700.0	-850.0	-1,023.0	-NA-	-1,167.0	-267.0	-NA-	-886.0	-1,043.0	-1,124.0	-1,261.0	-1,392.0	-829.8	-1,344.8	-1,682.0	-2,251.3	-2,837.7	-2,594.2	-1,764.1	-2,312.1	-2,772.9	-4,183.3	-6,234.9	-7,064.9	-7,610.2	-4,383.0		
STATE ENTERPRISES	592.0	985.0	2,635.0	2,888.0	3,231.0	3,572.0	3,272.0	4,152.0	3,760.0	3,418.0	3,494.0	3,952.0	4,179.0	4,430.0	4,846.0	5,327.0	6,198.4	6,773.0	7,355.8	8,528.3	10,077.9	10,780.7	13,092.3	14,435.7	15,283.9	15,953.8	17,233.4	18,197.9	18,935.4	13,717.7		
PRIVATE SECTOR	42.0	74.0	196.0	252.0	236.0	272.0	274.0	258.0	175.0	165.0	167.0	182.0	218.0	250.0	274.0	292.0	298.0	274.0	292.0	298.0	274.0	292.0	298.0	274.0	292.0	298.0	274.0	292.0	298.0	274.0	292.0	
CAPITAL AND RESERVES, OTHER	-153.0	213.0	-379.0	-85.0	-43.0	71.0	479.0	-504.0	287.0	60.0	467.0	313.0	477.0	521.0	565.0	357.0	337.7	279.7	-664.7	567.5	240.3	161.0	-35.3	-83.0	246.2	-27.9	49.5	799.3	730.0	-1,330.7		
COUNTERPART FUNDS PL-480 1./	---	---	---	240.0	350.0	391.0	370.0	832.0	850.0	948.0	990.0	961.0	863.0	813.0	608.0	581.0	251.6	269.7	341.4	423.5	610.1	614.0	613.7	645.4	645.4	658.6	794.7	627.2	648.9	420.2		
MONEY	1,407.0	1,689.0	2,353.0	2,515.0	2,783.0	3,342.0	3,262.0	3,762.0	3,600.0	4,045.0	4,220.0	4,380.0	5,109.0	5,959.0	6,507.0	6,817.0	7,248.5	7,429.4	7,469.5	9,146.5	8,951.7	9,326.6	8,936.6	8,221.0	9,059.6	8,365.5	6,239.2	6,883.0	6,609.4	5,944.0		
CURRENCY IN CIRCULATION	896.0	952.0	1,071.0	1,043.0	1,081.0	1,281.0	1,372.0	1,383.0	1,299.0	1,456.0	1,486.0	1,579.0	1,929.0	2,388.0	3,103.0	3,162.0	3,494.9	3,884.1	3,290.1	3,990.6	3,956.7	3,641.0	3,447.9	3,108.9	3,150.3	1,597.2	1,914.7	2,076.1	2,873.8	3,200.3		
DEMAND DEPOSITS	511.0	737.0	1,282.0	1,472.0	1,702.0	2,061.0	1,890.0	2,379.0	2,301.0	2,589.0	2,734.0	2,801.0	3,180.0	3,571.0	3,404.0	3,655.0	3,753.6	3,545.3	4,179.4	5,155.9	4,995.0	5,685.6	5,488.7	5,112.1	5,901.3	6,768.3	4,324.5	4,806.9	3,735.6	2,743.7		
PRIVATE SECTOR	275.0	579.0	930.0	1,095.0	1,165.0	1,562.0	1,602.0	1,236.0	1,284.0	1,423.0	1,486.0	1,481.0	1,707.0	1,584.0	2,151.0	2,140.0	2,527.9	2,480.6	2,768.4	2,354.1	2,374.7	2,746.0	3,199.9	3,160.7	2,380.0	2,198.5	1,851.6	2,253.6	748.7	697.4		
STATE ENTERPRISES	236.0	158.0	352.0	377.0	537.0	499.0	288.0	1,143.0	1,017.0	1,168.0	1,248.0	1,320.0	1,473.0	1,987.0	1,253.0	1,515.0	1,225.7	1,064.7	1,411.0	2,801.8	2,420.3	2,939.6	2,288.8	1,951.4	3,521.3	4,569.8	2,472.9	2,553.3	2,986.9	2,046.3		
QUASI-MONEY	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	
TIME DEPOSITS	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
IMPORT PREPAYMENTS	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
OVERALL MONEY SUPPLY	1,407.0	1,689.0	2,353.0	2,673.0	2,797.0	3,351.0	3,342.0	4,076.0	3,874.0	4,305.0	4,578.0	4,749.0	5,640.0	6,497.0	7,094.0	7,414.0	7,909.7	8,426.6	8,708.6	10,710.7	10,682.3	11,149.9	11,377.8	10,466.3	12,161.4	9,792.7	8,315.8	9,096.1	9,612.7	9,986.2		

SOURCES: 1960-63 IMF, ARTICLE XIV, MARCH 1966
1963-66 IMF, ARTICLE XIV, FEBRUARY 1968
1966-70 IMF, RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS, JUNE 1972
1971-75 IMF, RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS, AUGUST 1977
1976-78 IMF, RECENT ECONOMIC DEVELOPMENTS, MAY 1979
1979 IMF, TECHNICAL ASSISTANCE MISSION (JANUARY 1980)

1./ COUNTERPART FUNDS ARE MONETARY DEPOSITS BUT NOT RELEASED FOR THE USE OF THE RECIPIENT GOVERNMENT

NOTE: UNTIL 1970 (INCLUSIVE) CONSOLIDATED CLAIMS FOR OUTSTANDING BALANCES UNDER BILATERAL PAYMENTS AGREEMENTS WHICH WERE COMPUTED INTO LONG-TERM LOANS, WERE INCLUDED INTO FOREIGN LIABILITIES AND GOVERNMENT CREDIT

NOTE: TOTALS MAY NOT ADD DUE TO ROUNDING
September 1980

TABLE 7.1: AREAS UNDER CULTIVATION, 1973-79
PROVISIONAL ESTIMATES
(HECTARES)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
	----	----	----	----	----	----	----
SMALLHOLDERS							
RICE (PADDY)	459,110	463,750	468,430	473,000	402,100	406,120	386,180
FONIO (DIGITARIA)	145,470	146,940	148,420	149,900	135,000	136,350	137,714
MAIZE	57,670	58,250	58,840	59,500	53,600	54,136	41,007
MILLET & SORGHUM (GRAIN)	7,220	7,920	8,000	8,100	7,300	7,573	5,530
GROUNDNUTS (UNSHELLED)	118,780	119,980	121,190	123,000	124,200	125,442	126,696
CASSAVA (FRESH)	85,450	86,310	87,180	88,000	88,900	89,800	67,875
YAM (FRESH)	6,400	6,560	6,630	6,700	6,700	6,700	6,700
SWEET POTATOES	9,050	9,140	9,230	9,400	9,500	9,595	9,595
TARO	4,380	4,420	4,470	4,500	4,550	4,596	4,596
PALM KERNELS	144,000	150,000	156,000	160,000	160,000	160,000	160,000
CITRUS	34,360	34,710	35,060	35,400	34,450	35,098	35,000
ORANGES	25,770	26,033	26,295	26,550	25,838	26,324	26,300
TANGERINES	8,590	8,677	8,765	8,850	8,612	8,774	8,700
BANANAS AND PLANTAINS	20,650	20,860	21,070	21,300	21,500	21,715	21,700
PINEAPPLE	13,890	14,030	14,170	14,300	14,450	14,595	14,595
COFFEE	68,365	69,045	69,745	69,875	70,605	71,315	71,315
MECHANIZED PRODUCTION BRIGADES							
RICE (PADDY)	-	-	10,750	94,250	62,750	41,750	20,750
FONIO (DIGITARIA)	-	-	-	10,447	6,965	4,632	2,322
GROUNDNUTS	-	-	3,282	10,447	6,965	4,632	2,322
CASSAVA (FRESH)	-	-	6,088	10,447	6,965	4,632	2,322
OTHER	-	-	618	10,447	6,965	4,632	2,322

September 1980

TABLE 7.2: AGRICULTURAL PRODUCTION, 1973-79
PROVISIONAL ESTIMATES
(THOUSAND METRIC TONS)

	YIELDS ^{1/} KG/HA	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
SMALLHOLDERS								
RICE (PADDY)	900	413.2	417.4	421.6	425.7	361.9	365.5	347.6
FONIO (DIGITARIA)	500	72.7	73.5	74.2	75.0	67.5	68.2	68.9
MAIZE	1,150	66.3	67.0	67.7	68.4	61.6	62.3	47.2
MILLET AND SORGHUM (GRAIN)	600	4.3	4.8	4.8	4.9	4.4	4.5	3.3
GROUNDNUTS (UNSHELLED)	650	77.2	78.0	78.8	80.0	80.7	81.5	82.4
CASSAVA (FRESH)	5,000	427.3	431.6	435.9	440.0	444.5	449.0	339.4
YAM (FRESH)	7,000	44.8	45.9	46.4	46.9	46.9	46.9	46.9
SWEET POTATOES	6,500	58.8	59.4	60.0	61.1	61.8	62.4	62.4
TARO	6,500	28.5	28.7	29.1	29.3	29.6	29.9	29.9
PALM KERNELS	250	36.0	37.5	39.0	40.0	40.0	40.0	40.0
CITRUS	1,300	44.7	45.1	45.6	46.0	44.8	45.6	45.5
ORANGES	1,300	33.5	33.8	34.2	34.5	33.6	34.2	34.2
TANGERINES	1,300	11.2	11.3	11.4	11.5	11.2	11.4	11.3
BANANAS AND PLANTAINS	4,500	92.9	93.9	94.8	95.9	96.8	97.7	97.7
PINEAPPLE	3,333	46.3	46.8	47.2	47.7	48.2	48.9	48.9
COFFEE	200	13.7	13.8	13.9	14.0	14.1	14.3	14.3
MECHANIZED PRODUCTION BRIGADES								
RICE (PADDY)	400	-	-	4.3	37.7	25.1	16.7	8.3
FONIO (DIGITARIA)	250	-	-	-	2.6	1.7	1.2	0.6
GROUNDNUTS (UNSHELLED)	433	-	-	1.4	4.5	3.0	2.0	1.0
CASSAVA (FRESH)	3,333	-	-	20.3	34.8	23.2	15.4	7.7
OTHER	4,328	-	-	2.7	45.2	30.2	20.1	10.1

^{1/} CONSISTENT YIELD ESTIMATES WERE WEIGHTED WITH VARYING AREAS UNDER CULTIVATION TO ACCOUNT FOR TRENDS IN ACTUAL OUTPUT

September 1980